

**Michel Schooyans**

Professeur émérite de l'Université de Louvain

# **SUR L'AFFAIRE DE RECIFE ET QUELQUES AUTRES...**

**Fausse compassion et vraie désinformation**

Paris

2010

## Du même auteur

- Chrétienté en contestation: l'Amérique latine*, Le Cerf, Paris, 1969.
- Destin du Brésil. La technocratie militaire et son idéologie*, Duculot, Gembloux, 1973.
- La Provocation chinoise*, Le Cerf, Paris, 1973. (Traduction italienne).
- L'Avortement, problème politique*, Université catholique de Louvain, Département de Science politique, 1974. (Traductions italienne et anglaise).
- Demain, le Brésil ?*, Le Cerf, Paris, 1977. (Traduction espagnole).
- Droits de l'homme et technocratie*, CLD, Chambray-lès-Tours, 1982.
- Démocratie et libération chrétienne. Principes pour l'action politique*, Lethielleux, Paris, 1986.
- Maîtrise de la vie, domination des hommes*, Lethielleux, Paris, 1986. (Traductions brésilienne et anglaise).
- L'enjeu politique de l'avortement*, 2<sup>e</sup> édition, François-Xavier de Guibert, Paris, 1991. (Traductions espagnole, italienne, polonaise et brésilienne ; traduction russe en préparation).
- Bioéthique et Population. Le choix de la vie*, Fayard, Paris, 1994. (Traductions espagnole, italienne, slovaque, anglaise, portugaise, allemande et chinoise).
- La Dérive totalitaire du libéralisme*, Lettre-Préface de SS. le Pape JEAN-PAUL II, 2<sup>e</sup> éd., Mame, Paris, 1995. (Traduction anglaise ; traductions italienne, espagnole et portugaise en préparation).
- Pour comprendre les évolutions démographiques*, 2<sup>e</sup> éd., Université de Paris-Sorbonne, APRD, Paris, 1995. (Traduction espagnole).
- L'Évangile face au désordre mondial*, Préface du Cardinal Joseph RATZINGER, 2<sup>e</sup> éd., Fayard, Paris, 1998. (Traductions anglaise, espagnole et italienne).
- Le crash démographique. De la fatalité à l'espérance*, Le Sarment-Fayard, Paris, 1999. (Traductions anglaise ; traductions allemande, portugaise, espagnole et italienne en préparation).
- La face cachée de l'ONU*, Le Sarment-Fayard, Paris, 2000, 4<sup>e</sup> impression, 2002. (Traductions anglaise USA, espagnole Mexique, polonaise ; traduction italienne en préparation).

*Chemin de Croix du Jubilé des familles*, Le Sarment-Fayard, Paris, 2001.  
(Traductions espagnole, italienne, polonaise ; traduction portugaise en préparation).

*Euthanasie: Le dossier Binding et Hoche*, en collaboration avec Klaudia SCHANK, Paris, Le Sarment, 2002.

*Pour relever les défis du monde moderne. L'Enseignement Social de l'Église*, Paris, Presses de la Renaissance, 2004.

*Le terrorisme à visage humain*, Préface du Cardinal Alfonso LOPEZ TRUJILLO, en collaboration avec Anne-Marie LIBERT, Paris, François-Xavier de Guibert, 2006. (Traductions espagnole et anglaise en préparation ; traduction italienne sous presse ; deuxième édition française parue en 2008).

*La Prophétie de Paul VI. L'Encyclique Humanae Vitae*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2008. (Traduction italienne).

En préparation : *Les idoles de la modernité*, à paraître en 2010.

*Decipimur sub specie veri.*

Horace, *Art poétique*, 25

## Chapitre I

### **Présentation**

Une relation étroite a toujours existé entre l'information et le pouvoir. L'information ne se limite pas à rapporter des faits, à les accumuler ; elle permet d'éclairer la décision et influence la qualité de celle-ci. Une information incomplète, erronée, ou carrément fausse débouche sur de mauvaises décisions. La désinformation a même pour but délibéré d'amener les décideurs à prendre des décisions mauvaises. Elle recourt pour cela à la manipulation du langage, au travestissement ou à l'occultation des faits, au mensonge. Dans toutes ses formes, la désinformation a pour moteur l'intention d'amener ses victimes à des décisions qui conviennent au désinformateur. Bien sûr, le destinataire de l'information peut suspecter la fiabilité du message qu'on lui propose ; il peut vouloir vérifier l'information. Mais par définition, la désinformation s'affirme de façon péremptoire ; elle intimide ; elle inhibe la capacité de juger du vrai ou du faux. Voilà le désinformé piégé et prêt à consentir, à sombrer dans la fausse compassion.

Déjà signalé par Sun Tze au VI<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, la désinformation est une arme psycho-sociale de choix dans les guerres contemporaines. Elle crée la confusion et permet de *posséder* l'adversaire.

L'Église catholique n'est pas à l'abri de la désinformation ni de la fausse compassion. Le but de cet ouvrage est même de lancer un avis de tempête destiné à secouer certaines torpeurs. Nous allons le montrer dans les trois grandes parties de ce livre.

Le premier grand dossier, c'est l'affaire de Recife, où la désinformation a voulu faire passer un nouveau type d'avortement, l'avortement par compassion. Dès le début, l'histoire de cette fillette avortée a été mal contée. Des informations essentielles ont été occultées, trafiquées ; des mensonges ont été fabriqués. La vérité a été blessée, la

compassion manipulée. Il en est résulté une grande confusion qui tarde à se résorber.

Le deuxième grand dossier, très différent, est la récupération idéologique du pouvoir à laquelle on assiste dans le monde anglo-saxon. Dès le début de son mandat, les positions de M. Obama en matière de respect de la vie ont amené beaucoup d'électeurs, en particulier chrétiens, à se demander si dans les urnes, ils avaient fait le bon choix. Peu après, un impressionnant battage médiatique a été orchestré à partir de la Notre-Dame University en vue de conférer un doctorat honoris causa à M. Barack Obama. Cependant, là aussi, des informations ont été déformées ou n'ont pas été prises en compte. Des préoccupations analogues surgissent à propos de la Faith Foundation lancée par M. Tony Blair, ainsi qu'en ce qui concerne les « Anciens », un groupe récemment constitué. Ce dossier complexe fait l'objet de la seconde partie de ce présent ouvrage.

Dans le troisième grand dossier, nous analysons une dizaine d'exemples qui montrent que lorsque les gens sont désinformés, ils sont voués à sombrer dans les pièges captieux de la fausse compassion.

M. S.

Louvain-la-Neuve, février 2010.

Première partie

## **L'affaire de Recife**

## Chapitre II

### **Retour aux faits**

Un double avortement a été opéré à Recife le 4 mars 2009 sur « Carmen » (nom fictif), une fillette de 9 ans, violée par son beau-père. Cette fillette habite la ville d'Alagoinha, dans le diocèse de Pesqueira, à quelque 230 kms de Recife, capitale de l'État brésilien de Pernambuco. Ce double avortement ne cesse de donner lieu à des réactions passionnées, contradictoires et reflétant parfois une méconnaissance d'éléments importants du dossier.

On sait par exemple que, contrairement à ce qui a été dit et répété, Dom José Cardoso Sobrinho, Archevêque d'Olinda-Recife n'a pas excommunié ceux et celles qui ont procuré le double avortement ; il a simplement rappelé le Canon 1398 et constaté que les auteurs s'étaient eux-mêmes exclus de l'Église. Une clameur s'est cependant élevée, reprochant à l'Ordinaire du lieu d'avoir été « maladroit » ou « sans compassion ».

Ces considérations sur une « maladresse » réelle ou supposée sont une tentative pour détourner l'attention du problème le plus grave : *deux êtres innocents ont été détruits*. A la différence de nombreux évêques confrontés à des situations semblables, l'Archevêque d'Olinda-Recife, soutenu par ses plus proches collaborateurs et appuyé par son confrère de Pesqueira, Dom Francesco Biasin, a fait tout ce qu'il a pu pour reconforter la fillette avant et après l'irréparable. Ensemble, ils ont tout fait aussi pour prévenir et empêcher ce double avortement, et, l'imploration de Dom José Cardoso n'ayant pas été entendue, celui-ci ne s'est pas confiné dans la langue de bois.

Malgré ces démarches, selon l'usage, Dom Cardoso a été médiatiquement lynché. Lynché par qui ? Par des journalistes en mal d'audimat, par des politiciens dociles aux directives présidentielles, par des médecins à la philanthropie tarifée, par des religieuses militant pour un féminisme libérateur, par les



relais brésiliens des *Catholics for Choice*, par le groupe pro-avortement *Curumim*, par des leaders d'opinion ralliés à l'idéologie du *gender*, etc. Plus surprenant est le lynchage venu de certains milieux catholiques brésiliens. Des gazettes ont assuré que des évêques avaient « annulé » l'excommunication soi-disant fulminée par Dom Cardoso. D'autres protestations ont surgi en dehors du Brésil. Elles sont surtout venues d'Europe, où la tradition de donner des leçons aux « pays de là-bas » est bien ancrée, mais où bien des pasteurs hésitent à monter au créneau lorsqu'il s'agit de questions vitales<sup>1</sup>. C'est surtout avec consternation qu'il faut constater qu'ignorant la déontologie la plus élémentaire, *l'Osservatore romano* a refusé de publier un droit de réponse de l'Archevêque de Recife<sup>2</sup>.

Dans ce climat d'hystérie collective, des voix se sont cependant élevées pour procéder aux mises au point nécessaires. Dès le 5 mars, lendemain du double avortement, les évêques de la branche régionale de la Conférence Nationale des Évêques Brésiliens (CNBB) divulguaient une *Note* très claire sur la défense de la vie. Dans cette *Note*, les évêques de la région Nordeste 2 affirmaient clairement: « Nous ne sommes pas d'accord avec l'issue finale consistant à éliminer la vie d'êtres humains sans défense ». Le lendemain, le 6 mars, le Président, le Vice-Président et le Secrétaire général de la CNBB souscrivaient avec force et sans réserve à la déclaration émise la veille par les évêques de la branche régionale. La présidence citait quelques termes essentiels de cette déclaration et ajoutait qu'elle était préoccupée par le nombre croissant d'atteintes à la vie au Brésil.

Face aux événements qui se sont produits à Recife, la réaction la plus médiatisée et la plus étonnante est venue de Son Excellence Mgr l'Archevêque Rino Fisichella, Président de l'Académie Pontificale pour la Vie et Recteur de l'Université Pontificale du Latran<sup>3</sup>. Cette réaction s'est exprimée dans un article publié en italien le 15 mars 2009 dans *l'Osservatore Romano* et paru deux jours plus tard dans l'édition française de ce périodique. Le texte de cet article se trouve en annexe<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir par exemple le dossier publié dans la *Documentation catholique*, n° 2421 du 5 avril 2009, pp. 337-346. On aura intérêt à consulter également le dossier *Décryptage* du 16 mars 2009, que l'on trouve sur < <http://www.libertepolitique.com/> >.

<sup>2</sup> Voir la documentation au chapitre IV.

<sup>3</sup> Nous citerons désormais RF.

<sup>4</sup> La version espagnole a été publiée dans *l'Osservatore Romano* le 20 mars ; la version anglaise, le 25 mars.

La réaction de Mgr Fisichella est tellement étonnante qu'elle appelle une sérieuse mise au point, à laquelle nous procéderons au chapitre V. Le peuple de Dieu a besoin d'être informé correctement, éclairé et conforté dans sa fidélité à l'enseignement du Magistère au service de la vie. En l'absence d'une mise au point précise, beaucoup considéreront que l'Église a ouvert la porte à l'avortement direct ; qu'il ne faudra plus craindre son opposition à la légalisation de l'avortement ; que celui-ci deviendra bientôt un « droit » ; que l'Église cessera d'être pratiquement le dernier rempart pour la défense inconditionnelle de la vie de son début à sa fin. En l'absence de clarification autorisée et exempte d'ambiguïté, le relativisme, la conscience purement subjective et la morale de la situation finiront par vider le Magistère, jusqu'au plus haut niveau de l'Église, de sa compétence et de son autorité. La *Clarification* publiée par la Congrégation pour la Doctrine de la Foi<sup>5</sup> est certes un pas dans la bonne direction, mais elle est insuffisante. Il n'a pas la vigueur des passages que Benoît XVI consacre au respect de la vie dans son encyclique *Caritas in veritate*<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Texte original italien dans *l'Osservatore romano* du 11 juillet 2009. On trouvera le texte en question *infra*, au chapitre VI.

<sup>6</sup> Voir par exemple les numéros 15, 21, 25, 27 s., 32, 44, 47 s., 50 s., 62, 69, 74 s., etc.

## Chapitre III

### **L'article de Mgr Fisichella**

paru dans *l'Osservatore romano*  
du 15 mars 2009

### ***Du côté de la fillette brésilienne***

Le débat sur certaines questions s'enflamme souvent et les différents points de vue ne permettent pas toujours de comprendre combien ce qui est en jeu est vraiment important. C'est à ce moment qu'il faut considérer l'essentiel et, pendant un instant, laisser de côté ce qui ne touche pas directement le problème en question. Le cas, dans son caractère dramatique, est simple. Il s'agit d'une jeune fille innocente que l'on doit regarder droit dans les yeux, sans détourner un instant le regard, pour lui faire comprendre à quel point nous l'aimons. Nous l'appellerons *Carmen* ; ces derniers mois à Recife, au Brésil, elle a été violée à plusieurs reprises par son jeune beau-père à l'âge tendre de neuf ans, elle est tombée enceinte de jumeaux et sa vie ne sera plus facile. La blessure est profonde car la violence entièrement gratuite l'a détruite intérieurement et elle lui permettra difficilement, à l'avenir, de regarder les autres avec amour. *Carmen* représente une histoire de violence quotidienne ; elle n'est apparue sur les pages des journaux que parce que l'archevêque de Recife s'est empressé d'infliger l'excommunication aux médecins qui l'ont aidée à interrompre la grossesse. Une histoire de violence qui, malheureusement, serait passée inaperçue tellement nous sommes habitués à entendre chaque jour des faits d'une gravité sans égale, si cela n'avait été pour le bruit et les réactions suscitées par l'intervention de l'évêque. La violence sur une femme, déjà grave en soi, prend une valeur encore plus condamnable lorsque celle qui la subit est une petite fille sans défense, avec la condition aggravante de la pauvreté et de la misère sociale dans lesquelles elle vit. Il n'existe

pas de langage approprié pour condamner ces faits et les sentiments qui en dérivent sont souvent un mélange de colère et de rancœur qui ne s'assoupissent que lorsque la justice est réellement rendue et que l'on a la certitude que la peine infligée au criminel en question sera purgée.

*Carmen* devait tout d'abord être défendue, embrassée, caressée avec douceur pour lui faire sentir que nous étions tous avec elle ; tous, sans aucune distinction. Avant de penser à l'excommunication, il était nécessaire et urgent de sauvegarder sa vie innocente et de la ramener à un niveau d'humanité dont nous, les hommes d'Église, devrions être des annonciateurs experts et des maîtres. Il n'en a pas été ainsi et, malheureusement, la crédibilité de notre enseignement s'en ressent, apparaissant aux yeux de tant de personnes comme insensible, incompréhensible et privé de miséricorde. Il est vrai, *Carmen* portait en elle une autre vie innocente comme la sienne, bien qu'elle soit le fruit de la violence, et elle a été supprimée ; toutefois, cela ne suffit pas pour rendre un jugement qui pèse comme un couperet. Dans son cas, la vie et la mort se sont affrontées. A cause de son très jeune âge et des conditions de santé précaire, sa vie était sérieusement en danger à cause de la grossesse en cours. Comment agir dans ces cas ? Une décision difficile pour le médecin et pour la loi morale elle-même. Des choix comme celui-ci, même si les cas sont différents, se répètent quotidiennement dans les salles de réanimation et la conscience du médecin se retrouve seule en face d'elle-même dans l'acte de devoir décider ce qu'il y a de mieux à faire. Cependant, personne n'arrive à une décision de ce genre avec désinvolture ; le seul fait de le penser est injuste et blessant. Le respect dû au professionnalisme du médecin est une règle qui doit concerner chacun et qui ne peut pas permettre de parvenir à un jugement négatif sans avoir auparavant considéré le conflit qui s'est créé en lui. Le médecin porte avec lui son histoire et son expérience ; un choix comme celui de devoir sauver une vie, sachant qu'il met sérieusement en danger une deuxième vie, n'est jamais vécu avec facilité. Bien sûr, certains s'habituent aux situations au point de ne plus éprouver la moindre émotion ; dans ces cas, cependant, le choix d'être médecin se réduit à n'être qu'un métier vécu sans enthousiasme et subi passivement. Toutefois, faire d'un cas une généralité serait non seulement incorrect mais injuste.

*Carmen* a reproposé un cas moral parmi les plus délicats ; le traiter de manière hâtive ne rendrait justice ni à sa personne fragile ni à ceux qui sont concernés à divers titres dans l'affaire. Comme chaque cas particulier et concret, il mérite cependant d'être analysé dans sa particularité sans généralisations. La morale catholique a des principes qu'elle ne peut pas ignorer même si elle le voulait. La défense

de la vie humaine dès sa conception appartient à l'un d'eux. Il se justifie par le caractère sacré de l'existence ; en effet, chaque être humain, dès le premier instant, porte imprimé en lui l'image du Créateur et c'est pourquoi nous sommes convaincus que doivent lui être reconnus la dignité et les droits de chaque personne, le premier d'entre eux étant son intangibilité et son inviolabilité. L'avortement provoqué a toujours été condamné par la loi morale comme un acte intrinsèquement mauvais et cet enseignement demeure inchangé à notre époque, depuis l'aube de l'Église. Le Concile Vatican II, dans *Gaudium et spes*, comme on le sait un document d'une grande ouverture et attention dans ses contenus en référence au monde contemporain, utilise de manière inattendue des paroles sans équivoque et très dures contre l'avortement direct. La collaboration formelle elle-même constitue une faute grave qui, lorsqu'elle est accomplie, conduit directement en dehors de la communauté chrétienne. Techniquement, le Code de Droit canonique utilise l'expression *latae sententiae* pour indiquer que l'excommunication a lieu au moment même où le fait se produit. Nous considérons qu'il n'était pas nécessaire de rendre si vite public et avec autant de publicité un fait qui se produit de manière autonome. Ce dont nous ressentons le plus le besoin en ce moment est le signe d'un témoignage de proximité avec celui qui souffre, un acte de miséricorde qui, tout en conservant fermement le principe, est capable de regarder au-delà du domaine juridique pour parvenir à ce que le droit lui-même prévoit comme objectif de son existence : le bien et le salut de ceux qui croient dans l'amour du Père et de ceux qui accueillent l'Évangile du Christ comme les enfants, ceux que Jésus appelait à ses côtés et serrait dans ses bras en disant que c'est à ceux qui sont comme eux qu'appartient le royaume des cieux. *Carmen*, nous sommes avec toi. Nous partageons avec toi la souffrance que tu as éprouvée, nous voudrions tout faire pour te rendre la dignité dont tu as été privée et l'amour dont tu auras encore plus besoin ; ce sont d'autres personnes qui méritent l'excommunication et notre pardon, non pas ceux qui t'ont permis de vivre et qui t'aideront à retrouver l'espérance et la confiance malgré la présence du mal et la méchanceté de beaucoup de personnes.

## Chapitre IV

### **Éclaircissements brésiliens**

A peine publié à Rome, l'article de RF suscite, au Brésil, différentes réactions<sup>7</sup>. La première, datée du 16 mars 2009, vient de l'Archevêché de Recife<sup>8</sup>. Elle est accompagnée d'une demande de droit de réponse, adressée à l'*Osservatore romano*, qui n'y a pas donné suite. Le 20 mai 2009, Dom José Cardoso Sobrinho accorde une longue interview à Jeanne Smits, rédacteur en chef de la revue *Présent*<sup>9</sup>. Nous remercions Madame Smits de nous avoir autorisé à publier cette interview. Le 10 juin, écrivant à nouveau à l'*Osservatore romano*, Dom Cardoso redemande la publication de son droit de réponse. Comme la première, cette demande reste sans suite.

---

<sup>7</sup> Pour mieux connaître le contexte général de l'affaire de Recife, on pourra se reporter au recueil de documents publié par Elcias Ferreira da Costa sous le titre *Dom José Cardoso Sobrinho : A vitória da fé*, Recife, Printer Gráfica e Editora, 8818.4180, 2009.

<sup>8</sup> Source : < [http://eucharistiemisericor.free.fr/index.php?page=2003096\\_recife](http://eucharistiemisericor.free.fr/index.php?page=2003096_recife) >, avec quelques retouches.

<sup>9</sup> Source : < <http://leblogdejeannesmits.blogspot.com/> > et < <http://www.present.fr/> >

**Éclaircissements de l'Archidiocèse  
d'Olinda et Recife  
sur l'article publié par l'Osservatore romano  
sous le titre  
« Du côté de la fillette brésilienne »**

Concernant l'article intitulé « Du côté de la fillette brésilienne » et publié par l'*Osservatore romano* du 15 mars, nous, soussignés, déclarons :

1. Le viol n'a pas eu lieu à Recife comme le dit l'article mais dans la ville d'Alagoinha (**Diocèse de Pesqueira**). L'avortement, lui, a bien été pratiqué à Recife.

2. Nous tous, à commencer par le Curé d'Alagoinha (soussigné), nous nous sommes occupés de la petite fille enceinte et de sa famille avec toute la charité et la tendresse requises. Lorsqu'il a appris la nouvelle dans sa résidence, le Curé, faisant montre de sollicitude pastorale, s'est immédiatement rendu dans la maison de la famille, où il a rencontré la fillette pour lui apporter son soutien et l'accompagner, dans l'épreuve lourde et difficile dans laquelle elle se trouvait. Et c'est cette attitude qui a été adoptée tous les jours, d'Alagoinha à Recife où a eu lieu le triste épilogue de l'avortement des deux innocents. Il est donc évident et sans équivoque que personne n'a pensé en premier lieu à l'« **excommunication** ». Nous avons utilisé tous les moyens à notre portée pour éviter l'avortement et sauver ainsi les trois vies. Le curé a accompagné personnellement le Conseil de Tutelle de la ville dans toutes les initiatives qui visaient le bien de la fillette et de ses deux enfants. A l'hôpital, lors de ses visites quotidiennes, il a fait preuve d'une attitude de tendresse et d'une attention qui ont fait comprendre tant à l'enfant qu'à sa mère qu'elles n'étaient pas seules, mais que l'Église, représentée là par le Curé local, leur garantissait l'assistance nécessaire et la certitude que tout serait fait pour le bien de la petite fille et pour sauver ses deux enfants.

3. Après que la fillette eut été transférée à un hôpital de la ville de Recife, nous avons tenté d'utiliser tous les moyens légaux pour éviter l'avortement. A aucun moment, l'Église n'a fait preuve d'omission à l'hôpital. Le Curé a rendu des visites

quotidiennes à la fillette, faisant le déplacement depuis la ville, qui se trouve distante de 230 kilomètres de Recife, sans ménager ses efforts pour que tant l'enfant que la mère sentent la présence de Jésus, Bon Pasteur, qui va à la rencontre des brebis qui ont le plus besoin de soutien. Ainsi, le cas a été traité avec toute l'attention due de la part de l'Église et non « **de manière hâtive** » comme le dit l'article.

4. Nous ne sommes pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle « **la décision est difficile pour la loi morale elle-même** ». Notre Sainte Église continue à proclamer que la loi morale est très claire : il n'est jamais licite d'éliminer la vie d'un innocent pour sauver une autre vie. Les faits objectifs sont les suivants : il y a des médecins qui déclarent explicitement qu'ils pratiquent et continueront à pratiquer l'avortement, alors que d'autres déclarent avec la même fermeté que jamais ils ne le pratiqueront. Voici la déclaration écrite et signée par un médecin catholique brésilien : « (...) **En tant que médecin obstétricien pendant 50 ans, formé par la Faculté Nationale de Médecine de l'Université du Brésil et ancien chef de la Clinique d'Obstétrique de l'Hôpital d'Andaraí, où j'ai servi pendant 35 ans jusqu'à ma retraite, pour me consacrer au diaconat, et ayant réalisé 4524 (quatre mille cinq cent vingt-quatre) accouchements, dont beaucoup pour des mineures, je n'ai jamais eu besoin de recourir à l'avortement pour "sauver des vies", tout comme mes collègues intègres et honnêtes dans leur profession qui et respectent le serment d'Hippocrate (...)** ».

5. L'affirmation selon laquelle l'affaire n'a été divulguée dans les journaux que parce que l'archevêque d'Olinda et Recife s'est empressé de déclarer l'excommunication est fausse. Il suffit de voir que l'affaire a été rendue publique à Alagoinha, le mercredi 25 février [2009], que l'Archevêque s'est prononcé dans la presse le 3 mars, et que l'avortement a eu lieu le 4 mars. Il serait excessif d'imaginer que la presse brésilienne, devant un fait d'une telle gravité, soit restée silencieuse pendant cet intervalle de six jours. Ainsi, la nouvelle de la fillette (« Carmen ») enceinte était divulguée dans la presse avant l'avortement. C'est seulement après, alors qu'il était interrogé par les journalistes, le 3 mars (mardi), que l'Archevêque a mentionné l'article 1398 du *Code de droit canonique*. Nous sommes convaincus que la publication de cette pénalité « thérapeutique »



(l'excommunication) fera du bien à beaucoup de catholiques, les amenant à éviter ce péché très grave. Le silence de l'Église serait très dommageable, surtout si l'on constate qu'il y a dans le monde entier cinquante millions d'avortements chaque année, et que, rien qu'au Brésil, un million de vies innocentes sont fauchées. Le silence peut être interprété comme de la connivence ou de la complicité. Si un médecin a une « **conscience perplexe** » avant de pratiquer un avortement (ce qui nous paraît extrêmement improbable), ce médecin – s'il est catholique et désire respecter la loi de Dieu – doit consulter un directeur spirituel.

6. L'article est, en d'autres mots, un affront direct à la défense de la vie des trois enfants faite avec véhémence par Dom José Carroso Sobrinho, et il démontre à quel point l'auteur n'a ni les bases ni les informations nécessaires pour parler à ce sujet, par méconnaissance des détails des faits. L'hôpital qui a réalisé l'avortement de la toute petite fille est l'un de ceux qui pratiquent toujours ce genre d'actes dans notre État, sous couvert de « légalité ». Les médecins qui ont participé à l'avortement des jumeaux ont déclaré et continuent à déclarer dans les médias nationaux qu'ils ont fait ce qu'ils avaient déjà l'habitude de faire « **avec beaucoup de fierté** ». L'un d'eux a d'ailleurs déclaré : « **J'ai donc déjà été excommunié plusieurs fois** ».

7. L'auteur s'est autorisé à parler de quelque chose qu'il ne connaissait pas et, pire encore, il ne s'est pas donné la peine d'en parler auparavant, de manière fraternelle et évangélique, avec l'Archevêque et, par cette attitude imprudente, est en train de causer une grande confusion parmi les fidèles catholiques du Brésil. Au lieu de consulter son frère, il a préféré donner crédit à notre presse, qui est bien souvent anticléricale.

Recife – PE, 16 mars 2009

**Mgr Edvaldo Bezerra da Silva,**  
Vicaire général de l'archidiocèse d'Olinda et Recife

**P. Cícero Ferreira de Paula,**  
Chancelier de l'archidiocèse d'Olinda et Recife

**P. Moisés Ferreira de Lima,**  
Recteur du séminaire archidiocésain

**P. Edson Rodrigues,**  
Curé d'Alagoinha, diocèse de Pesqueira

**Dr. Márcio Miranda,**  
Avocat de l'archidiocèse

## ***Première demande de droit de réponse***

Recife, le 16 mars 2009.

Monsieur le Directeur de l'OSSERVATORE ROMANO

Je soussigné, Archevêque de l'Archevêché d'Olinda et Recife, vous demande que le texte annexé soit publié dans l'*Osservatore romano* comme réponse à l'article intitulé « Du côté de la fillette brésilienne » et signé par Son Excellence Monseigneur Rino Fisichella.

Respectueusement,

+ Dom José Cardoso Sobrinho  
Archevêque d'Olinda et Recife

## ***Interview donnée par Dom Cardoso à Jeanne Smits***

29 mai 2009

**Mgr Cardoso Sobrinho répond aux questions de  
« Présent ».**

**— *Après l'affaire de la petite fille violée d'Alagoinha, et le désaveu par L'Osservatore Romano de vos déclarations sur l'excommunication automatique de ceux qui ont décidé ou pratiqué son avortement, une tendance se dessine dans les médias pour dire que la doctrine de l'Église a changé sur la question de savoir si l'avortement en cas de danger de mort ou d'autres circonstances particulières est un mal, est un péché. D'un autre côté, les mensonges médiatiques qui ont entouré cette affaire ont été particulièrement nombreux et graves, même si beaucoup de personnes vous ont exprimé leur admiration. Voudriez-vous nous expliquer ce qui s'est réellement passé ?***

— Je tiens avant tout à remercier, et dire ma profonde gratitude, à ceux qui m'ont soutenu. J'ai reçu des centaines de messages de solidarité, du monde entier : de prêtres, d'évêques, de laïcs, qui approuvent mon choix d'avoir parlé clair sur la loi actuelle de l'Église. J'ai reçu un prix de *Human Life International*, et tout récemment encore un autre prix de l'association *Pro Vida* de São Paulo. Grâce à Dieu, donc, beaucoup de personnes approuvent ma démarche.

Cependant il y a quelques personnes, en France, au Canada, y compris des évêques, qui ont écrit des articles pour dire leur désaccord. Dans un esprit de dialogue, je voudrais d'abord souligner qu'il n'est pas vrai de dire que nous – c'est-à-dire moi-même, mais aussi le curé de la petite fille – n'avons pas fait preuve d'une particulière attention à son égard. Nous avons donné toute notre attention et tous nos soins à la fillette enceinte. Ce qui a été malheureusement publié n'est tout simplement pas vrai : nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour l'aider.

Certains, lorsqu'ils parlent de la publicité donnée à cette affaire, affirment qu'il n'était pas « opportun » de parler d'excommunication. Je ne suis pas d'accord avec ce point de vue. On me dit presque qu'il aurait fallu oublier ce que dit le Droit canon à propos de l'excommunication. Mon opinion est différente. Je dis que cette loi existe pour le bien de l'Église. Et ce n'est pas moi qui ai excommunié

quiconque, comme je l'ai répété maintes fois. Ceux qui m'accusent affirment que c'est moi qui ai « excommunié », et c'est totalement faux : j'ai simplement attiré l'attention sur une loi qui existe dans l'Église, le canon 1398. Et je me demande : convient-il de faire silence, comme beaucoup le prétendent ? Aurait-il mieux valu que je ne parle pas du tout d'excommunication ? Eh bien, je réponds que je ne suis pas d'accord. C'est une loi de l'Église, pour le bien de l'Église. Elle existe depuis plusieurs siècles. Le nouveau *Code de droit canonique*, promulgué en 1983 par le serviteur de Dieu Jean-Paul II, réitère cette loi, tout comme le *Catéchisme de l'Église catholique*, publié par le même pape en 1992, répète cette loi et la commente. Vaudrait-il donc mieux se taire ? Eh bien, à mon avis, il est de la plus haute importance d'attirer l'attention de tous et surtout des fidèles catholiques sur la gravité du crime de l'avortement. C'est pour cela que la loi existe. Nous autres, dans notre diocèse, avons reçu tant de messages de tant de personnes qui me disent : « *Aujourd'hui, je comprends mieux la gravité de l'avortement, et je vais changer ma conscience.* » A mon avis, le fait d'attirer l'attention sur l'existence de cette excommunication produit un bien spirituel chez les fidèles catholiques, mais aussi chez les autres qui réalisent en apparence tranquillement des avortements et qui vont désormais, je le crois, peser dans leur conscience la gravité de ce qu'ils font. Et telle est la finalité de cette loi de l'Église, de cette pénalité d'excommunication : elle est **médicinale**. C'est un remède en vue de la conversion de tous. Et pour la personne qui l'encourt, un moyen de lui faire comprendre qu'elle va devoir répondre de son acte devant Dieu. Avec l'Église, nous désirons que tous, même ceux qui suivent aujourd'hui un chemin d'erreur, se remettent à vivre en accord avec la loi de Dieu. Nous ne voulons la condamnation éternelle de personne. A mon avis, le silence – ne pas parler d'excommunication – causerait un grave tort à l'Église.

Plus encore, j'ai l'impression que certains parmi ceux qui s'expriment contre moi sont quasiment en train d'insinuer qu'il vaudrait mieux abroger le canon de l'excommunication. Mais l'Église ne pense pas cela. L'Église maintient cette loi, parce que pour le bien commun de l'Église, il est nécessaire, quand il s'agit de délits gravissimes, qu'il y ait une loi claire, et que cette pénalité soit appliquée. Ce sont des principes d'une très grande importance. Pour moi, le silence équivaldrait à de la complicité. Nous savons – les journaux du monde entier l'affirment – qu'il se pratique chaque année dans le monde quelque 50 millions d'avortements. Ici au Brésil, on parle d'environ un million d'avortements tous les ans. J'ai dans ma conscience la conviction qu'il faut parler, réveiller la conscience de tous, parce que le silence peut être interprété comme une approbation.

**— Dans une conversation avec le professeur Joseph Seifert, qui s'est exprimé dans les médias pour prendre votre défense, celui-ci a décrit l'excommunication comme une « charité » à l'égard de celui qu'elle vise, pour lui faire prendre conscience du tort qu'il subit dans sa vie spirituelle. Emploieriez-vous cette expression ?**

— C'est un remède spirituel. L'Église est investie d'une mission, qui est de mener tous les hommes au salut éternel, et de les faire vivre dans la grâce de Dieu. De fait, il est des personnes qui font « tranquillement » des avortements, et qui disent tout aussi tranquillement qu'elles vont continuer. Nous autres, en tant que catholiques, et surtout les pasteurs de l'Église, ne pouvons rester silencieux, comme si tout cela était très bien. C'est pourquoi je répète que ne pas parler, ne pas attirer l'attention sur la gravité, sur le sérieux de ce problème, et surtout sur le fait que l'Église, pour le bien commun, applique cette pénalité, serait de la complicité. Cela reviendrait quasiment à accepter cette situation si grave.

Ici au Brésil, on est en train de préparer une loi de légalisation de l'avortement. Nous, les catholiques, devons parler en premier lieu de la responsabilité morale. Il y a évidemment des catholiques dans notre Parlement qui défendent la loi de Dieu, mais il y en a d'autres qui soutiennent ce projet, à commencer par le président de la République. Nous ne pouvons pas rester silencieux !

**— Lorsque vous avez parlé d'excommunication automatique de la mère de la fillette et des médecins participant à l'avortement, l'avez-vous fait avant ou après le moment où celui-ci fut accompli ?**

— J'en ai parlé avant et après, comme cela a été clairement exprimé dans la note publiée par l'archidiocèse de Recife en réponse à l'article de Mgr Fisichella : dès le 3 mars, veille du jour où l'avortement fut accompli, j'évoquai devant des journalistes la « peine médicinale » du canon 1398. Malheureusement, l'article de Mgr Fisichella affirme que la première fois où je m'exprimai devant la presse sur cette affaire, je n'ai parlé que d'excommunication. Cela est totalement faux. J'ai parlé plusieurs fois parce que cette affaire d'une fillette de neuf ans enceinte avait attiré l'attention de toute la presse. Et surtout, nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour sauver trois vies : pas seulement celle de la petite fille, mais les *trois* vies. Lorsque pour finir l'avortement a eu lieu, j'ai rappelé simplement une nouvelle fois quelle est la loi de l'Église. Toute personne qui – en pleine conscience

évidemment – commet des avortements est excommuniée : voilà le sens de ma déclaration.

— ***Est-il vrai que la petite fille était rachitique, ou dénutrie ?***

— Pas du tout ! Cette petite fille enceinte, même lorsqu'elle fut hospitalisée, vivait avec d'autres enfants et jouait avec eux ; elle vivait une vie normale d'enfant.

— ***Savait-elle qu'elle attendait deux enfants ?***

— Oui, évidemment ! Non seulement elle le savait, mais elle disait qu'un de ses enfants serait pour un membre de sa famille, et l'autre pour elle pour qu'ils puissent jouer ensemble. On a su par la suite qu'il s'agissait de deux petites filles...

— ***On dit que le père légitime de la petite fille, qui était opposé à l'avortement, est un chrétien évangélique. Est-ce vrai ?***

— Oui, c'est vrai, il n'est pas catholique. Cela dit, il était totalement avec nous. Je l'ai reçu ici dans ma maison toute une journée ; il n'acceptait pas l'avortement.

— ***Il y a eu beaucoup d'émotion...***

— Oui. Il est venu de sa petite ville d'Alagoinha qui est à 230 km d'ici. Il est resté avec nous : avec moi, avec le P. Edson Rodrigues, qui est le curé de sa paroisse, avec mon avocat, avec le président des tribunaux d'ici pour voir s'il était possible d'intervenir avant l'avortement, pour voir si nous pouvions l'empêcher par des moyens légaux. Mais comme vous le savez l'avortement a été accompli après que la fillette eut été emmenée à notre insu vers un « centre de santé » habituée à pratiquer cette intervention.

— ***Y a-t-il eu des manifestations contre l'avortement à proximité de la clinique où se trouvait initialement la fillette ?***

— Non, dans les rues pas du tout. En revanche, dans les journaux et à la télévision il y eut beaucoup de pressions pour l'avortement, et des associations « féministes », comme vous le savez, sont intervenues pour promouvoir l'avortement de la fillette.

— ***La fillette a-t-elle été à aucun moment en danger de mort ?***

— Non, jamais. Les médecins me l'ont affirmé explicitement.

— ***Mais si elle avait été en danger de mort, l'avortement n'aurait pas été justifié pour autant...***

— Cette éventualité a été clairement envisagée par les médecins. Ils espéraient qu'à six mois de grossesse, il serait possible de pratiquer une césarienne. Mais comme ce groupe de « féministes » voulait l'avortement, ils sont venus à l'IMIP (Institut maternel et infantile de Pernambuco) où la fillette était hospitalisée pour l'emmener vers l'autre « centre de santé » et l'avortement a été pratiqué dans les heures suivant son arrivée. Ils l'ont embarquée le soir et dès le lendemain, l'intervention s'est achevée vers 10 heures du matin. C'est une clinique dont on sait très bien par ici qu'elle pratique habituellement des avortements.

Il m'importe beaucoup de rappeler que les médecins qui ont réalisé l'avortement ont déclaré qu'ils pratiquent des avortements depuis longtemps, et avec « fierté ». Et ils affirment qu'ils continueront. Nous ne pouvons rester silencieux face à cela. Et nous pouvons encore moins affirmer qu'il y avait un « doute », comme l'a malheureusement écrit Mgr Fisichella. Il affirmait que nul ne sait si au moment d'agir le médecin n'avait pas eu des doutes sur ce qu'il devait faire ou ne pas faire : nous savons au contraire que ces médecins ont déclaré publiquement qu'ils vivent en pratiquant des avortements et qu'ils n'ont aucun « doute » à ce sujet. Ils veulent continuer à le faire.

Il y a évidemment ici d'autres médecins catholiques qui affirment à l'inverse qu'ils ne pratiquent pas l'avortement parce qu'ils croient en Dieu et respectent sa loi.

— ***Monseigneur, auriez-vous réagi autrement si la petite fille avait véritablement été en péril de mort ?***

— Non, pas du tout. Nous savons que même en cas de danger de mort, l'avortement n'est jamais licite. C'est la loi de Dieu telle que l'Église la proclame. Même en cas de danger de mort, il fallait attendre l'évolution naturelle des choses, et tenter de sauver les *trois* vies. C'est un principe fondamental de la loi de Dieu et aussi de la loi naturelle : la fin ne justifie pas les moyens. Je peux avoir un objectif excellent : sauver la vie de la petite fille enceinte ; mais le moyen pour parvenir à cette fin ne peut en aucun cas être la suppression de deux vies innocentes. C'est un principe naturel que la logique humaine peut comprendre. Pour évoquer un exemple que je donne ici au Brésil pour



me faire comprendre : si je veux trouver de la nourriture pour la donner aux pauvres, et nous en avons tant ici, je n'ai pas le droit pour cela de braquer une banque, de prendre l'argent des autres pour faire une œuvre bonne.

Et comme l'a dit mon équipe d'assesseurs – le vicaire général, mon avocat catholique et les autres signataires de la note que j'évoquais plus haut – il ne nous appartient pas de changer la loi de Dieu, même si l'opinion publique suit un autre chemin. Notre mission, si importante, est de la proclamer pour tous, même dans les cas comme celui-ci où cela n'est pas facile.

Il faut bien le comprendre : dès les tout premiers siècles, il y a eu des lois d'excommunication dans l'Église. Elles visent à protéger le bien commun de la société ecclésiale : c'est pour cela qu'il faut un droit canonique, l'aspect juridique de l'Église en tant que société humaine est indispensable. Nous ne pouvons espérer simplement que chacun suive sa conscience. L'Église doit évidemment d'abord prendre soin de la vie spirituelle de chacun, mais le bien commun, au sens technique, est très important aussi : il s'agit d'un environnement adéquat où chacun puisse vivre tranquillement. Les pénalités prévues par le *Code de droit canonique* ont aussi cette finalité.

**— Avez-vous eu connaissance de ce qui se dit à propos de Mgr Fisichella : qu'il a écrit cette note « trompé et forcé » ?**

— Cette information m'est arrivée indirectement. Certaines personnes au Brésil, y compris des évêques, ont appelé Mgr Fisichella, et elles me disent qu'il leur a répondu cela : qu'il aurait suivi les indications de supérieurs hiérarchiques.

**— Le fait est qu'aujourd'hui la presse internationale en arrive à dire que l'Église est d'accord avec les avortements thérapeutiques. Cela me paraît très grave : comment peut-on lutter contre cette impression ?**

— C'est notre mission de proclamer toujours la loi de Dieu. Vous savez qu'en Afrique Benoît XVI a parlé clairement sur des questions morales et que la presse, notamment en France, ne l'a pas accepté. C'est pourtant la mission de l'Église : nous ne pouvons pas nous taire pour des raisons de convenance sociale. Dans la liberté démocratique, qui est une bonne chose, il y a abus à vouloir légitimer, même dans le cadre de la loi, des usages ou des actes qui vont contre la loi de Dieu. Notre mission, celle de l'Église, est de proclamer la loi de Dieu et l'Évangile de Jésus-Christ, même si ce n'est pas facile.

— ***Et vos relations avec les autres évêques du Brésil ?***

— Elles sont très bonnes. Il y a deux semaines nous étions réunis en Assemblée nationale des évêques à São Paulo : tous les évêques avec qui j'ai parlé m'approuvent ; aucun n'est contre moi. En revanche, j'ai lu ce qu'ont écrit certains évêques français. Il me semble qu'ils ne connaissaient pas toutes les circonstances. Ils ont lu l'article de Mgr Fisichella et ils ont pensé que c'était la vérité.

— ***Ils sont peut-être aujourd'hui en mesure de constater qu'ils ont réagi sur des informations fausses... Mais comment réparer ?***

— Il me semblerait important que *L'Osservatore Romano* publie mes réponses. C'est ce que nous essayons d'obtenir, et c'est ce que nous avons fait depuis le début. Nous avons envoyé à Rome la réponse de l'archidiocèse à l'article de Mgr Fisichella. C'est un droit naturel que de répondre si quelqu'un publie des choses fausses, pour on ne sait quels motifs : il faut que les lecteurs du journal romain puissent connaître aussi l'autre point de vue.

J'ai quant à moi la conscience tranquille. Je n'attendais pas et je ne souhaitais pas ces répercussions qui ont atteint des dimensions internationales. Je répète que le bien commun de l'Église a besoin de ces lois *latae sententiae*, qui servent d'alerte permanente et qu'elle n'abrogera jamais. Elle a toujours condamné l'avortement et elle a toujours expliqué pourquoi : parce qu'il ne fait pas seulement du tort à la personne mais aussi à toute la société. Aujourd'hui, je le répète, nous en sommes à 1 million d'avortements tous les ans au Brésil, 50 millions dans le monde, et notre silence serait connivence.

Je tiens à vous remercier de m'avoir permis d'exposer ces choses qui me paraissent importantes pour le bien spirituel des âmes. Et je vous prie de dire aux lecteurs de *Présent* que je les bénis très volontiers.

## ***Deuxième demande de droit de réponse***

Recife, le 10 juin 2009.

Monsieur Giovanni Maria Vian  
Directeur de l'*Osservatore romano*  
Cité du Vatican

Illustre Monsieur,

Je m'adresse à vous pour vous demander encore une fois la publication dans l'*Osservatore romano* du texte ci-joint en réponse à l'article signé par S.E. Mons. Salvatore Fisichella et publié dans l'*Osservatore romano* le 15 mars dernier, dans l'édition italienne et aussi dans les autres langues des éditions hebdomadaires.

L'article en question de Monseigneur Fisichella a eu une répercussion internationale et contient malheureusement des assertions fausses ou inexactes et offensantes pour ma personne. Les lecteurs de l'*Osservatore romano*, dans les diverses langues, ont le droit de connaître la vérité. Comme l'a dit Notre Sauveur, « Vous connaîtrez la vérité et la vérité vous rendra libres » (Jn 8, 32).

Je vous remercie d'avance et vous présente mes salutations distinguées.

+ Dom José Cardoso Sobrinho  
Archevêque d'Olinda et Recife

## Chapitre V

# Analyse doctrinale de l'affaire de Recife

## 1. Commentaire de l'article de Mgr Fisichella

A lui seul, le titre indique clairement de quel côté se positionne RF: il a fait le choix de monter en épingle les intérêts de « Carmen ». L'unilatéralisme de ce choix sera poussé si loin que pratiquement aucune parole de compassion ne sera dite concernant les jumeaux victimes du double avortement. La compassion ira à Carmen et aux médecins. RF développe une argumentation un rien démagogique : « Il faut faire comprendre à Carmen combien nous l'aimons. » « Sa vie ne sera plus facile. » « Carmen devait d'abord être défendue. » « Elle est détruite intérieurement. » « L'archevêque [d'Olinda-Recife] s'est empressé d'infliger l'excommunication aux médecins qui l'ont aidée à interrompre la grossesse ». Cette intervention de l'Archevêque Cardoso, observe l'auteur de l'article, a suscité des réactions bruyantes. Suit un appel à punir le criminel, qui du reste est déjà en prison.

L'exposé de RF mérite différents commentaires car il comporte plusieurs erreurs. Nous allons en examiner quelques-unes.

1. RF part de l'assertion, répétée par les journalistes, selon laquelle Carmen allait mourir si on n'avortait pas les jumeaux qu'elle portait. L'avortement des jumeaux est une conséquence de la décision d'intervenir pour sauver la vie de la fillette. La fin justifie les moyens, et les moyens sont présentés comme étant les seuls à employer parce que –assure-t-on-- Carmen était en danger de mort. Pour la sauver, il fallait procéder à deux avortements. Ou bien Carmen mourait, et de toute façon les jumeaux mouraient ; ou bien on sauvait une vie, celle de la mère,

puisque de toute façon les jumeaux étaient condamnés en vertu de l'assertion initiale rappelée ci-dessus, à savoir que Carmen allait mourir si on ne l'avortait pas. Dans cette logique, qui rappelle celle qu'on trouve dans des documents de l'IPPF, le double avortement n'est pas voulu pour lui-même ; il est voulu pour sauver la mère. Par conséquent –raisonne RF- ni la mère, Carmen, ni les auteurs de l'avortement ne tombent sous le coup de l'excommunication. L'Archevêque d'Olinda-Recife, insiste-t-on, n'avait pas à faire des déclarations bruyantes ; il devait plutôt aller consoler la fillette.

Malheureusement pour lui et pour ses lecteurs, on peut se demander si RF a pris la peine de s'informer convenablement. Ne se serait-il pas laissé piéger par des journalistes ? A-t-il écrit sous pression ou sous contrainte ? Il a pris pour argent comptant l'assertion, non prouvée, selon laquelle, sans avortement, la fillette allait mourir. Tout le raisonnement de RF est basé sur cette pétition de principe. On suppose acquis ce qu'il y aurait lieu de prouver, à savoir que l'avortement était le seul moyen de sauver la mère, réputée être en danger de mort. Pour faire bonne mesure, on ajoute que Dom Cardoso a manqué de tendresse et qu'il a excommunié. Au fait, RF a-t-il seulement téléphoné à l'Archevêque d'Olinda-Recife ?

2. « Sa vie, écrit RF, était sérieusement en danger ». A l'évidence, RF ne s'est pas enquis du dossier médical de la fillette. D'après le Dr Sérgio Cabral, médecin directeur de l'Instituto Materno Perinatal de Pernambuco [État du Brésil dont la capitale est Recife], la vie de Carmen n'était pas en danger. On ne pouvait invoquer un quelconque état de nécessité. On pouvait raisonnablement espérer sauver la mère et les deux enfants. Cette déclaration a été confirmée par d'autres médecins brésiliens qui connaissent le dossier, parmi lesquels le Dr Bernardo Graz, médecin et prêtre, et le Dr Elisabeth Kipman, médecin gynécologue.

« Carmen portait en elle une vie innocente », écrit encore RF, qui ajoute: « Dans son cas [celui de Carmen], la vie et la mort se sont affrontées. » Affirmations théâtrales mais inexactes. Carmen portait *deux* vies innocentes, et ces deux vies -eût-il fallu écrire noir sur blanc- ont été supprimées. La mort a été donnée volontairement et inéluctablement, sans justification aucune, à deux petits êtres totalement innocents. En raison de la détermination à avorter, à aucun moment, la vie n'a eu la

moindre chance de l'emporter. D'ailleurs, les exécutants de l'avortement se seraient même vantés, non sans un certain cynisme, d'être habitués à faire des avortements et d'être fiers de les faire. L'un d'eux, le Dr Rivaldo Mendes de Albuquerque, aurait même déclaré ironiquement qu'il aurait déjà été excommunié à plusieurs reprises.

Précisons ici que, contrairement à ce qu'insinue l'article de RF, il n'a jamais été question d'excommunication pour la fillette.

3. Une nouvelle erreur vient d'être manifestée : il n'y avait pas danger de mort *ni pour Carmen ni pour les jumeaux*. RF insiste pourtant: « Un choix comme celui de devoir sauver une vie, sachant qu'il [le médecin] met sérieusement en danger une deuxième vie, n'est jamais vécu avec facilité. » Appliquée à notre cas, cette considération est aberrante puisqu'il n'y avait aucune vie en danger, ni celle de la mère, ni celle des deux enfants qu'elle portait. Le danger surgit des médecins qui *choisissent* le double avortement, ainsi que des idéologues du *free choice* qui incitent les praticiens à commettre un double attentat à la vie humaine et confèrent à ses auteurs une pseudo-licéité morale.

Ce qui vient d'être expliqué anéantit la pertinence de l'amalgame entre le cas de Carmen et celui des patients en réanimation. Il résulte de cet amalgame que, non content de donner sa caution à l'avortement, RF offre aussi sa caution à l'euthanasie si des médecins choisissent de la donner. A l'évidence, RF désire flatter les médecins, dont il déclare respecter le professionnalisme. Il reconnaît aux médecins « la liberté de choix », sans rappeler ni se rappeler que, dans leurs décisions, les médecins sont aussi tenus à respecter des règles morales. RF sème par là le trouble dans la conscience de tous les médecins du monde au sujet du respect de la vie, en son début et à son terme, c'est-à-dire au sujet de l'avortement et de l'euthanasie.

4. RF nous réserve encore une surprise lorsqu'il s'aventure dans des considérations relatives à la morale fondamentale. Voici ce qu'il écrit: « Faire d'un cas une généralité serait non seulement incorrect, mais injuste. [...] Comme chaque cas particulier et concret, il [le cas moral] mérite d'être analysé sans généralisation. » Comme au point précédent, RF révèle ici son adhésion à la morale de la situation, à la morale de l'option fondamentale, à la morale proportionnaliste, toutes pourtant

clairement critiquées par Jean-Paul II dans l'encyclique *Veritatis Splendor* (1993 ; voir par exemple n° 65-83 ; 95-102).

RF enchaîne : « La morale catholique a des principes qu'elle ne peut pas ignorer même si elle le voulait. La défense de la vie humaine dès sa conception appartient à l'un d'eux. » Deux motifs d'étonnement ici : RF affirme ici l'existence de principes moraux alors que, comme signalé ci-dessus, il abandonne aux médecins de choisir librement, et qu'il vient de dire qu'il fallait analyser les cas dans leur particularité ! En outre, RF oublie que la défense de la vie humaine est d'abord un principe de morale naturelle. Les chrétiens n'ont pas le monopole du respect de la vie humaine. La condamnation de l'avortement remonte bien au-delà de ce que RF appelle « l'aube de l'Église ».

5. Il n'est pas exact que les paroles de Vatican II, plus précisément de *Gaudium et spes* (n° 27 et 51) utilisent « de manière inattendue des paroles sans équivoque et très dures contre l'avortement direct ». Ces paroles ne sont ni inattendues, ni très dures ; elles ne font que réaffirmer la tradition morale, naturelle et chrétienne, *qui veut protéger les individus humains les plus fragiles* et dissuader les autres d'attenter à leur vie. Ce qui est curieux, c'est que RF rappelle lui-même la doctrine de l'Église sur l'avortement provoqué ! Il ne semble pas percevoir que la doctrine qu'il cite le met en contradiction avec ses positions telles qu'il les expose dans l'article que nous commentons. En d'autres termes, pour lui, il faut conserver les principes *pour autant que* soit respectée avant tout la liberté de choix face aux situations concrètes. Voilà comment on ruine la morale, tant naturelle que chrétienne...

6. « Le droit... prévoit comme objectif de son existence : le bien et le salut de ceux qui croient en l'amour du Père – et de ceux qui accueillent l'Évangile du Christ comme les enfants... » Ici, l'auteur se surpasse. Bien que ce ne soit pas précisé, il pense au Droit canonique. Or, comme l'affirme l'enseignement de l'Église, que RF vient d'ailleurs de citer, il n'y a pas de plus grande injustice que d'attenter délibérément à la vie de l'être humain le plus innocent et le plus vulnérable. Cette norme du Droit Canonique est d'ailleurs une norme de droit naturel. Elle vaut non seulement pour ceux qui accueillent le salut venant de Dieu, mais elle vaut pour tous. Il y a ici quelque chose d'inadmissible à apitoyer le lecteur en l'invitant à « regarder au-

delà du domaine juridique », dont la raison d'être est ici de protéger l'innocent. Il est pour ainsi dire blasphématoire de détourner des paroles du Seigneur de la Vie dans le but d'excuser des avorteurs, et en se servant aussi –c'est un comble– du malheur de la maman blessée et dépossédée à jamais de ses deux enfants.

## 2. Des divisions dans l'Église

1. Selon RF, l'attitude de l'Archevêque Cardoso fait du tort à la crédibilité de l'Église. Mais l'Église et ses pasteurs ne méritent d'être crédibles que s'ils proclament la vérité. L'Évangile ne recommande pas de plaire aux hommes mais nous appelle à être fidèles au message que nous avons pour mission d'annoncer. En ce qui concerne l'avortement, la doctrine de l'Église est exposée en toute clarté dans des documents majeurs tels que *Gaudium et spes* (1965), n° 51 § 3 ; cf. n° 27 § 3 ; *Code de Droit Canonique* (1983), n° 1398 ; 1314 ; 1323 s. ; *Donum vitae* (1987), n° 3 ; *Evangelium vitae* (1995), n° 62 ; *Catéchisme de l'Église catholique* (1997), n° 2271, 2322.

L'article de RF a été publié dans l'édition française de l'*Osservatore Romano* le 17 mars. Il est étonnant qu'il n'y soit pas fait écho aux déclarations de Son Éminence le Cardinal Re, Préfet de la Sacrée Congrégation pour les Évêques, publiées dans *La Stampa* du 7 mars. RF pouvait-il ignorer cette déclaration au moment de signer son article ? Dans cette déclaration, le Cardinal Re déclare, à propos du double avortement réalisé à Recife: « C'est un crime aux yeux de Dieu. Est juste l'excommunication de qui a provoqué l'avortement ». Le 14 mars, Dom Cardoso, Archevêque d'Olinda-Recife, recevait une lettre d'éloge du même Cardinal. La position de l'Église est également réaffirmée par le Père Gianfranco Grieco, chef de bureau au Conseil Pontifical pour la Famille, dans *La Stampa* du 7 mars.

2. L'*Osservatore Romano* est l'organe officiel du Vatican. Il publie des textes pontificaux. Il publie aussi des articles à la demande de certains dicastères. Il publie également des textes proposés par des auteurs censés connaître et respecter la doctrine de l'Église. Cette publication prestigieuse est particulièrement nécessaire à une époque où les médias se prononcent avec aplomb sur n'importe quel sujet. Comme écrivait



Molière, « Les gens de qualité savent tout sans avoir jamais rien appris.<sup>10</sup> » Hormis de brillantes exceptions, le respect d'une déontologie élémentaire, consistant par exemple à vérifier les sources sur lesquelles on s'appuie, ne semble pas être une priorité. Dans le cas que nous examinons, les responsables de l'*Osservatore Romano* ont laissé passer un texte émaillé d'inexactitudes graves, d'omissions, partial dans tous les sens du mot. Pour comble, au lieu de stopper la divulgation de cet article en langues étrangères, le Directeur de la publication fait circuler ce texte en différentes langues. L'organe du Vatican coopère ainsi sérieusement à la confusion des esprits dans la mesure où il ne respecte pas son mandat de porte-parole fidèle pour refiler à ses lecteurs des produits doctrinalement frelatés.

3. Le 20 mars, quelques jours après l'article de RF, alors qu'il rencontre les autorités à Luanda, Benoît XVI fait référence à l'avortement. Le Pape regrette que l'avortement soit présenté comme soin de santé maternelle. Citons ces paroles fortes prononcées par le Pape :

« Combien est amère l'ironie de ceux qui promeuvent l'avortement au rang de soins de santé des "mamans" ! Combien est déconcertante la thèse de ceux qui prétendent que la suppression de la vie serait une question de santé reproductive ! »<sup>11</sup>

D'où la protestation immédiate de certains journalistes, dont le raisonnement se résume à ceci: « L'avortement fait partie des soins de santé reproductive. Or le Pape est contre l'avortement. Donc il est opposé à la santé reproductive, laquelle doit inclure l'avortement thérapeutique. » Selon cette pétition sophistique, les jumeaux prématurés constituent un grave danger pour la jeune Carmen, et ils sont eux-mêmes en danger, donc on peut procéder à l'avortement.

Le lendemain, de Luanda, le P. Federico Lombardi s.j., directeur de la Salle de Presse du Vatican, se croit obligé, et même autorisé, à émousser d'autorité la déclaration du Pape que nous venons de citer. Celle-ci ne concernerait pas l'avortement thérapeutique, tel que celui-ci est entendu par les idéologues de la santé reproductive et de la *safe motherhood*. Dans un contexte où il commente les paroles du Pape, le P. Lombardi va même

<sup>10</sup> *Les précieuses ridicules*, scène 10.

<sup>11</sup> Cf. *Osservatore Romano*, édition en langue française, 31 mars 2009, pp. 4 et 15.

jusqu'à affirmer imprudemment que l'Église catholique a « toujours admis l'avortement indirect », quand les soins prodigués à la femme enceinte pour lui sauver la vie « ont pour conséquence la mort du fœtus »<sup>12</sup>. Le double avortement opéré sur Carmen serait thérapeutique et donc, dans la logique tordue du Révérend Père, il échapperait à la sanction du Droit Canonique. Il ne serait pas condamné par le Pape, qui d'ailleurs – ajoute-t-on – n'a rien dit, d'Afrique, sur les événements de Recife. C'est donc à peine si le P. Lombardi ne compromet pas le Saint-Père en donnant à penser que le Pape n'a pas réprouvé le double avortement de Recife, au motif que ce double avortement était thérapeutique ! Il s'ensuit que le Pape aurait implicitement désapprouvé l'Archevêque Cardoso !

Certes, le P. Lombardi a fait valoir, à Luanda, qu'il ne disposait pas de toutes les informations souhaitables concernant le cas de Recife. Sa déclaration pose cependant un problème de fond. Est-il normal qu'un journaliste, fût-il de haut vol, se pose en interprète autorisé de ce que le Pape vient de dire, surtout si son interprétation a pour effet d'émousser la pointe des déclarations du Saint-Père ? Il faudrait sans doute préciser les niveaux de compétence et d'autorité. Les propos du Pape seraient-ils si obscurs qu'ils auraient besoin d'être déchiffrés par un magistère parallèle, médiatique ?

4. De graves motifs de préoccupation apparaissent dans les milieux proches de l'Académie Pontificale pour la Vie et du Conseil Pontifical pour la Famille :

a. Incompréhension et tristesse d'un nombre considérable de chrétiens engagés depuis des années dans de multiples programmes pro-vie encouragés par l'Église. Sentiment souvent fondé d'avoir été « lâchés » par leur pasteur.

b. Perplexité et honte de beaucoup de membres de l'Académie Pontificale pour la Vie, qui se demandent comment un tel faux pas a pu se produire, et quelle suite lui sera réservée.

c. Discrédit frappant le Président de l'Académie Pontificale pour la Vie qui a sapé sa propre autorité morale, théologique et scientifique. Perte de confiance dans le Président, et désenchantement. Beaucoup de membres de l'Académie Pontificale pour la Vie craignent que les déclarations de RF ne les compromettent auprès de leurs bases.

---

<sup>12</sup> *Cathobel*, 23 mars 2009.

Celles-ci reverront à la baisse les aides de toute sorte destinées aux activités de l'Académie Pontificale pour la Vie.

d. Crainte d'une désactivation de l'Académie Pontificale pour la Vie : les membres seront moins motivés et se diviseront entre eux. Il est déjà question de ne convoquer les membres de l'Académie que tous les deux ans. Mais d'où vient cette décision, si elle se confirme ? Prélude-t-elle, comme certains le chuchotent, à un enterrement de l'Académie Pontificale pour la Vie alors que les attaques contre la vie ne cessent de se multiplier ?

5. Dans sa *Lettre aux évêques du monde*, datée du 10 mars 2005, le Saint-Père, citant l'épître aux Galates (5, 13-15), écrivait : « Si vous vous mordez et vous dévorez les uns les autres, prenez garde : vous allez vous détruire les uns les autres. » Faite à propos des évêques lefebvristes, cette citation mérite aussi d'être rappelée à propos du scandale de la Notre-Dame University ainsi que de la déchirante histoire de Carmen et des ses jumeaux.

### **3. Impact sur la vie politique**

1. Selon les mouvements *for choice* et selon les autres mouvements semblables, nous sommes, à Recife, en présence du cas typique de la femme dont on assure qu'il faut l'avorter pour lui sauver la vie. Le cas de Carmen est d'autant plus exploitable médiatiquement que Carmen est une enfant de 9 ans. Le texte de RF recourt à cet argument, qui est l'argument massue utilisé par le FNUAP, l'OMS, l'IPPF, etc. pour changer la législation qui protège l'enfant non né et pour légaliser l'avortement partout dans le monde. « L'avortement –assure-t-on- permet de sauver des vies humaines. Il diminue la mortalité maternelle »<sup>13</sup>. RF apporte de l'eau au moulin de tous les *pro choice* du Brésil, du monde et de l'Église. Il affaiblit les mouvements pro-vie qui sont en train de se battre, au Brésil et ailleurs, contre les projets de légalisation de l'avortement. Il apporte une légitimité à tout ce que disent depuis des années les mouvements anti-vie à propos de la santé reproductive et de la maternité sans risques. Précisons que

---

<sup>13</sup> Voir par exemple à ce sujet < <http://www.unfpa.org/mothers> > ainsi que les articles sur la « Santé reproductive » et « Maternité sans risque », dans le *Lexique des termes ambigus et controversés*, du Conseil Pontifical pour la Famille, publié chez Téqui, Paris, 2005.

sous ces deux expressions se cache, notamment, le droit à l'avortement<sup>14</sup>.

Enfin, puisque RF estime pouvoir exempter les médecins avorteurs de Recife de l'excommunication, d'autres médecins, catholiques ou non, ne manqueront pas de se prévaloir de cette exemption pour pratiquer, y compris dans des établissements catholiques, des avortements dont le caractère « thérapeutique » sera défini selon les critères de la santé reproductive ou de la maternité sans risques.

2. En raison de son influence sur les milieux politiques et de l'audience que lui réservent les médias, il convient de relever les réactions du mouvement *Catholics for Free Choice*, devenu *Catholics for Choice*, aux propos de RF. Voici ce qu'écrivait le 23 mars Frances Kissling, leur présidente d'honneur, à propos de l'affaire de Recife :

### ***L'analyse de Frances Kissling***

« Dans un stupéfiant changement de cap dans la stratégie du Vatican, qui consiste à ne pas s'écarter de sa position selon laquelle l'avortement devrait n'être jamais permis, même pour sauver la vie d'une femme, le plus haut fonctionnaire bioéthicien du Vatican, l'Archevêque Rino Fisichella, a fait remarquer que les docteurs qui, au Brésil, ont réalisé un avortement sur une fillette de 9 ans, enceinte de jumeaux à 15 semaines, ne méritent pas l'excommunication ».

« Ce qui est peut-être le plus intéressant, c'est que Fisichella assume les décisions difficiles que les médecins doivent prendre et le jugement moral qu'ils ont. » [...] « ...Le fait qu'il [RF] reconnaisse tout jugement moral pour les médecins est extrêmement important. »

« Si les médecins avaient conscience du fait que quelqu'un, élevé dans la hiérarchie, reconnaît que ces situations sont des dilemmes moraux dans lesquels la conscience doit décider ce qui est bien ou mal, ils pourraient décider qu'ils peuvent offrir le service d'avortement. Et, ça va de soi, c'est ce que le Cardinal [sic] Cardoso Sobrinho veut éviter. »

Frances Kissling conclut :

---

<sup>14</sup> Voir à ce sujet notre ouvrage *Le terrorisme à visage humain*, Éd. François-Xavier de Guibert, Paris, 2008.

« On peut parier qu'une clameur va s'élever venant des ultra-conservateurs dans l'Église, peut-être une clarification par l'Archevêque lui-même, mais le fait est qu'il a déverrouillé une porte à travers laquelle peuvent se glisser des femmes, des médecins, des décideurs politiques. Je suis reconnaissante pour les petits cadeaux. »<sup>15</sup>.

Ce texte montre bien la perception qu'a Frances Kissling, et à travers elle les *for choice*, de la position exposée par RF. Ce qui réjouit Frances Kissling, et qui doit réjouir l'International Planned Parenthood Federation (IPPF), ce n'est pas seulement que RF donne sa caution au double avortement de Recife. C'est tout simplement qu'elle considère que, pour la première fois, un fonctionnaire du Vatican, de haut rang, bioéthicien, s'écarte de la position de l'Église selon laquelle « l'avortement direct, c'est-à-dire voulu comme une fin ou comme un moyen, est gravement contraire à la loi morale. » (*Catéchisme*, n° 2271)

3. Les positions de RF sont très proches de celles qu'on trouve dans les publications de l'IPPF, de l'OMS, du FNUAP, des *Catholics for (Free) Choice*. Il n'est pas interdit de se demander si cette proximité est le fruit du hasard, ou si d'autres explications méritent d'être envisagées. Des lecteurs de l'article ont le sentiment qu'une main cachée est intervenue. Ce qui incite à envisager cette hypothèse, c'est la grande différence de style et de doctrine entre l'article publié sous la signature de RF dans l'*Osservatore Romano* du 17 mars et l'interview donnée par le même RF à Gian Guido Vecchi et publiée dans le *Corriere della Sera* du 24 janvier 2009.

Dans cette interview, qui se trouve facilement sur Internet, RF se dit « préoccupé et un peu désolé par les premiers pas faits par Obama en matière d'avortement ». Et il ajoute: « Le chemin conduisant à la désillusion est très court. [...] Aussi parce que quand justement on s'érige en paladin de la dignité de la personne, on s'attend à ce que ce droit soit étendu à tous, sans discrimination ni contradiction profonde ».

4. RF a donné un fameux coup de main à ceux qui, au Brésil, en Amérique Latine, en Afrique et ailleurs veulent libéraliser l'avortement comme moyen de contrôle de la

---

<sup>15</sup> Nous soulignons. Texte complet de la citation dans *Religion Dispatches*.

population. Il veut plaire au gouvernement brésilien qui a hâte de procéder à cette libéralisation<sup>16</sup>. RF affaiblit l'Église du Brésil au moment où, dans la Campagne de la Fraternité, les Chrétiens donnent la priorité à la défense de la vie. En désavouant Dom Cardoso, RF rejoint le désaveu parti du Président Lula et visant l'Archevêque d'Olinda-Recife. Dans une déclaration faite le 5 mars à Vitória (Capitale de l'État de Espírito Santo), le Président Lula s'en prenait vivement à Dom José Cardoso Sobrinho et déclarait notamment:

« Comme Chrétien et comme catholique, je regrette profondément qu'un évêque de l'Église catholique ait un comportement conservateur comme celui-ci. Il n'est pas possible de permettre qu'une fillette violée par son beau-père ait cet enfant [au singulier dans le texte], ne fût-ce que parce que sa vie était en péril. [...] La médecine est plus correcte que l'Église et a fait ce qui devait être fait: sauver la vie d'une fillette de 9 ans ».

On n'ose imaginer que l'influence de Lula imprègne certains secteurs de la Curie romaine !

5. L'article de RF tombe à un moment où le Président Obama multiplie les initiatives visant à intensifier, en Amérique Latine et ailleurs, les campagnes financées par le gouvernement nord-américain, en faveur de la santé reproductive et la maternité sans risques. Son action en ce sens est relayée et élargie par les interventions d'Hillary Clinton et par celles d'organisations comme la Planned Parenthood Federation, l'IPPF, des agences de l'ONU, l'Union Européenne.

Cette campagne basée aux USA est encore intensifiée par l'action de Tony Blair, dont on connaît l'aspiration à devenir le premier président de l'Union Européenne, et par l'action de son épouse Cherie Blair, qui ne lésine pas sur ses déclarations féministes radicales. Comme tant d'autres, ce couple n'hésite pas à se proclamer catholique mais il ne se prive pas de se démarquer publiquement de l'enseignement de l'Église concernant la vie et la famille. Les Blair sont catholiques *free choice*.

Sous l'influence de ces deux nations-leaders et de l'ONU où leur poids est prépondérant, il faut s'attendre à ce que l'Amérique Latine soit bientôt pressée d'adopter de « nouveaux droits » de

---

<sup>16</sup> Voir à ce sujet le dossier publié dans l'hebdomadaire *Veja* (São Paulo) daté du 28 janvier 2009.

l'homme, parmi lesquels le « droit » à l'avortement. A terme, les personnels médicaux seront privés de leur droit à l'objection de conscience. Le Président Lula a déjà manifesté clairement sa sympathie spontanée pour une telle réforme. Par ailleurs, il faut s'attendre à ce que les réseaux éducatifs latino-américains servent prochainement de canaux à l'expansion de l'éducation sexuelle des jeunes. Depuis des années, une campagne est déjà entreprise dans ce but.

A un moment où les Présidents Obama et Lula intensifient leurs projets de collaboration en matière de contrôle de la population, les propos de RF ne peuvent que desservir la cause des populations et des nations latino-américaines.

#### **4. Des questions qui appellent des réponses claires**

A l'issue de l'analyse de ce dossier, différentes questions se posent. En voici quelques-unes.

1. Comme il est d'usage dans les dicastères, des documents « délicats » doivent être soumis à la Congrégation pour la Doctrine de la Foi. Le texte de RF a-t-il reçu l'approbation préalable de cette Congrégation ? Cet épisode lamentable ne révèle-t-il pas combien il est urgent de rétablir la préséance de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi au sein de la Curie ?

2. Le texte de RF a-t-il été publié avec l'appui d'autres autorités vaticanes ? Lesquelles ? Qui a commandité, organisé et couvert ce montage ? Dans une lettre datée du 14 mai (PAV, Prot. N. 4235/09), RF écrit « L'articolo è stato scritto su richiesta ». A la demande de qui ? Certains vont jusqu'à insinuer qu'un placet aurait été donné à RF, ou même qu'une intimation lui aurait été signifiée, au niveau de la Secrétairerie d'État... Voilà la question cruciale sur laquelle lumière doit être faite.

3. Pourquoi l'*Osservatore Romano* a-t-il publié cet article ? Pourquoi lui avoir donné beaucoup de relief en lui accordant la première page ? N'y a-t-il pas eu un projet de compromettre l'organe officiel du Saint-Siège ? Ainsi que nous l'avons déjà envisagé à propos de la Salle de Presse, n'y a-t-il pas ici abus de pouvoir ? Qui, de l'*Osservatore Romano*, a laissé passer cet

article ? Pourquoi publier les traductions anglaise, espagnole et portugaise du texte de RF après les déclarations de Benoît XVI à Luanda, le 20 mars ? Pourquoi ne pas avoir stoppé la publication de ces traductions ? Comment se fait-il que ce texte ait été publié en italien le 15 mars, c'est-à-dire *après* l'intervention de Son Éminence le Cardinal Re, apportant par lettre son soutien à l'Archevêque Cardoso ?

4. Qu'est-ce qui est envisagé pour continuer à procéder aux indispensables rectifications doctrinales, pastorales et canoniques qu'appelle le texte de RF ? Le temps est venu pour que la Congrégation pour l'Éducation catholique considère l'opportunité d'une visitation des universités catholiques, y compris romaines. Déjà dans certains cours de morale, on enseigne la « nouvelle doctrine de l'Église sur l'avortement »...

## 5. La dérive du relativisme

1. Tout le monde est d'accord pour dire et répéter que ce qu'a vécu la fillette est particulièrement horrible : viols répétés suivis de grossesse gémellaire. Ce sur quoi on insiste moins, c'est le fait qu'un réseau efficace s'était constitué pour venir en aide à la fillette et à son entourage. L'action de ces « bons samaritains » n'est pas évoquée dans l'article. Ils ont pourtant fait œuvre de tendresse et de compassion pour la jeune maman. Avec d'autres péripéties du même genre, l'épisode de Recife a mis en lumière de profondes dysfonctions dans le système romain d'information et de communication. Y aurait-il des taupes au Vatican ? Des sous-marins dans les services diplomatiques du Saint-Siège ?

2. L'article de RF reflète des thèses qui l'apparentent aux catholiques *pro choice*. Il compromet l'effort gigantesque qui a été réalisé sous l'impulsion des Papes du siècle dernier en faveur de la vie et de la famille. Dans le texte que nous avons analysé, on ne trouve pas le moindre écho des travaux patronnés par le Cardinal López Trujillo au Conseil Pontifical pour la Famille, comme par exemple le célèbre *Lexicon*. On ne trouve pas davantage la moindre référence à la prestigieuse école de bioéthique personnaliste, fondée par Son Excellence Mgr Sgreccia, et qui a largement modelé l'Académie Pontificale pour la Vie ?



3. Il serait désastreux que l'on étouffe cette affaire ou qu'on la fasse traîner, car le trouble est grand parmi les fidèles et les mouvements « laïques » sont évidemment prêts à exploiter la moindre nouvelle faille dans l'unité de l'Église. Un silence anormal donnerait à entendre que le Saint-Siège confirme le désaveu de l'Archevêque Cardoso prononcé implicitement par RF.

4. Il est indispensable de mesurer les réactions qui ont déjà surgi dans la presse internationale et dans les mouvements pro-vie, ainsi que dans le clergé et parmi les laïcs, face à ce que beaucoup qualifient, non sans raison, de scandale. Sur trois points essentiels, il y a eu dérapage grave: dérapage en morale du respect de la vie ; dérapage en morale fondamentale : morale de la situation ; dérapage en ecclésiologie, car la doctrine la plus solidement établie ne saurait être balayée d'un trait de plume ou abolie par un coup de force. En outre, au niveau disciplinaire, il n'est pas sûr que RF ait un mandat particulier pour désavouer un Ordinaire, Archevêque comme lui. Des mesures doivent donc être prises d'urgence pour que la situation soit débloquée. L'Académie Pontificale pour la Vie a besoin d'un pilote. Il faut rétablir la vérité et restaurer, avec la confiance, l'unité gravement ébranlée.

5. Alors qu'il a critiqué récemment la politique du Président Obama en matière d'avortement, RF a méconnu l'impact politique de son propre article, à un moment où le Brésil, l'Amérique latine et l'Afrique font l'objet d'un siège en règle entrepris par les propagandistes de la culture de la mort.

6. Le dissentiment est exposé au grand jour. Forts du précédent venu d'un chef de dicastère de la Curie romaine, d'autres évêques et des théologiens ne manqueront pas de prendre à leur tour quelques libertés avec la doctrine et de revendiquer le droit au dissentiment, voire à la transgression. En outre, ce que RF a dit au sujet de l'avortement pourrait être transposé à propos de la contraception, du « mariage » entre personnes de même sexe, etc.

7. L'affaire de Recife met en lumière que l'unité de l'Église ne peut être ramenée à une question de convenances politiques. L'Église, ou du moins certains de ses membres, est victime de la tactique du salami. En rejetant *Humanae vitae* (1968), certains de

ses pasteurs ont avalé la première tranche du saucisson : la contraception. L'affaire de Recife révèle que certains pasteurs sont en train d'avaler la deuxième tranche, l'avortement. D'autres tranches attendent d'être avalées : l'euthanasie, le « mariage » de personnes de même sexe, diverses manipulations de la vie, etc. A la vérité, fondement de l'unité, on préfère de plus en plus l'unité de façade, pour plaire au monde. On s'accommode d'une vérité dans l'ambiguïté. Mais cette ambiguïté débouche inévitablement sur un relativisme doctrinal généralisé. Faut-il alimenter cette dérive ?

8. En résumé, face aux turbulences provoquées par l'article de RF, *il n'y a, semble-t-il, qu'une seule solution vraie: une déclaration forte du Saint-Père*. L'article de RF a créé un doute général à propos de la « licéité » de l'avortement. Il n'est cependant pas sûr que, de Rome, la gravité de la situation créée soit perçue à sa juste mesure. Or le doute est répercuté dans l'Église universelle, renforcé par trois facteurs : la fonction confiée à l'auteur de l'article, le caractère officieux du journal qui le publie, le « porte-parole » qui explique ces matières. *Si le Pape ne dit rien, le doute persistera et on aura une répétition de ce qui se passe jusqu'aujourd'hui avec Humanae vitae (1968)*.

## Chapitre VI

# **La *Clarification* de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi**

Après la publication, le 15 Mars, de l'article de RF, les autorités romaines ont été saisies d'un important courrier. De nombreux militants pro-vie et pro-famille ont exprimé leur désarroi et ont demandé des éclaircissements. Ceux-ci sont finalement arrivés sous la forme d'un article émanant de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi. Cet article, annoncé discrètement en bas de première page, a été publié à la p. 7 de *l'Osservatore romano*, édition quotidienne, en date du 11 juillet 2009. Voici cet article, que nous avons traduit.

## **CLARIFICATION**

Diverses lettres sont récemment parvenues au Saint-Siège, y compris de la part de hautes personnalités de la vie politique et ecclésiale, qui nous ont informés de la confusion créée dans plusieurs pays, surtout en Amérique Latine, suite à la manipulation et à l'instrumentalisation d'un article de Son Excellence Monseigneur Rino Fisichella, Président de l'Académie Pontificale pour la Vie, sur les tristes événements concernant la « fillette brésilienne ». Dans cet article, publié dans l'*Osservatore Romano* le 15 mars 2009, était proposée la doctrine de l'Église, tout en tenant compte de la situation dramatique de cette enfant qui - comme cela a été révélé par la suite - a été accompagnée avec beaucoup de délicatesse pastorale par l'ancien Archevêque de Olinda et Recife, Son Excellence Monseigneur José Cardoso Sobrinho. A ce sujet, la Congrégation pour la Doctrine de la Foi rappelle que la doctrine de l'Église sur l'avortement provoqué n'a pas changé et ne peut changer. Cette doctrine est exposée aux numéros 2270-2273 du *Catéchisme de l'Église catholique* en ces termes :

« La vie humaine doit être respectée et protégée de manière absolue depuis le moment de la conception. Dès le premier moment de son existence, l'être humain doit se voir reconnaître les droits de la personne, parmi lesquels le droit inviolable de tout être innocent à la vie (cf. CDF, Instruction *Donum vitæ*, 1, 1). " Avant d'être façonné dans le ventre maternel, je te connaissais. Avant ta sortie du sein, je t'ai consacré " (Jr 1, 5). " Mes os n'étaient point cachés devant toi quand je fus fait dans le secret, brodé dans les profondeurs de la terre " (Ps 139, 15).

Depuis le premier siècle, l'Église a affirmé la malice morale de tout avortement provoqué. Cet enseignement n'a pas changé. Il demeure invariable. L'avortement direct, c'est-à-dire voulu comme une fin ou comme un moyen, est gravement contraire à la loi morale. " Tu ne tueras pas l'embryon par l'avortement et tu ne le supprimeras pas après sa naissance " (*Didaché* 2, 2). " Dieu, maître de la vie, a confié aux hommes la très haute mission de protéger la vie, mission qui doit être remplie de manière digne de l'homme. C'est pourquoi la vie, une fois conçue, doit être protégée avec le plus grand soin ; et l'avortement comme aussi l'infanticide sont des délits abominables " (Concile Vatican II, *Gaudium et spes*, 51).

La coopération formelle à un avortement constitue une faute grave. L'Église sanctionne par une peine canonique d'excommunication ce délit contre la vie humaine. " Qui procure un avortement, si l'effet s'en suit, encourt l'excommunication *latæ sententiæ* " (Cic, can. 1398) " par le fait même d'avoir commis le délit " (Cic, can. 1314) et aux conditions prévues par le droit (cf. Cic, cann. 1323-1324). L'Église n'entend pas de cette façon restreindre le champ de la miséricorde. Elle met en évidence la gravité du crime commis, le dommage irréparable causé à l'innocent mis à mort, à ses parents et à toute la société.

Le droit inaliénable à la vie de tout individu humain innocent représente un *élément constitutif de la société civile et de sa législation* : " Les droits inaliénables de la personne devront être reconnus et respectés par la société civile et par l'autorité politique ; ces droits de l'homme ne dépendent ni des simples individus, ni des parents, et ne représentent pas même une concession de la société et de l'état ; ils appartiennent à la nature humaine et sont inhérents à la personne en raison de l'acte créateur dont elle tire son origine. Parmi ces droits fondamentaux, il faut, à ce propos, rappeler : le droit à la vie et à l'intégrité physique de tout être humain depuis la conception jusqu'à la mort... Au moment où une loi positive prive une catégorie d'êtres humains de la protection que la législation civile doit leur accorder, l'État en vient à nier l'égalité de tous devant la loi. Quand l'État ne met pas sa force au service des droits de chaque citoyen, et en particulier des plus faibles, les fondements même d'un État de droit se trouvent menacés... Comme conséquence du respect et de la protection qui doivent être assurés à l'enfant dès le moment de sa conception, la loi devra prévoir des sanctions pénales appropriées pour toute violation délibérée de ses droits " (Congrégation pour la Doctrine de la Foi, instr. *Donum vitæ*, III) ».

Dans l'Encyclique *Evangelium vitæ*, le Pape Jean-Paul II a réaffirmé cette doctrine par son autorité de Pasteur Suprême de l'Église : « Avec l'autorité conférée par le Christ à Pierre et à ses successeurs, en communion avec les Évêques - qui ont condamné l'avortement à différentes reprises et qui, en réponse à la consultation précédemment mentionnée, même dispersés dans le monde, ont exprimé unanimement leur consentement au sujet de cette doctrine - je déclare que l'avortement direct, c'est-à-dire voulu comme fin ou comme moyen, constitue toujours un désordre moral grave, en tant que meurtre délibéré d'un être humain innocent. Cette doctrine est fondée

sur la loi naturelle et sur la Parole de Dieu écrite, elle est transmise par la Tradition de l'Église et enseignée par le Magistère ordinaire et universel » (n. 62).

En ce qui concerne l'avortement pratiqué dans certaines situations difficiles et complexes, l'enseignement clair et précis du Pape Jean-Paul II vaut toujours : « Il est vrai que de nombreuses fois le choix de l'avortement revêt pour la mère un caractère dramatique et douloureux, dans la mesure où la décision de se défaire du fruit de la conception n'est pas prise pour des raisons purement égoïstes et de facilité, mais parce que l'on voudrait sauvegarder des biens importants, comme la santé ou un niveau de vie décent pour les autres membres de la famille. Parfois, on craint pour l'enfant à naître des conditions d'existence qui font penser qu'il serait mieux pour lui de ne pas naître. Cependant, ces raisons et d'autres semblables, pour graves et dramatiques qu'elles soient, *ne peuvent jamais justifier la suppression délibérée d'un être humain innocent* » (Encyclique *Evangelium vitae*, n. 58).

Quant à la problématique de traitements médicaux déterminés afin de préserver la santé de la mère, il faut bien faire la distinction entre deux cas de figure différents : d'une part une intervention qui provoque directement la mort du fœtus, appelée parfois de manière inappropriée avortement « thérapeutique », qui ne peut jamais être licite puisqu'il s'agit de tuer directement un être humain innocent ; d'autre part, une intervention en soi non abortive qui peut avoir, comme conséquence collatérale, la mort de l'enfant : « Si, par exemple, sauver la vie de la future mère, indépendamment de son état de grossesse, requerrait d'urgence un acte chirurgical, ou un autre traitement thérapeutique, qui aurait pour conséquence accessoire, aucunement voulue ni recherchée, mais inévitable, la mort du fœtus, un tel acte ne pourrait plus être appelé un attentat *direct* à la vie innocente. Dans ces conditions, l'opération peut être considérée licite, comme d'autres interventions médicales semblables, chaque fois qu'il s'agit d'un bien de haute valeur, comme c'est le cas de la vie, et qu'il ne soit pas possible de renvoyer l'opération après la naissance de l'enfant, ni de recourir à un autre remède efficace » (Pie XII, Discours au « Front de la Famille » et à l'Association des Familles nombreuses, 27 novembre 1951).

Quant à la responsabilité des opérateurs de santé, il faut rappeler les paroles du Pape Jean-Paul II : « Leur profession fait d'eux des gardiens et des serviteurs de la vie humaine. Dans le contexte culturel et social actuel, où la science et l'art médical risquent de faire oublier leur dimension éthique naturelle, ils peuvent parfois être fortement tentés de se transformer en agents de manipulation de la vie

ou même en artisans de mort. Face à cette tentation, leur responsabilité est aujourd'hui considérablement accrue et elle puise son inspiration la plus profonde et son soutien le plus fort justement dans la dimension intrinsèquement et incontournablement éthique de la profession de santé, comme le reconnaissait déjà l'antique et toujours actuel *serment d'Hippocrate*, selon lequel il est demandé à chaque médecin de s'engager à respecter absolument la vie humaine et son caractère sacré » (Encyclique *Evangelium vitae*, n. 89).

## Les limites d'une clarification

L'article de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi a généralement été reçu avec intérêt, mais il a fait l'objet de plusieurs réserves. En voici quelques-unes.

1. La *Clarification* aurait gagné à continuer la citation (cf. ci-dessus) de ce même numéro 89 de l'Encyclique *Evangelium vitae* : « Le respect absolu de toute vie humaine innocente exige aussi *l'exercice de l'objection de conscience* face à l'avortement provoqué et à l'euthanasie. "Faire mourir" ne peut jamais être considéré comme un soin médical, même si l'intention était seulement de répondre à une demande du patient : c'est au contraire la négation des professions de santé, qui se définissent comme un "oui" passionné et tenace à la vie. »

2. Si RF avait proposé la doctrine de l'Église de manière correcte, pourquoi la CDF aurait-elle dû la rappeler longuement ?

3. La *Clarification* donne à penser que l'article de RF était doctrinalement fidèle et que, par conséquent, les critiques à son égard, étant dépourvues de fondement, ne pouvaient procéder que d'une volonté de manipuler le texte de l'archevêque. Affirmer cela est pour le moins désobligeant pour les nombreux évêques et les militants pro-vie qui ont manifesté leur étonnement. La réaction à chaud des militants pour l'avortement, dont Frances Kissling, montre que les militants pro-vie, qui sont sur le terrain, avaient bien perçu le danger d'un tel article.

4. La *Clarification* omet de dire clairement que RF s'écarte de la doctrine de l'Église et que c'est *pour cela* que la CDF doit la rappeler. RF cite la doctrine de l'Église, non pour la suivre, mais au contraire mettre en lumière sa position à lui : dans certains cas, la conscience individuelle « légitime » la transgression du droit canonique, qui, sur ce point, réaffirme la morale naturelle.

En d'autres mots, RF ne cite la doctrine de l'Église que pour dire qu'on peut s'en écarter si la conscience subjective le demande. L'intention fondamentale, subjective, l'emporte sur la loi morale.

5. En publiant sa *Clarification*, la CDF s'est mise en posture délicate. D'une part, elle refuse de désavouer RF. D'autre part, elle sait que RF a exécuté une mission commanditée par la Secrétairerie d'État. A celle-ci, la CDF n'a pas voulu déplaire. Dans la mesure où elle procède de la sorte, la CDF se place dans une situation pour le moins fâcheuse. Elle risque en effet de donner l'impression de couvrir la position de RF. La *Clarification* est donc porteuse de confusions et est quelque peu hors sujet. Elle élude le point focal de la position de RF : « Les médecins doivent toujours suivre leur conscience ». Cette faille de la *Clarification* n'échappera évidemment pas à ceux qui militent pour l'avortement. Il faut s'attendre à ce que Frances Kissling et les mouvements pro-avortement tirent profit de l'insuffisance de cette réponse pour faire avancer leur agenda.

6. En bref, l'intérêt de la *Clarification* est quelque peu limité dans la mesure où celle-ci n'aborde pas le problème de fond. Ce problème, c'est celui de l'autonomie absolue de la conscience individuelle, qui n'a pas à se référer à une loi supérieure, naturelle et chrétienne<sup>17</sup>. En dernière analyse, l'article de RF pose des problèmes dogmatiques, et plus précisément ecclésiologiques. Face à la conscience subjective, la morale chrétienne doit céder la préséance. Ainsi, au nom de la liberté de conscience du médecin et de la liberté de choix de la femme, se trouve miné le droit à la vie de l'enfant non né.

---

<sup>17</sup> L'enseignement du Concile Vatican II sur la conscience est exposé, notamment, dans *Gaudium et spes*, 16 ; 19, 3 ; 50, 2 ; 87, 3 ; dans *Dignitatis humanae*, 3 ; dans *Apostolicam actuositatem*, 5 ; etc. Cf. aussi le *Catéchisme de l'Église catholique*, en particulier les n° 1776-1802 et en de nombreux autres passages.



Deuxième partie

**La récupération idéologique  
du droit et de la religion**

## Chapitre VII

### **Les droits de l'homme revisités**

Sur la question cruciale des droits de l'homme, et plus précisément des droits subjectifs de la personne, existe un différend de taille entre deux traditions : celle de l'Église, réaliste, et celle des Lumières, nominaliste. Nous commencerons par présenter cette double tradition. Notre réflexion portera ensuite sur les problèmes posés par certaines conceptions contemporaines concernant les « nouveaux droits de l'homme ». Nous ferons surtout appel à l'anthropologie philosophique ainsi qu'à la philosophie politique.

#### **1. Les droits de l'homme et la tradition illuministe**

La tradition des Lumières a rattaché les droits subjectifs à une conception radicalement individualiste de l'homme et à diverses théories du contrat social. Cette tradition remonte elle-même au franciscain Guillaume d'Occam (~1285-1349), pour qui Dieu est sujet d'une volonté totalement arbitraire, imprévisible puisque indéfiniment changeante. Il en va de même pour l'homme qui est, lui aussi, sujet de volonté, laquelle varie au gré des intérêts et de l'utilité du moment. Hobbes (1588-1679) fait l'application de ce nominalisme au droit et à la politique. Il affirme que la loi procède de la volonté du prince. Il ouvre la voie au positivisme juridique contemporain : est juste ce que le prince déclare être juste. Selon cette tradition développée et répandue par les Lumières, pour que les hommes ne s'entredéchirent pas, il faut qu'ils renoncent à se faire justice eux-mêmes et qu'ils s'accordent pour instituer un dieu mortel, Léviathan, dont la

fonction première sera de définir ce qui est juste ou injuste, ce qu'il faut croire ou ne pas croire.

Selon les expressions plus récentes de cette tradition, les hommes peuvent aspirer à faire légaliser leurs besoins et leurs désirs, quels qu'ils soient. Mon droit coïncide avec l'objet de mon désir. Les hommes pourront demander au Léviathan de donner à tel besoin le statut d'un droit. Donnant lieu à un droit, tel besoin devient exigible. La raison n'est ici d'aucun secours, car elle n'a pas la capacité d'accéder à la connaissance de ce qui est vrai, ni de ce qui est juste. Combiné à l'individualisme, l'agnosticisme de principe, caractéristique de cette tradition occamienne, appelle une conception purement positiviste du droit. Le positivisme juridique implique donc un nihilisme concernant les valeurs. Celles-ci n'ont d'autre réalité que d'être le reflet des choix des individus. Il n'y a de droits de l'homme que pour autant que ceux-ci procèdent d'un consensus entre les parties en présence. Mais la procédure censée mener à ce consensus doit être validée par la volonté générale, s'exprimer dans la norme suprême, postulée et appelée à valider, ou à invalider, les volontés particulières.

## **2. Les droits de l'homme et la tradition réaliste**

Pour des raisons philosophiques plus encore que pour des raisons théologiques, la tradition réaliste a toujours eu la préférence de l'Église. Elle précède la tradition nominaliste et illuministe, et diffère profondément de cette tradition occamienne. Cette tradition réaliste reconnaît l'existence d'un *ordre naturel* structuré, connaissable par la raison humaine. L'homme occupe une place particulière dans l'ensemble du monde des corps. Ses désirs eux-mêmes s'inscrivent dans l'ordre naturel. Certes il a des besoins ; il désire vivre, mais il sait qu'il est mortel. Ses besoins ne procèdent pas du caprice des individus. Ils dérivent d'un ordre naturel, l'ordre des créatures, l'ordre qui régit l'existence humaine. La protection des hommes dépend du respect de l'ordre naturel, voulu par Dieu. Dans la mesure où il concerne l'homme, cet ordre naturel s'exprime dans le droit naturel. Celui-ci protège la vie humaine, la dignité de chaque homme, sa liberté.

L'anthropologie thomiste précise que l'homme est, par nature, une *personne* : un être, une réalité subsistante douée naturellement d'une activité rationnelle. En vertu de sa nature raisonnable, l'homme est capable de faire des choix ; il est

capable de les hiérarchiser. Ces choix, il les fait librement, mais sa liberté s'inscrit dans les limites de sa nature et donc dans l'ordre naturel des choses. L'homme n'est pas dieu pour lui-même, ni non plus pour les autres. Les limites de sa liberté sont inscrites dans sa corporéité. C'est ce qui apparaît par exemple dans l'expression « acte contre nature ». Cette expression indique que tel acte, l'homicide volontaire par exemple, est l'expression d'un *désordre*, d'un mauvais usage de notre liberté. Dans ce cas, l'homme use de sa liberté pour tenter de se poser en source et en maître de l'ordre des choses corporelles, de l'ordre inhérent à sa nature créée.

Les êtres humains sont *semblables* ; ils ont en commun d'être doués de raison et de volonté libre. Ils inclinent à la sociabilité, sont ouverts à la fraternité pour autant qu'ils se connaissent et se reconnaissent comme des réalités naturelles, participant tous, à titre d'analogués secondaires, à l'existence de Dieu, analogué principal. L'homme n'est ni Dieu, ni bête. La dignité des hommes découle de leur nature commune, qui se réalise dans une multitude de personnes. Le droit naturel n'est rien d'autre qu'un énoncé raisonnable ayant pour but de rendre à chacun ce qui lui est dû en raison de ce qu'il est vraiment : non un simple corps individuel mais une personne.

Lorsqu'est occultée ou rejetée la connexion entre le corps et la personne, le mot nature change de sens au point de devenir *équivoque*. Ici, le mot nature renvoie généralement à des êtres corporels, mais inférieurs à l'homme dans l'ordre des choses corporelles. Appliqué à l'homme, le mot nature renvoie alors à la corporéité pure, coupée de la personne. La nature en tant qu'essence spécifique de l'homme est ici niée. Il n'y a plus d'ordre naturel, de hiérarchie entre les êtres. Il n'y a plus d'exercice de la raison pour découvrir la loi naturelle et le droit dans lequel celle-ci se concrétise. Il n'y a que la volonté, le pouvoir de décider sans référence à la raison. Les limites de notre liberté, pourtant gravées dans notre corporéité, sont purement et simplement ignorées. Le corps, le corps humain spécialement, est un simple objet sur lequel s'exerce l'empire de l'individu : il peut faire n'importe quoi avec son corps.

Le droit naturel est ici éteint. Il est étouffé et remplacé par un droit issu de la volonté du sujet. La morale de l'être raisonnable est remplacée par l'éthique situationniste du choix purement volontaire. Le droit ne dit plus l'ordonnement des êtres pour que les rapports soient justes entre les personnes. Il

commence par affirmer que, désormais, il n'y a plus de limites à notre liberté. Effectivement, la nature humaine telle qu'elle est conçue dans la tradition réaliste est ici niée et cette négation entraîne la destruction des balises naturelles de notre liberté. Ni les individus, ni le droit, ni la société politique n'ont à tenir compte de balises : il n'y en a plus. Sur ce fond de nihilisme, le droit n'a aucune peine à accueillir comme des « droits », et même comme de « nouveaux droits » de l'homme, des actes par lesquels il affirme, d'un seul coup, son autonomie vis-à-vis de la nature humaine entendue au sens d'essence spécifique, et sa seigneurie vis-à-vis de la nature entendue comme êtres corporels non doués de raison.

Que la conception « moderne » des droits de l'homme soit en train de rivaliser avec la conception réaliste classique de l'Église, nous pouvons nous en convaincre aisément. La crise des droits de l'homme est un volet majeur de la crise de la raison. Il suffit de voir comment, par le simple jeu des volontés consensuelles, sont introduits et multipliés de nombreux « nouveaux droits » : concernant l'avortement, l'euthanasie, les manipulations génétiques, les nouveaux « modèles » de mariage, la pédophilie, etc. Il serait en outre facile de montrer que cette conception des droits de l'homme rejaillit aussi sur les rapports économiques et sur la surexploitation des ressources naturelles. Consommer, c'est détruire, et ma capacité de détruire me donne la mesure de ma liberté et fait rebondir mon désir et donc « mes nouveaux droits ». Nous allons cependant montrer, à partir de l'actualité, comment cette nouvelle conception des droits de l'homme et de ses fondements rejaillit aujourd'hui sur les relations internationales.

## Chapitre VIII

# Les droits de l'homme à l'épreuve des relations internationales

## 1. Barak Obama et le messianisme réinterprété

L'élection de M. Barack Obama à la présidence des États-Unis a suscité de nombreuses expectatives dans le monde entier. Aux États-Unis, les électeurs ont voté pour un président jeune, métis et brillant. On attend de lui que, selon ses promesses, il corrige les erreurs du président antérieur. Des formules excessives ont même été utilisées, affirmant, par exemple, que l'heure était venue de « reconstruire » les États-Unis ou de réorganiser l'Ordre international. On notera ici l'influence de Saul D. Alinsky (1909-1972)<sup>18</sup>, un des maîtres à penser du nouveau président (et d'Hillary Clinton). N'ont pas manqué de zélés admirateurs du fringant élu, qui ont diabolisé le président G.W. Bush, recommandant que soit détruite, le plus vite possible, la politique qu'il avait articulée. Or il faut reconnaître que l'administration Bush ne manque pas de mérite. On oublie un peu trop, par exemple, que G.W. Bush a mené en Afrique subsaharienne le President's Emergency Plan for AIDS Relief<sup>19</sup>. Ce programme, conçu et réalisé par l'ancien Président, a permis de traiter et de sauver des millions de personnes atteintes du Sida.

Il n'en reste pas moins vrai que la même administration Bush se caractérise par des échecs reconnus, même dans le cercle le plus proche de ce président. Elle a inventé la guerre d'Irak. Elle a fait appel à la torture comme appoint aux méthodes

---

<sup>18</sup> Voir par exemple < <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/03/24/AR2007032401152.html> >

et < <http://www.laviedesidees.fr/Saul-Alinsky-la-campagne.html> >. Voir aussi d'autres références sur Google, en tapant Alinsky.

<sup>19</sup> Cf. < <http://www.pepfar.gov/> >

de gouvernement. Sur le premier point en tout cas, G.W. Bush a eu l'appui de Tony Blair. Cependant, sur une question essentielle et fondamentale, le Président Bush a promu une politique digne de respect et de continuité : il a offert à l'être humain non né, ainsi qu'au personnel médical, une protection juridique, insuffisante sans doute, mais efficace.

Les électeurs qui ont conduit Barack Obama à la présidence n'ont pas perçu la faiblesse et l'ambiguïté des déclarations faites par leur candidat à propos de ce point décisif. Certes, il revendique à son crédit d'avoir supprimé la torture. Cependant, une fois élu, une des premières mesures du Président Obama a été de révoquer les dispositions prises par le Président Bush pour protéger le droit à la vie de l'être humain non né<sup>20</sup>.

Le Président Obama réintroduit ainsi le droit à discriminer, à « mettre à part » certains êtres humains. Avec lui, le droit de tout individu humain à la vie et à la liberté n'est plus reconnu ni moins encore protégé. Le Président Obama conteste, par conséquent, l'argumentation qui a été invoquée par ses propres frères de race au moment où ils revendiquaient, à juste titre, que fût reconnu le droit de tous à la même dignité, à l'égalité et à la liberté. Dans sa variante prénatale, la ségrégation serait-elle en voie de restauration aux États-Unis ?

Le nouveau président entraîne ainsi le droit dans un processus de régression qui altère la qualité démocratique de la société qui l'a élu. De fait, une société qui se dit démocratique, dans laquelle les gouvernants, invoquant de « nouveaux droits » subjectifs, permettent l'élimination de certaines catégories d'êtres humains, est une société qui risque d'être soupçonnée de s'engager sur la route du totalitarisme.<sup>21</sup> Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, 42 millions d'avortements sont réalisés chaque année dans le monde<sup>22</sup>. En révoquant ou en affaiblissant des dispositions juridiques protégeant la vie, M. Obama va allonger la liste funèbre des victimes de lois criminelles. Le

---

<sup>20</sup> Nous reviendrons sur ce point au chapitre X, 3. Voir par exemple ce qui est écrit sur les sites < <http://www.mariestopes.org/> > et < <http://www.ippf.org/> >

<sup>21</sup> Le totalitarisme résulte de la convergence entre la tendance quasi générale à accepter volontairement la servitude et l'intériorisation d'idéologies du meilleur effet domesticateur. Nous avons abordé la question du totalitarisme dans plusieurs ouvrages. Voir par exemple *La face cachée de l'ONU* (2000), pp. 10 s. ; 56 ; 161 ; 171 ; 181 s. ; 188 ; 207-209. Voir aussi *La dérive totalitaire du libéralisme* (1995), *passim* ; *L'Évangile face au désordre mondial* (1997), *passim* ; etc.

<sup>22</sup> Voir par exemple :

< [http://whqlibdoc.who.int/publications/2007/9789241596121\\_eng.pdf](http://whqlibdoc.who.int/publications/2007/9789241596121_eng.pdf) >), donnée relative à 2003.

chemin est ouvert pour que l'avortement devienne légalement exigible. Le droit lui-même pourra être précipité dans l'indignité lorsqu'il sera instrumentalisé et pressé de légaliser n'importe quoi, et mis, par exemple, au service d'un programme d'élimination d'innocents. A partir de là, la *réalité* de l'être humain n'a plus d'importance en soi.

## 2. Vers le vieillissement des USA

La conséquence évidente du changement décidé par M. Obama est que le nombre d'avortements va augmenter dans le monde. Sa Secrétaire d'État, Mme Hillary Clinton nous a déjà prévenus<sup>23</sup>. Le Président Bush avait coupé les subventions destinées à des programmes comportant l'avortement, en particulier à l'extérieur des États-Unis.<sup>24</sup> La révocation de cette mesure par la nouvelle administration risque de limiter le droit du personnel médical à l'objection de conscience et permet à M. Obama d'augmenter les subsides affectés à des organisations publiques et privées, nationales et internationales, qui développent des programmes de contrôle de la natalité, de « maternité sans risque », de « santé reproductive » incluant l'avortement parmi les méthodes contraceptives qu'ils promeuvent.

Le Président Obama apparaîtra donc inévitablement comme un des principaux responsables du vieillissement de la population des États-Unis et des nations « bénéficiaires » de programmes de contrôle de la natalité présentés comme condition préalable au développement. Comment un leader politique bien informé peut-il méconnaître qu'une société qui avorte ses enfants est une société qui avorte son avenir ?

La mesure prise par Barack Obama est destinée à avoir des répercussions au plan mondial. Le « messianisme » nord-américain traditionnel se flattait d'offrir au monde le meilleur modèle de démocratie. Dès lors que s'ouvre la voie permettant d'éliminer légalement des innocents, cette prétention est en train de sombrer. En son lieu et place émerge un « messianisme » qui annonce l'extinction des principes moraux apparaissant dans la Déclaration d'Indépendance (1776) et dans la Constitution des États-Unis (1787). Dorénavant est rejetée la référence au

<sup>23</sup> Voir par exemple : < <http://www.state.gov/secretary/rm/2009a/03/120968.htm> >

<sup>24</sup> Voir par exemple < <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/1131329.stm> >



Créateur. Aucune *réalité* humaine ne s'impose plus en vertu de sa dignité intrinsèque. Prévaut désormais la volonté présidentielle. Selon ses propres paroles, le président ne devra plus se référer à des traditions morales et religieuses de l'humanité<sup>25</sup>. Sa volonté est source de loi. A propos, qu'en pense le Congrès américain ?

Or dès lors que le poids des États-Unis est celui qui pèse le plus dans les relations internationales, bi- et multilatérales, et spécialement dans le cadre de l'ONU, on peut prévoir que tôt ou tard, l'avortement sera présenté à l'ONU comme un « nouveau droit humain », un droit permettant d'exiger l'avortement. Il s'ensuivra qu'il n'y aura plus de place, en droit, pour l'objection de conscience<sup>26</sup>. Ce même processus permettra au président de manifester sa volonté d'inclure dans la liste d'autres « nouveaux droits » subjectifs moralement inacceptables, comme l'euthanasie, la répudiation, l'inceste, la drogue, etc.

---

<sup>25</sup> Voir par exemple

< <http://edition.cnn.com/2009/POLITICS/04/06/obama.turkey/index.html> > : extraits publiés par CNN des discours prononcés par Obama lors de son voyage en Turquie (avril 2009).

<sup>26</sup> Voir par exemple < [http://www.c-fam.org/publications/id.1553/pub\\_detail.asp](http://www.c-fam.org/publications/id.1553/pub_detail.asp) >

## Chapitre IX

# Refaire les religions ? Refaire le christianisme ?

## 1. Tony Blair et les grandes religions

Pour ces programmes, échafaudés par la nouvelle administration des États-Unis, le Président Obama pourra compter sur l'appui du couple Blair-Booth. La collaboration Obama-Blair a été précédée par la collaboration Bush-Blair. L'ancien Premier Ministre britannique est coresponsable de ce que le Président Bush a fait en Irak. Il apparaît aussi que, sous son gouvernement, le nombre d'avortements a augmenté parmi les mineures<sup>27</sup>. Le *think-tank* fondé par l'ex-premier ministre britannique sous le nom de Tony Blair Faith Foundation<sup>28</sup> aura, parmi ses attributions, d'inciter les grandes religions à faire converger leurs efforts pour le bien de la société mondiale<sup>29</sup>. On trouve déjà cette idée dans un discours prononcé en 2000 par Tony Blair à la Fondation Éthique Planétaire, organisation présidée par Hans Küng<sup>30</sup>. Pour réaliser ce projet, la Fondation devra inviter les grandes religions du monde à s'adapter à leurs nouvelles tâches. On voit mal comment ce projet pourrait se réaliser sans qu'il soit fait appel à l'instauration progressive d'un droit international inspiré de Kelsen (1881-1973)<sup>31</sup> et appelé à valider tous les droits propres aux nations souveraines. Ce droit

<sup>27</sup> Voir < <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1180262/Most-teenage-pregnancies-end-abortion.html> >

<sup>28</sup> < <http://www.tonyblairfaithfoundation.org/> >

<sup>29</sup> Voir par exemple < <http://www.tonyblairfaithfoundation.org/index.php/pages/about-us> >. Voir < [http://www.weltethos.org/dat-english/00-lecture\\_1-blair.htm](http://www.weltethos.org/dat-english/00-lecture_1-blair.htm) >

<sup>30</sup> Voir < [http://www.weltethos.org/dat-english/00-lecture\\_1-blair.htm](http://www.weltethos.org/dat-english/00-lecture_1-blair.htm) >

<sup>31</sup> Nous avons analysé cette conception du droit international dans *La face cachée de l'ONU*, Paris, Éd. Le Sarment/Fayard, 2000. Voir en particulier pp. 133-172.

devrait pouvoir compter sur la bienveillance des religions du monde. Les « fois » devraient progressivement être prises en relais par une « foi » nouvelle, qui serait un des principes unificateurs de la société mondiale. L'anthropologie ici sous-jacente s'apparente à l'anthropologie pessimiste de Hobbes. Par nature, l'homme est un loup pour l'homme ; la guerre de tous contre tous est inévitable. Les religions, au lieu de favoriser la paix, peuvent elles-mêmes – insiste-t-on – causer des guerres.

« [...] La foi religieuse peut [...] être utilisée pour diviser. Nous avons vu au cours de l'histoire et nous voyons encore aujourd'hui comment cette foi peut être tordue pour attiser les flammes de la haine et de l'extrémisme. »<sup>32</sup>

L'union des différentes « fois » devra permettre de faire avancer les « Millenium Development Goals ».

« L'Acte des Fois est une occasion pour les peuples de foi partout dans le monde d'aider la communauté internationale à réaliser les objectifs de développement du Millénaire des Nations-Unies. »<sup>33</sup>

Parmi ces objectifs figurent sous le n° 3 « Promote gender equality and empower women » ; sous le n° 5 « Improve maternal health »<sup>34</sup>. Nous savons ce que recouvrent et ce qu'impliquent ces expressions. Pour faire démarrer le programme de la Foundation, une campagne anti-malaria est annoncée<sup>35</sup>.

« L'Acte des Fois appelle tous les croyants à s'unir dans la lutte pour éradiquer la malaria. »<sup>36</sup>

Cette campagne rejoint l'Objectif n° 6 du Millénaire, « Combat HIV/AIDS, malaria and other diseases ». Cette annonce est faite de façon à ce que, en souscrivant à cette campagne, on souscrive à l'ensemble des objectifs du Millénaire. Voici comment

<sup>32</sup> Voir < <http://www.tonyblairfaithfoundation.org/index.php/pages/about-us> >

<sup>33</sup> « Faiths Act is an opportunity for people of faith all over the world help the international community achieve the United Nations Millennium Development Goals (MDGs). » (< <http://www.tonyblairfaithfoundation.org/index.php/pages/270/> >). Il est clairement fait référence aux Objectifs du Millénaire < <http://www.un.org/millenniumgoals/> > et < <http://www.developmentgoals.org/> >

<sup>34</sup> Un de ces objectifs est l'accès universel à la contraception (et à l'avortement) : voir notre ouvrage *Le terrorisme à visage humain*, Paris, Éd. François-Xavier de Guibert, Paris, 2008 ; voir spécialement pp. 84-86.

<sup>35</sup> < <http://tonyblairfaithfoundation.org/projects/faiths-act/faiths-act-together/> >

<sup>36</sup> < <http://tonyblairfaithfoundation.org/page/s/declaration> >

se termine la « Faiths Act Declaration » que les membres des grandes religions du monde sont invités à signer. Précisons que les caractères gras apparaissent dans le texte original :

**« I commit to working together with people of all faiths to fight against disease and poverty. Together we will demonstrate religion as a force for good in today's world. »<sup>37</sup>**

Nous voici donc face à une nouvelle application de la tactique du salami : une fois qu'aura été avalée la première tranche du saucisson, il sera aisé de faire avaler toutes les tranches suivantes. Cette tactique s'inscrit elle-même dans une stratégie très élaborée appelant une redéfinition des objectifs de l'éducation et des contenus « épistémiques » répandus par les lobbies et les médias.

En fait, ce projet prolonge et amplifie l'Initiative des Religions Unies<sup>38</sup>, apparue il y a plusieurs années. Il prolonge également la *Déclaration pour une éthique planétaire*, dont Hans Küng est l'un des principaux inspirateurs<sup>39</sup>. Ce plan ne pourra se réaliser que si l'on bride la liberté religieuse, si l'on impose une lecture « politiquement correcte » des Écritures, et si l'on sabote les fondements naturels du droit. Machiavel n'allait-il pas jusqu'à recommander l'utilisation de la religion à des fins politiques ?

La conversion très médiatisée de l'ancien premier ministre au catholicisme ainsi que son interview à la revue « gay » *Attitude*<sup>40</sup> permettent de mieux comprendre ce projet concernant les religions, à commencer par la religion catholique<sup>41</sup>. Le discours du Saint-Père, notamment sur le préservatif, serait d'une autre génération. Nous voici en présence d'un projet caractérisé par son *relativisme* : la question de la vérité n'a aucune pertinence lorsqu'il s'agit de religion.

Serions-nous en train de revenir au temps de Hobbes, sinon de Cromwell ? Appartiendrait-il au pouvoir civil de définir ce qu'il

---

<sup>37</sup> « Je m'engage à travailler en union avec les personnes de toutes les fois afin de lutter contre la maladie et la pauvreté. Ensemble, nous montrerons que la religion est une force en vue du bien dans le monde d'aujourd'hui. »

<sup>38</sup> < <http://www.uri.org/> >. Voir à ce sujet ce que nous avons écrit dans *La face cachée de l'ONU*, pp. 105 ss.

<sup>39</sup> < [http://weltethos.org/dat\\_fra/indx\\_0fr.htm](http://weltethos.org/dat_fra/indx_0fr.htm) >

<sup>40</sup> < [www.attitude.co.uk](http://www.attitude.co.uk) >, avril 2009 et < <http://www.johannhari.com/2009/04/07/tony-blair-an-exclusive-interview> >. Voir *Blair questions Papal gay policy* sur < <http://news.bbc.co.uk/2/hi/7987566.stm> >

<sup>41</sup> Voir également l'article de Lisa MILLER, *The Double Life of Tony Blair* : < <http://www.newsweek.com/id/174325> >

faut croire ? La religion ne serait-elle pas vidée de son contenu propre, de sa doctrine ? N'en resterait-il qu'un résidu de morale, défini de façon volontariste par un nouveau Léviathan ? Certes, on ne dit pas qu'il faille nier Dieu, mais dorénavant Dieu n'a plus rien à faire dans l'histoire des hommes et de leurs droits : nous revenons au déisme. Dieu est remplacé par le Léviathan. A celui-ci de définir, s'il le veut, une religion civile. A lui d'interpréter, s'il le veut et comme il le veut, les textes religieux. La question de la vérité de la religion n'a plus de pertinence. Les textes religieux, et en particulier bibliques, doivent être compris dans leur sens purement « métaphorique » ; c'est ce que recommande Hobbes (III, XXXVI).

On trouve une idée toute proche chez M. Tony Blair<sup>42</sup>. Dans l'interview à la revue *Attitude*, à la question :

« Fondamentalement, voulez-vous dire que les gens religieux ont besoin de lire leurs textes de manière moins littérale, et plus métaphoriquement ? »

Voici la réponse de Tony Blair :

« Oui, et aussi de traiter la pensée religieuse et même les textes religieux comme eux-mêmes capables d'évolution dans le temps. »

Il faut en outre réformer les institutions religieuses pour les adapter au changement. Quelques personnalités religieuses sont appelées à cautionner la nouvelle « foi » adaptée aux Objectifs du Millénaire.

En résumé, les droits de l'homme tels qu'ils sont conçus dans la tradition réaliste sont passés ici au fil du rasoir. Tout est relatif. Il ne reste de droits que ceux définis par le Léviathan. Comme l'a écrit Hobbes, « La loi de nature et la loi civile se contiennent l'une l'autre, et sont d'égale étendue. » (I, XXVI, 4). Il ne reste de vérité que celle énoncée par le même Léviathan. Seul celui-ci décide comment le changement doit être conduit.

---

<sup>42</sup> Are you basically saying religious people need to read their texts less literally, and more metaphorically ?

T: Yes, and also to treat religious thought and even religious texts as themselves capable of evolution over time.

## 2. Le retour de l'aigle

Le projet que nous analysons implique nécessairement une double remise en question : celle de la distinction et celle des rapports entre l'Église et l'État. Ce projet risque de nous faire revenir à une époque où le pouvoir politique s'attribuait la mission de promouvoir une confession religieuse ou d'en changer. Il s'agirait même de promouvoir une et une seule confession religieuse, qu'un pouvoir politique universel, global, imposerait à l'ensemble du monde. Rappelons que ce projet, imprégné de New Age, a été préparé idéologiquement par l'Initiative pour les Religions Unies ainsi que par la *Déclaration pour une éthique planétaire* (déjà citées) et qu'il est appuyé par diverses fondations similaires<sup>43</sup>.

Ce projet rappelle évidemment l'histoire de l'anglicanisme et de sa fondation par le « défenseur de la foi », Henri VIII. Le projet de religions unies et réduites à un commun dénominateur est toutefois plus discutable encore que ne l'était le projet d'Henri VIII. En effet, la réalisation de ce projet postule la mise sur pied d'un gouvernement mondial volontariste et d'une police globale des idées. Les artisans de la gouvernance mondiale s'appliquent à imposer un système de positivisme juridique faisant procéder le droit de la volonté suprême, de laquelle dépend la validation des droits particuliers. Désormais, les agents de la gouvernance mondiale tendront à imposer, par un nouvel Acte de Suprématie, une religion unique, validée par les interprètes de la volonté suprême, dont le Vicaire général est peut-être déjà trouvé (Hobbes, III, XXXVI). Les grandes religions du monde, et spécialement l'Église catholique, seront dessaisies de leur pouvoir spirituel, et celui-ci sera redéfini et exercé par le nouveau Léviathan.

En conclusion, il est à craindre que se profile une Alliance de deux volontés convergentes, visant, l'une, à subjuguer le droit, l'autre, à subjuguer la religion<sup>44</sup>. Telle est la nouvelle version de l'aigle à deux têtes. Droit et religion sont instrumentalisés pour « légitimer » n'importe quoi.

---

<sup>43</sup> Il sera intéressant de suivre l'évolution de l'« Initiative for a UN Decade of Interreligious and Intercultural Dialogue, Understanding and Cooperation for Peace ». Voir < <http://faithdecadeforpeace.net/> >

<sup>44</sup> Voir par exemple < <http://spuc-director.blogspot.com/2009/02/president-blair-of-europe-and-president.html> >

Cette double instrumentalisation est fatale pour la communauté humaine. C'est ce qui ressort de diverses expériences d'État-Providence réalisées au cours du siècle écoulé. A force de vouloir plaire aux individus, ce type d'État a multiplié les « droits » subjectifs de complaisance, par exemple en matière de divorce, de sexualité, de famille, de population, etc. Mais ce faisant, cet État-Providence a créé d'innombrables problèmes qu'il est incapable de résoudre. Avec l'extension de ces « droits » de complaisance à l'échelle mondiale, les problèmes de précarisation/marginalisation vont se multiplier à tel point qu'aucune gouvernance mondiale ne pourra y faire face.

De même pour la religion. Depuis qu'est acquise la séparation de l'Église et de l'État, il est inadmissible que l'État se serve de la religion pour renforcer son emprise sur les cœurs, les corps et les consciences. Si l'État n'a pas mission de définir la liberté religieuse, il a cependant le devoir de protéger la libre recherche de cette vérité.

### **3. Vers un terrorisme politico-juridique ?**

Par ces différents moyens, et avec des appuis extérieurs, le juriste-président Obama est en train de lancer un nouveau messianisme nord-américain, totalement sécularisé. Il bénéficie en cela de l'appui mesuré de son partenaire, ancien candidat à la présidence de l'Union Européenne. En dernière instance, la volonté du Président des USA ratifiera le droit des nations et le droit des relations entre les nations. A partir de ce sommet de la pyramide, la volonté du Prince est destinée à circuler par les canaux internationaux de l'ONU et à atteindre les canaux nationaux particuliers. A terme, ce processus, comme on le remarque, éteint l'autorité des parlements nationaux, - tous Parlements Croupions, *Rump Parliaments*, abolit l'autorité des exécutifs et ruine l'indépendance du pouvoir judiciaire des États.

C'est pour ces raisons que, dans cette logique, le rôle d'un tribunal pénal international est appelé à s'étendre et qu'il doit être armé pour réprimer les récalcitrants – par exemple, les catholiques – qui refusent cette vision du pouvoir et du droit, d'un droit vassalisé par le pouvoir, qui ne protège pas contre la corruption du pouvoir par les idéologues. Comment ne pas flairer ici l'émergence d'un terrorisme politico-juridique sans précédent dans l'histoire ?

Pour finir, empressons-nous de rappeler que l'Église n'a pas le monopole du respect du droit humain à la vie. Ce respect est proclamé par les plus grandes traditions morales et religieuses de l'humanité, souvent antérieures au Christianisme. L'Église reconnaît pleinement la valeur des arguments fournis par la raison en faveur de la vie humaine. Elle complète et consolide cette argumentation en se prévalant de l'apport de la théologie : respect de la création ; l'homme, image de Dieu ; amour du prochain ; nouveau commandement ; etc. Ces arguments sont fréquemment exposés dans les déclarations de l'Église et les nombreux documents sur la question.

Mais quand les plus hautes autorités des nations, et même de la première puissance mondiale, vacillent face au respect du droit humain fondamental, c'est un devoir pour l'Église de déjouer les traquenards de la désinformation, spécialement lorsque d'illustres visiteurs frappent aux portes des palais dicastériels. C'est aussi un devoir pour tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté de s'unir afin de constituer un front unique pour défendre la vie de tout être humain. La première attitude qui s'impose à tous, selon les responsabilités de chacun, est l'objection de conscience. Mais cette objection doit être complétée par un engagement à agir dans la sphère politique, dans les médias et dans les universités. La mobilisation doit être générale et se donner pour but l'objectif central de toute morale, et spécialement de toute la morale catholique : reconnaître et aimer le prochain, à commencer par le prochain le plus ténu et le plus vulnérable.

## **4. Les Anciens**

Outre la nouvelle conception du droit lancée par M. Obama, et celle de la religion lancée par M. Blair, un troisième motif de préoccupation intervient aujourd'hui : ce sont les Anciens. Ils sont relativement peu connus et pourtant leur influence sur la chute de la fécondité et le vieillissement ne saurait être sous-estimée. Il n'y a pas si longtemps, le Fond des Nations-Unies pour la Population (FNUAP) a recommandé que des Anciens, de « vieux sages », soient invités à cautionner, dans leur milieu culturel, des programmes de « santé reproductive ». Dans le Rapport sur le



*State of World Population 2008*<sup>45</sup>, on lit notamment : « Dans de nombreuses cultures, un petit groupe d'anciens prend les décisions qui se répercutent sur toute la communauté ».

Or voici que s'est constitué un groupe d'Anciens prestigieux<sup>46</sup>. Leur influence ne se limite pas à leur communauté d'origine ; elle s'étend à la société globale. Voici les noms de ces douze nouveaux « apôtres » d'un nouveau temple, réunis en alliance culturelle par le fondateur du groupe aéronautique Virgin, M. Richard Branson, aidé par Peter Gabriel, star du rock : Jimmy Carter, ancien président des États-Unis ; Nelson Mandela, ancien président d'Afrique du Sud ; son épouse Graça Machel, veuve du premier président du Mozambique ; Koffi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU, Gro Brundtland, ancienne premier ministre de Norvège ; Ela Bhatt, spécialiste indienne de la micro-finance ; Lakhdar Brahimi, Algérien, ancien représentant spécial du Secrétaire général des Nations-Unies ; Mary Robinson, ancienne présidente d'Irlande ; Desmond Tutu, ancien archevêque anglican d'Afrique du Sud ; Muhammad Yunus, du Bangladesh, prix Nobel d'économie 2006. On apprend aussi la présence de M. Fernando Henrique Cardoso, ancien président du Brésil<sup>47</sup>. Un siège est réservé à la Birmane Aung San Suu Kyi<sup>48</sup>.

Nous nous limiterons ici à relever l'hostilité de ce groupe d'Anciens vis-à-vis des Églises chrétiennes qui n'admettent pas l'ordination des femmes. Voici comment on argumente : de même que les espaces de l'activité séculière, naguère réservés aux hommes, sont devenus accessibles aux femmes, ainsi les espaces de l'activité religieuse, aujourd'hui réservés aux hommes, doivent être ouverts aux femmes<sup>49</sup>. N'hésitant pas à s'ingérer dans le monde religieux, les Anciens veulent donc imposer l'ordination des femmes. Dans toutes les religions, à commencer par la religion catholique<sup>50</sup>, elles doivent pouvoir devenir prêtres, évêques, pasteurs, imanes, rabbines.

Les Anciens pointent dans la tradition chrétienne, réputée machiste, la cause principale des abus dont les femmes sont

<sup>45</sup> Voir < <http://www.unfpa.org/swp/> >

<sup>46</sup> Voir par exemple < <http://a.abcnews.com/International/Story?id=3389067&page=1> >

<sup>47</sup> Voir < <http://www.flickr.com/photos/theelders/3766335866/in/photostream/> >

<sup>48</sup> Voir le site des « The Elders » : < <http://www.theelders.org/> >

<sup>49</sup> Voir un résumé de la pensée des Anciens sur

< <http://www.womenpriests.org/circles/tm.asp?m=29665&mpage=52&key=&#34088> >, qui cite comme source < <http://www.lifesitenews.com/ldn/2009/jul/09072205.html> >. Pour de plus amples informations, voir < <http://www.theelders.org/womens-initiatives> > et < <http://www.theelders.org/media/news/religion-and-women> >

<sup>50</sup> Voir la vidéo de Mary Robinson : < <http://www.theelders.org/media/videos> >

victimes dans la société. Éclairées par la sagesse des Anciens, les femmes libérées religieusement pourront devenir leaders culturelles et invoquer la caution des anciens pour prêcher avec autorité l'agenda détaillé de la « santé reproductive » : contraception, avortement, stérilisation, puis euthanasie, etc.<sup>51</sup> Le programme des Anciens s'harmonise donc avec celui de la Faith Foundation de Tony Blair, déjà cité, dans la mesure où les deux mettent en quelque sorte les Églises chrétiennes, et spécialement l'Église catholique, en demeure de s'adapter au « nouvel ordre mondial ». Il va de soi que l'action de ces Anciens sera facilitée dans le monde, et spécialement dans les pays émergents, grâce à l'aura dont sont crédités ces Anciens<sup>52</sup>, grâce aux réseaux *for choice* déjà bien implantés dans différents pays, grâce aussi aux appuis qu'ils trouvent dans des confréries iniatiques. On retrouve ici la vieille idée du FNUAP : il faut entrer dans la culture pour changer la culture<sup>53</sup>.

En résumé, l'action directe des Anciens, ou leur action médiate par des femmes consentantes qu'ils auront préalablement reformatées, est de nature à encore faire choir la fécondité et à accentuer le vieillissement de la population mondiale.

## 5. La médaille de la Notre-Dame University

Aux USA, la célèbre Université catholique Notre-Dame a donné en grande pompe un doctorat *honoris causa* au Président Obama<sup>54</sup>. Les autorités universitaires n'ont pas tenu compte des réserves qu'ont fait valoir quelque quatre-vingt évêques nord-américains. Mary Ann Glendon, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Harvard, Présidente de l'Académie Pontificale des Sciences Sociales et Ambassadeur honoraire des USA près le Saint-Siège, avait été invitée à la cérémonie, au cours de laquelle les mêmes autorités universitaires devaient lui conférer une autre distinction honorifique prestigieuse. Dans une lettre d'une haute élévation morale et d'un grand courage, Mme Glendon a toutefois décliné l'invitation qui lui avait été adressée et elle a motivé sa

<sup>51</sup> Voir en particulier < <http://www.theelders.org/womens-initiatives/health-care> >

<sup>52</sup> Voir, pour le cas du Brésil, la vidéo de l'ancien président Fernando Henrique Cardoso, qui est un bon exemple : < <http://www.theelders.org/media/videos> >

<sup>53</sup> Voir la brochure du FNUAP: *Culture Matters – Working with Communities and Faith-based Organizations*, 2004.

<sup>54</sup> Nous avons fait allusion à ce problème ci-dessus, chapitre VIII, 1.

décision. Ses motivations faisaient état avant tout des positions prises publiquement par M. Obama concernant le droit à la vie, la famille, la sexualité humaine, etc. Par là, Mary Ann Glendon repoussait un piège qui lui était tendu. Elle refusait de cautionner une décision et une cérémonie auxquelles elle faisait objection de conscience. En même temps, elle faisait honneur à la liberté académique.

Nous remercions Mme Glendon de nous avoir aimablement autorisé à publier son texte après en avoir revu elle-même la traduction française.

***Lettre de Mary Ann Glendon  
au R. P. John Jenkins, CSC,  
Président de l'Université Notre-Dame  
Notre-Dame, IN 46556***

Le 27 avril 2009

Cher Père Jenkins,

Quand vous m'avez informé en décembre 2008 que j'avais été choisie pour recevoir la Médaille *Laetare* de Notre-Dame, j'ai été profondément émue. Je conserve précieusement en mémoire le titre honorifique que j'ai reçu de Notre-Dame en 1996, et je me suis toujours sentie honorée du fait que le discours de remise des diplômes que j'ai prononcé cette année-là ait été inclus dans l'anthologie des discours les plus mémorables prononcés lors des remises des diplômes à l'Université Notre-Dame. J'ai donc immédiatement commencé à travailler sur un discours d'acceptation du titre, espérant que ce discours serait digne de l'occasion, de l'honneur de la médaille, de vos étudiants et du corps enseignant.

Le mois dernier, quand vous m'avez appelé pour me dire que le discours inaugural serait prononcé par le Président Obama, je vous ai fait remarquer que je devrais réécrire mon discours. Au cours des semaines qui s'en sont suivies, la tâche qui m'avait précédemment paru si agréable s'est compliquée en raison d'un certain nombre de facteurs.

Premièrement, en tant que Consultante de longue date de la Conférence des Évêques Catholiques des USA, je ne pouvais m'empêcher d'être consternée en apprenant que Notre-Dame avait aussi l'intention de décerner un titre honorifique au Président. Cela, comme vous devez le savoir, ne tient point compte de la demande expresse des Évêques des USA, datant de 2004, demandant que les institutions Catholiques « n'honorent pas ceux qui agissent au mépris de nos principes moraux fondamentaux » et qu'à de telles personnes « ne soient pas donnés des prix, des honneurs ou des tribunes qui suggèreraient un appui à leurs actions. » Cette requête, qui ne cherche aucunement ni à contrôler ni à interférer dans la liberté d'une institution d'inviter et d'engager un débat sérieux avec tous ceux qu'elle souhaite, me semble si raisonnable que je ne parviens pas à comprendre pourquoi une université Catholique la mépriserait.

J'ai ensuite appris que « les sujets de discussion » lancés par Notre-Dame en réponse à une critique largement répandue de sa décision incluait deux déclarations impliquant que mon discours d'acceptation équilibrerait dans une certaine mesure l'événement :

« Le Président Obama ne sera pas le seul à parler. Mary Ann Glendon, ancien Ambassadeur des USA près le Vatican, parlera comme récipiendaire de la Médaille *Laetare*. »

« Nous pensons que le fait que le Président vienne à Notre-Dame, qu'il voie nos diplômés, qu'il rencontre nos dirigeants, qu'il entende un exposé de Mary Ann Glendon, est une bonne chose pour le Président et pour les causes dont nous nous soucions. »

Cependant, on suppose que le jour de la remise des diplômes est un jour joyeux pour les diplômés et leurs familles. Ce n'est pas le lieu approprié, et un bref discours d'acceptation n'est pas le véhicule approprié, pour un engagement avec les problèmes très sérieux soulevés par la décision de Notre-Dame – qui ne tient pas compte de la position établie par les Évêques des USA – d'honorer un opposant, célèbre et intransigeant, à la position de l'Église sur des questions impliquant des principes fondamentaux de justice.

Finalement, au regard des nouvelles récentes qui rapportent que d'autres écoles Catholiques choisissent pareillement de ne pas tenir compte des directives des Évêques, je suis préoccupée en pensant que l'exemple de Notre-Dame pourrait avoir un regrettable effet de contagion.

C'est pour cela qu'avec une grande tristesse, je suis arrivée à la conclusion que je ne pouvais pas accepter la Médaille *Laetare* ni participer le 17 mai à la cérémonie de remise des diplômes.

Afin d'éviter les inévitables spéculations concernant les raisons de ma décision, je vais diffuser cette lettre dans la presse, mais je n'ai pas l'intention de faire, pour le moment, quelque commentaire ultérieur à ce sujet.

Avec l'expression de mes sentiments respectueux,

Mary Ann Glendon

## Chapitre X

### **D'une affaire à l'autre : De Washington (1968) à Recife (2009)**

#### **1. Le Cardinal O'Boyle et l'affaire de Washington**

L'affaire de Recife, que nous avons examinée dans la Première Partie, rappelle l'affaire de Washington, survenue après la publication, en 1968, de l'encyclique *Humanae vitae*<sup>55</sup>. Le parallélisme entre ces deux affaires est étonnant. Le Père Dermot Fenlon a consacré à ces épisodes une note substantielle. Il nous a aimablement autorisé à publier ici la traduction française de son Memorandum.

---

<sup>55</sup> Voir à ce sujet notre ouvrage *La prophétie de Paul VI. L'encyclique Humanae vitae*, Paris, Éd. F.-X. de Guibert, 2009.

## ***Memorandum sur l'affaire du Cardinal O'Boyle***

En 1968, le Cardinal Patrick O'Boyle (1898-1987), Archevêque de Washington, a interdit à ses prêtres de prêcher le dissentiment face à l'encyclique *Humanae vitae*. Quarante de ses prêtres en appelèrent contre cette injonction auprès de la Congrégation pour le Clergé. En 1970, la Congrégation, sous la direction du Cardinal Américain John Joseph (1909-1979) a publié une directive où on lit ce qui suit :

- *Humanae vitae* doit être reçue comme un enseignement de l'Église.
- La doctrine de l'Église est que la conscience doit toujours être suivie.

Il n'y avait pas de troisième conclusion, insistant pour que la conscience soit formée à la lumière de l'enseignement de l'Église.

Le Cardinal O'Boyle a été informé du fait que si ses prêtres étaient prêts à souscrire à cette directive, il devait les réintégrer.

Le résultat a été que dans le monde entier, des prêtres furent désormais en mesure d'encourager leurs brebis à « suivre leur conscience », tout en admettant l'enseignement de l'Église comme un idéal<sup>56</sup>.

Ce qui est arrivé, c'est que l'autorité de l'Évêque, en tant qu'enseignant de la Tradition Apostolique, fut réduite à néant. Le chaos qui en est résulté, et le silence de l'Église pendant que se promouvait une fausse doctrine de la conscience, n'ont jamais été efficacement redressés, malgré de fréquentes réaffirmations de la doctrine de l'Église, notamment par le Pape Jean-Paul II et par celui qui était à l'époque le Cardinal Ratzinger, aujourd'hui Pape Benoît XVI.

En mars 1989, l'état de l'Église américaine était jugé tellement sérieux qu'un certain nombre d'Évêques furent appelés à Rome. Le Cardinal John Joseph O'Connor (1920-2000) de New York fit une intervention marquante. Il souligna que le mot « conscience » aux États-Unis avait changé de signification entre 1945 et 1989. Donc, lorsque l'Évêque Fulton Sheen (1895-1979) utilisait le mot dans ses interventions, tout le monde comprenait qu'il se référait aux Dix Commandements. En 1989, ce sens n'existait pas. Le mot « conscience » était pris pour signifier littéralement : ce que vous voulez. Le Cardinal O'Connor posa alors une question pointue : « Mais, Saint Père, si un Évêque enseigne la doctrine de l'Église, sera-t-il soutenu par Rome ? »

---

<sup>56</sup> On retrouve ici la morale de l'intention fondamentale.

Cette question a refait fortement surface dans l'affaire Fisichella. L'Archevêque de Recife a été appelé à rendre des comptes pour avoir soutenu le droit à la vie de deux bébés. L'*Osservatore romano* a renforcé l'attaque contre l'Archevêque, en différentes langues. Le résultat est une nouvelle incertitude, cette fois non pas à propos de la contraception, mais à propos de l'avortement thérapeutique, et implicitement de l'euthanasie, si, comme le demande l'Archevêque Fisichella, la « compassion » doit être l'unique guide pour la conscience du docteur, plus que la vérité concernant le Créateur et Sa Création.

Si l'on permet à l'affaire de Recife d'aller plus loin, nous nous trouverons dans une nouvelle phase de la crise ouverte en 1968 quand le silence a été imposé au Cardinal O'Boyle<sup>57</sup>.

## 2. La raison d'État

Dans toute l'affaire de Recife, Dom Cardoso a été le premier à respecter et à défendre la position de l'Église à propos du respect de la vie. Pour toute récompense, la démission, qu'il avait présentée régulièrement pour limite d'âge, a été acceptée avec un empressement inhabituel. Son successeur a aussitôt été nommé. Ces deux événements se sont passés le 1<sup>er</sup> juillet 2009<sup>58</sup>.

En raison de cette mise à la retraite, Dom Cardoso n'a pas pu participer à la visite *ad limina* des évêques brésiliens, en septembre 2009. Il a ainsi été privé d'une occasion privilégiée pour parler avec le Saint-Père. Il eût certes été plus élégant de n'accepter cette démission qu'après le retour de Rome. Des exemples *a contrario* en ce sens ne manquent pas.

Outre les épisodes de Washington et de Recife, d'autres cas analogues pourraient être évoqués. Il serait facile, mais surtout dérangent, d'établir un relevé de pasteurs « lâchés » par des autorités romaines alors qu'ils entendaient simplement rester fidèles à l'Église et à son enseignement. Ni en Europe de l'Est, ni en Chine, ni en Amérique latine, ne manquent des exemples de pasteurs désavoués pour raisons d'État confessionnel, mais martyrs de la foi.

Dans les cas que nous avons analysés, apparaît une tendance très claire, observée parmi certains hauts dignitaires de

---

<sup>57</sup> Father Dermot Fenlon mentionne cette référence : *The Washington Case. Vatican Council II More Post Conciliar Documents* (p. 417), General Editor Austin Flannery, ISBN 0-918344-16-6.

<sup>58</sup> Ils ont été annoncés dans l'*Osservatore romano*, édition française, du 21 juillet 2009, p. 10.



l'Église, de consentir à ce que l'Église soit contrôlée par le pouvoir politique, soit au niveau de l'État, soit au niveau international. De nouvelles formes de « Concordat » apparaissent. Ceux qui ont essayé de désavouer Dom Cardoso ont pris le risque de placer l'Église du Brésil dans une position qui la met sous tutelle de l'État en matière d'avortement, de famille, d'euthanasie, etc. Au nom de la souveraineté de la conscience individuelle, la faculté de définir le droit et la morale est transférée à l'État, en attendant de l'être à un niveau plus élevé de la Gouvernance.

On peut donc se demander si Dom Cardoso a bien fait de renoncer à intenter une action en justice pour diffamation et pour déni de publication de droit de réponse. Ce second grief met à lui seul en évidence la participation délibérée d'un important media catholique à une entreprise de désinformation. Un tel procès aurait permis, ou permettrait, aux autorités compétentes d'intervenir plus facilement pour remédier à un scandale qui dépasse de loin les personnes qui y sont impliquées, soit à titre d'auteurs, soit à titre de victimes.

### **3. Jusqu'à l'admiration obséquieuse**

La visite rendue par le Président Obama au Pape Benoît XVI le 10 juillet 2009 aura sûrement été l'occasion d'un dialogue franc sur les questions qui ont été touchées dans cet ouvrage, et il y a lieu de s'en réjouir. Mais était-il nécessaire que quelques hautes autorités ecclésiastiques, dont un Cardinal, entonnent les trompettes thébaines pour faire triompher, une fois de plus, la raison d'État, les raisons d'États, afin d'édulcorer la référence aux principes moraux les plus fondamentaux ? Comment expliquer que tant d'ecclésiastiques de haut rang se laissent fasciner jusqu'à l'aveuglement obséquieux face à des personnalités qui ne font pas mystère de leurs positions plus que discutables en matière éthique ?

Les mêmes interrogations surgissent à propos de M. Tony Blair. Comment expliquer l'émoti admiratif qui pousse certains dignitaires à faire de l'ancien premier ministre la coqueluche de certains milieux ecclésiastiques ? A Rome, à Londres et aussi Rimini, où, à la surprise de beaucoup, le mouvement « Communion et Libération » a invité M. Blair à parler à son

célèbre rassemblement international (23-29 août 2009), événement propice à la réception des clés<sup>59</sup>.

La réponse à toutes ces questions est simple : elle doit être cherchée dans la désinformation, dans des savoirs déficients, frelatés ou introjectés sans esprit critique.

Pour les gens d'Église, pour les hommes politiques et pour tous les hommes attachés à la liberté vaut la recommandation de James Madison, quatrième président des États-Unis<sup>60</sup> :

« Un gouvernement populaire, sans information populaire, ou sans les moyens d'acquérir cette information, n'est que le prologue d'une farce ou d'une tragédie... Un peuple qui veut être son propre gouverneur doit s'armer lui-même avec le pouvoir que donne la connaissance. »

Bref, une société qui se complaît dans la désinformation se prépare des lendemains tragiques.

## 4. Des réformes faciles à identifier

Les remèdes à la désinformation dans l'Église apparaissent clairement dans les analyses qui précèdent. Ils sont même faciles à identifier.

1. Plus le temps passe, plus est urgente une réforme de la Curie romaine. On sait qu'il y a un accord assez général sur ce point, même si les raisons avancées sont souvent différentes.

2. Apparemment, la Curie ressemble à un ministère tel qu'on les connaît dans les États. En réalité, les dicastères romains fonctionnent souvent comme des seigneuries autonomes qui n'échangent guère d'informations ni ne coordonnent leurs actions.

3. Un poste élevé dans la hiérarchie ecclésiastique n'est pas en soi une garantie de compétence, même au plan théologique. Si cette compétence fait défaut, il est possible, dans certains cas, de l'acquérir.

4. Le mandat et la ligne éditoriale de l'*Osservatore romano* doivent être revus en profondeur.

---

<sup>59</sup> Ce rassemblement a eu lieu du 23 au 29 août 2009. M. Blair avait été annoncé comme orateur dont le discours aurait pour titre : « Personne, communauté et État ». Source : <<http://www.meetingrimini.org/>>

<sup>60</sup> Cette recommandation a été publiée sur le site du Family Research Council, Washington DC, le 6 août 2009. Voir <<http://www.frc.org/>>

5. Le mandat et le niveau d'autorité du directeur de la salle de presse du Vatican doivent être mieux définis.

6. Dans le choix des membres des académies pontificales, il faudrait tenir compte non seulement de leur compétence scientifique, mais aussi de leur fidélité aux valeurs non négociables de l'Église et de la morale naturelle.

7. Les universités catholiques et les établissements médicaux catholiques mériteraient d'être davantage associés aux recherches concernant les nouveaux problèmes qui se profilent. Ils pourraient faire bénéficier les chercheurs et les décideurs de l'éclairage de la foi.

8. Actuellement, le système d'information du Saint-Siège repose principalement sur le réseau des nonciatures. Pendant des siècles, ce réseau a rendu des services signalés à l'Église. L'évolution des relations internationales et le caractère inédit des défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui conduisent à la constatation que le système des nonciatures est devenu archaïque. Il doit être revu en profondeur et adapté aux nécessités présentes. Cela suppose une révision de la préparation académique des candidats pressentis pour de hautes responsabilités. Ainsi, par exemple, devrait-il être fait davantage appel à l'analyse de conjoncture pour parvenir à identifier les forces actives de la société, éviter des écueils et ainsi mieux préparer l'avenir.

9. Au témoignage de cardinaux et d'évêques, il serait souhaitable que soit mis un terme à l'encerclement qui permet d'essayer d'« orienter » les contacts du Saint-Père et de tamiser les informations qui arrivent sur sa table de travail. Finalement, il faut que cesse l'habitude prise, même par de hauts prélats, de tailler des croupières au Pape et de lui chercher misère à la moindre occasion.

Troisième partie

## **Visages et masques de la compassion**

## Chapitre XI

# **La compassion. L'enseignement de Saint Paul aux Romains**

## **1. Un terme ambigu**

Lorsqu'on parle de compassion, on pense immédiatement à la souffrance d'autrui, à la situation tragique dans laquelle il se trouve. Il s'agit de le comprendre, de « sympathiser » avec lui, de partager sa détresse et de la porter avec lui. Cette situation de malheur, il faut certes essayer de l'alléger, d'y porter remède dans toute la mesure du possible. Le mot compassion connote en outre l'idée de partage psychologique et affectif de la souffrance, spécialement quand celle-ci échappe aux contrôles médicaux et autres. Lorsque nous allons voir un malade cancéreux en phase terminale, par notre présence, par une parole, par un geste de tendresse, nous exprimons comme nous le pouvons la part que nous prenons à sa souffrance et nous essayons de le reconforter.

Or, dans les nouvelles concernant des cas d'avortements, d'euthanasie, de suicide assisté, il est fréquent que l'on invoque la compassion pour « justifier » l'acte qui a été exécuté ou qui va l'être. Si, avant sa naissance, un enfant est déclaré porteur d'une malformation grave, on fera valoir que si on laisse se poursuivre la grossesse, l'enfant aura une vie qui ne vaut pas d'être vécue ; on recommandera donc de l'avorter par compassion, par pitié. On partage, dit-on, la peine que lui cause son état, mais la meilleure façon de l'aider, la seule – dit-on – effectivement possible, c'est de mettre un terme à sa vie. L'enfant sera tué par compassion.

On renchérit en disant que personne n'a le droit d'imposer à une femme d'attendre un enfant qui sera – dit-on – pour elle, pour le père, pour la famille, un « fardeau » insupportable. On invoquera ici la compassion vis-à-vis des parents. Dans la foulée, on ajoute qu'on ne peut imposer à la société le poids d'existences

dont l'entretien est coûteux mais inutile ; le handicapé de naissance n'apporte rien à la société. On admettra donc l'avortement par compassion vis-à-vis de la société, qui, « à son regret », doit se résigner à supprimer un de ses membres. On ira parfois jusqu'à voir dans cet acte un geste de justice sociale, de « purification ethnique », d'eugénisme<sup>61</sup>.

La compassion pourra aussi s'adresser aux médecins avorteurs. Pratiquer un avortement est pour eux – dit-on – une « décision difficile à prendre » et un acte qu'ils n'exécutent que pour obéir à leur conscience. Il faut donc compatir avec les médecins qui, par exemple « pour le bien » de l'enfant ou de sa mère, prennent « avec courage » la décision de procéder à l'avortement. Loin de les blâmer, il faudrait les soutenir psychologiquement et moralement, les protéger par un dispositif légal approprié.

Ces quelques exemples permettent de percevoir différentes facettes de ce qu'on regroupe aujourd'hui sous un seul mot ambigu : la compassion. Il y a d'abord la compassion au sens habituel de sympathie, de commisération. Cependant, dans les divers exemples cités, on observe que la compassion est invoquée et s'exerce de manière très différente selon qu'elle fait une victime, l'enfant non-né, ou qu'elle est censée soulager la mère, légitimer des lois ou cautionner l'intervention des médecins.

Nous allons esquisser ici une *réflexion* de fond sur cette question, en prolongeant quelque peu la réflexion entreprise par Benoît XVI dans l'encyclique *Caritas in veritate* (2009). Nous partirons d'une lecture de l'épître de Saint Paul aux *Romains*, puis nous passerons à un examen de nature morale. Quelques conclusions de grande importance pastorale ne manqueront pas de se dégager<sup>62</sup>.

## 2. Les voies de la justification et du salut

---

<sup>61</sup> Voir Klaudia SCHANK, en collaboration avec Michel SCHOOYANS : *Euthanasie : Le dossier Binding et Hoche. Traduction de l'allemand, présentation et analyse de « Libéraliser la destruction d'une vie qui ne vaut pas d'être vécue »*. Texte intégral de l'ouvrage publié en 1922 à Leipzig, Paris, Éd. Le Sarmant-Fayard, 2002, 138 pp. ISBN : 2-866-79329-3.

<sup>62</sup> Nous avons tiré grand profit des traductions, commentaires et notes de la *Traduction œcuménique de la Bible*, de la *Bible de Jérusalem*, de la *Bible d'Osty*, de la *Bible des Peuples*, ainsi que du *Vocabulaire de Théologie Biblique*, Éd. du Cerf, Paris, 1966. Nous suivons ces ouvrages de très près.

## ***Le chemin « montant » et celui de la grâce***

Une clef de lecture pour le problème que nous abordons nous est donnée par Avital Wohlman<sup>63</sup> dans l'admirable ouvrage où il étudie le « dialogue exemplaire » entre Maïmonide et Saint Thomas d'Aquin. Préfacier de Wohlman, Isaïe Leibowitz souligne que, dans la tradition juive, « il appartient à chaque homme de tisser par ses propres efforts le lien entre soi-même et Dieu [...] ». L'homme s'accomplit « sur le chemin "montant" qui le mène vers la connaissance de Dieu [...] ». Pour Saint Thomas, ces relations sont des initiatives de la grâce divine qui "descend" sur l'homme ». En termes pauliniens, on peut écrire, en bref, que les juifs se sauvent par leur respect rigoureux de la Loi de Moïse. Pour les chrétiens, c'est Dieu qui justifie par sa grâce. C'est ce qu'expose Saint Paul, en particulier dans les deux premiers chapitres de sa fameuse Épître aux Romains.

La relecture de l'Épître aux Romains permet d'approfondir l'intuition fondamentale de Wohlman. Encore faut-il avoir à l'esprit que la fameuse épître de Paul est située dans un contexte historique précis. Elle reflète les discussions de gens qui sont rompus aux subtilités rabbiniques. Elle reflète, plus précisément, la polémique qui, au début de l'Église, a opposé des chrétiens issus du judaïsme à des chrétiens issus du paganisme. Mais ce contexte historique ne peut faire oublier l'enjeu doctrinal et donc durable de cette polémique.

La question centrale qui se pose, c'est la justification. Comme l'a écrit le Père Lyonnet, « à une conception fondée sur le principe de la rétribution, Paul oppose une justification établie sur le principe de la gratuité absolue. A l'alliance scellée au Sinaï avec Moïse pour médiateur et subordonnée à des conditions à remplir par l'homme, il oppose la Promesse inconditionnée faite par Dieu directement à Abraham et à sa descendance [...]. Aux mérites des patriarches que célébrait la tradition juive [...], il oppose l'élection, [...] dès avant toute possibilité de bonnes œuvres. »<sup>64</sup>

## ***Les juifs, peuple élu***

---

<sup>63</sup> Voir Avital WOHLMAN, *Thomas d'Aquin et Maïmonide. Un dialogue exemplaire*, Préface d'Isaïe LEIBOWITZ, Paris, Éd. du Cerf, 1988. A. Wohlman est philosophe et professeur à l'Université Hébraïque de Jérusalem. Les citations de la *Préface* proviennent de la p. 14.

<sup>64</sup> Dans l'*Introduction* du Père S. LYONNET, à l'épître aux Romains, fascicule de la *Bible de Jérusalem*, 2<sup>ème</sup> édition, Paris, Éd. du Cerf, 1959. Voir p. 56 et toute cette *Introduction*.

Les juifs ont certes une conscience très vive d'avoir été choisis par Dieu pour recevoir la Révélation. Le respect minutieux des rites et des prescriptions de la loi mosaïque les conforte dans la conviction de leur salut. La circoncision est le signe de leur appartenance au peuple élu. Moyennant le respect de la Loi, les juifs croient qu'ils seront sauvés. Le respect formaliste de la Loi risque de les éloigner de Dieu. Il faut revenir à la Promesse faite à Abraham et à sa descendance, aussi nombreuse que les étoiles et que le sable de la mer. Tous les hommes sont appelés à adhérer, par la foi, comme Abraham, à l'Alliance à laquelle Dieu invite.

La Loi mosaïque aurait dû être pour les juifs un *pédagogue*<sup>65</sup> les conduisant à la reconnaissance du projet de Dieu sur tous les hommes et sur la création en général. Mais le peuple élu s'est souvent montré désobéissant, rebelle. De la Loi-pédagogue, il a fait une Loi-fardeau fréquemment transgressée. Malgré la Loi, le cœur reste trop souvent endurci. Par l'observance des prescriptions légalistes, les juifs croient en quelque sorte avoir barre sur Dieu et faire par eux-mêmes leur salut. Les *prophètes* ont constamment besoin de leur répéter qu'ils sont un peuple à la nuque raide, que le Seigneur n'a que faire de leurs holocaustes, qu'ils doivent se convertir, changer de vie<sup>66</sup>. Il leur arrive de gérer leur vie sans tenir compte du créateur. Certains rivalisent avec Dieu à Babel ; d'autres sombrent dans l'idolâtrie du veau d'or ; d'autres encore flirtent avec les divinités égyptiennes et chananéennes<sup>67</sup>.

Au temps des *Juges* comme au temps des *Rois*, le penchant vers l'idolâtrie se confirme. Bientôt vient le temps des alliances – matrimoniales, politiques, économiques – avec des nations païennes : l'influence des cultes comme celui de Baal, d'Astarté, de Moloch, s'insinue dans le peuple élu. Celui-ci adopte parfois des comportements licencieux, provenant notamment de l'influence des Grecs<sup>68</sup>. Ces influences multiples obscurcissent, dans le peuple élu, la conscience de son identité, la conscience de son élection.

Les juifs font donc un usage *réduit* de leur raison, parce qu'ils ont divinisé des créatures alors que celles-ci auraient dû les amener à reconnaître en elles l'empreinte divine<sup>69</sup>. S'aliénant de

---

<sup>65</sup> Cf. Ga 3, 24 s.

<sup>66</sup> Cf. Jr 7, 21-26.

<sup>67</sup> Gn 31, 35 ; Ex 32 ; Nombres 25 ; cf. Ex 20, 23.

<sup>68</sup> Cf. 1 Mac 1, 11-15.

<sup>69</sup> Cf. Sg 13, 1 ; Rm 1, 21.



Dieu, ces juifs sont admonestés par les prophètes<sup>70</sup>, par Élie et Élisée, parce que leur conduite morale offusque leur regard sur la nature ambiante et sur l'homme<sup>71</sup>. Ils peinent à reconnaître ce qu'est, en fin de compte, l'homme selon le cœur de Dieu, à savoir son image.

Ainsi apparaît qu'une conduite mauvaise peut aboutir à une mutilation de la raison. Si l'homme n'a qu'une capacité tronquée de connaître la vérité, il n'aura pas accès aux ultimes raisons d'aimer. Il ne comprendra pas davantage pourquoi il est aimé.

### ***Les païens et la raison***

La situation des païens diffère de celle des juifs sur un point qu'il faut relever : Dieu ne s'est révélé à eux qu'après s'être révélé aux juifs. Il est cependant présent dans leur conscience et certains ont reconnu sa trace, grâce à leur raison, dans la nature ou en autrui<sup>72</sup>. Mais ils n'ont pas été jusqu'à adorer le créateur de toute chose<sup>73</sup>. Ils ont même divinisé certaines créatures. Le sous-usage de la raison les a conduits à la *folie*<sup>74</sup>. Ils ont échangé le vrai Dieu contre de faux dieux, des dieux mensongers<sup>75</sup>. Dieu les a donc livrés à leurs passions avilissantes<sup>76</sup>. Leur regard sur la création et sur autrui s'est perverti. Ils ont fait un mauvais usage de leur corps ; ils se sont livrés à toutes sortes d'impudicités, à la sodomie, à l'homosexualité. Le péché a conduit les païens à occulter la vérité par le mal. Alors qu'ils cherchaient confusément Dieu, et que peut-être ils l'entrevoyaient, la débauche les a détournés de cette recherche, dévoyé leur raison et conforté leur ignorance. Le païen finit par prétendre définir ce qu'est, pour lui, la « justice » et la « sainteté ».

Si cette conception atrophiée de l'homme et de sa raison conduit à des comportements individuels mauvais, elle conduit en outre à des lois aberrantes faites par les hommes<sup>77</sup>.

Quelque louable qu'elle soit, la quête de l'homme livré à ses seules forces, débouche, pour beaucoup, sur un échec. Alors que la Loi a été donnée par Dieu aux juifs, que cette Loi a *contenu*, chez eux, l'idolâtrie et l'immoralité, les païens, auxquels la Loi et

<sup>70</sup> Voir par exemple Dt 18, 17-22.

<sup>71</sup> Cf. Rm 1, 19.

<sup>72</sup> Cf. Rm 1, 21.

<sup>73</sup> Cf. Rm 1, 20.

<sup>74</sup> Cf. Rm 1, 22.

<sup>75</sup> Lire Rm 1, 18-28.

<sup>76</sup> Cf. Ac 17, 27-29.

<sup>77</sup> Cf. Rm 1, 32 ; 13, 4.

la Parole divine n'ont été apportés que bien plus tard, ont été livrés au culte des éléments du monde, à leurs passions charnelles que la raison n'a pu endiguer. Les païens ont pu, au mieux, arriver à une certaine connaissance de Dieu, mais – comme on l'a remarqué – cela n'a pas suffi à les empêcher de pécher.

A plus forte raison, quand les hommes rejettent la lumière qui, brillant inlassablement dans leur cœur, donnerait à Dieu, pour ainsi dire, une chance de pouvoir se révéler, alors, ayant décidé de se priver de Dieu, ils sont livrés, comme l'explique Saint Paul<sup>78</sup>, à toutes sortes d'erreurs sur eux-mêmes, sur autrui, sur la société, sur la nature.

### ***Juifs et païens : le salut par la foi***

Saint Paul montre ce qui est commun aux juifs et aux païens, et ce qui les différencie.

Chez *les uns et chez les autres*, Paul constate un usage tronqué de la raison, une « folie », et une immoralité qui offusque la perception de la vérité, révélée et/ou naturelle. « Détresse pour tout homme qui commet le mal : juif ou grec ; gloire pour celui qui fait du bien : juif ou grec. »<sup>79</sup>. Les *païens* ne pourront pas se prévaloir de leur ignorance de la Loi : « Tous ceux qui ont péché sans la loi périront aussi sans la loi. »<sup>80</sup>. « Quand les païens, sans avoir de Loi, font naturellement ce qu'ordonne la Loi, ils se tiennent lieu de loi à eux-mêmes, eux qui n'ont pas de loi. Ils montrent que l'œuvre voulue par la loi est inscrite dans leur cœur ; leur conscience en témoigne également. »<sup>81</sup>. La loi inscrite dans le cœur des païens est une lumière naturelle qui correspond, pour les *juifs*, à la Loi de Moïse. Le païen qui rejette cette lumière est un insensé<sup>82</sup>, qui refuse Dieu et ses commandements, qui cède aux vices et se vante de son péché. « Tous, juifs et païens, ont vécu dans le péché »<sup>83</sup>. Il n'y a de salut pour les uns comme pour les autres que dans la conversion et dans la foi en Jésus-Christ. Ainsi peut commencer le Nouvel Israël, fondé sur la justice nouvelle apportée par le Christ<sup>84</sup>. Dans

---

<sup>78</sup> Cf. Rm 1.

<sup>79</sup> Cf. Rm 2, 9.

<sup>80</sup> Cf. Rm 2, 12.

<sup>81</sup> Cf. Rm 2, 14 s.

<sup>82</sup> Cf. Rm 2, 20.

<sup>83</sup> Cf. Rm 2, 9.

<sup>84</sup> Cf. Rm 1, 16 s.

cette vision, les juifs et les païens, se donnant la main comme Pierre et Paul, quitteront leur robe de tristesse et formeront le Peuple de Dieu<sup>85</sup>. Un œcuménisme nouveau est appelé à s'épanouir.

### 3. La vérité captive de l'injustice

#### *Le relativisme moral*

Dans l'enseignement de l'épître aux Romains, le *relativisme* moral, selon lequel il n'y a pas de points de repère moraux absolus, découle de la méconnaissance de Dieu et de la mutilation de la raison. Il conduit à la permissivité, à la débauche, au scepticisme intégral, à la confusion. La seule limite à prendre en compte, c'est l'utilité, le calcul des plaisirs, l'intérêt. Ce relativisme conduit l'homme à revendiquer le « droit » à la transgression, à la violation de la loi. Le mot lui-même indique que l'homme a une certaine connaissance des balises morales de l'action humaine, mais qu'il les viole délibérément.

Saint Paul insiste avec une force particulière sur les dépravations sexuelles, et surtout sur l'homosexualité<sup>86</sup>. Le plaisir charnel sans risque, mutuel ou individuel, sans conséquence indésirable, devient alors la règle de conduite. Cet hédonisme peut même être cautionné par les lois de la cité<sup>87</sup>.

Ce qui sauve l'homme, c'est la force de Dieu, qui conduit au salut ceux qui croient<sup>88</sup>. Ce que manifeste l'Évangile, c'est que l'homme est *justifié* par la foi. Tous les hommes, juifs ou païens, ont besoin de Dieu, d'adhérer à lui par la foi, pour être vraiment justes, pour s'ouvrir à la justice parfaite, à la sainteté. Tous sont invités à « accueillir la richesse et la bonté de Dieu poussant à la conversion. »<sup>89</sup>. Ce que l'Évangile rend aussi manifeste, c'est que « la colère de Dieu se révèle du haut du ciel contre toute impiété et toute injustice des hommes *qui retiennent la vérité captive de l'injustice*. »<sup>90</sup>. Le péché, le refus de conversion ainsi que le rejet de la lumière naturelle sont l'expression de l'injustice, du rejet de l'offre d'Alliance, du refus de l'appel à la sainteté.

---

<sup>85</sup> Cf. Rm 15, 7-13.

<sup>86</sup> Voir Rm 1, 26 ; cf. Lv 20, 13.

<sup>87</sup> Voir Rm 1, 32 ; cf. Rm 13, 4 ; cf. *Didachè*, II, 2 ; *Lettre de Barnabé*, XIX, 4-6.

<sup>88</sup> Cf. Rm 1, 16.

<sup>89</sup> Cf. Rm 2, 4.

<sup>90</sup> Cf. Rm 1, 18 ; nous soulignons.

## ***Universalité du péché, universalité de l'appel au salut***

Selon Saint Paul, la justification passe donc par un *avent*, par un avènement, par une intervention de Dieu dans l'histoire des hommes. Cette intervention a pour but de restaurer l'homme dans la vérité de Dieu, de restaurer en lui l'image de Dieu ternie par le péché.

A l'universalité du péché correspond l'appel universel au salut, l'invitation à la Nouvelle Alliance. Le seul chemin conduisant au salut, c'est-à-dire vers le Père, c'est Jésus<sup>91</sup>. A l'accueil de ce salut manifesté en Jésus-Christ, les juifs et les païens doivent se préparer par la conversion. Conversion des *juifs*, renouvellement du cœur, par retour *au commencement*, aux origines du monde, aux choses cachées depuis la fondation du monde<sup>92</sup>. Retour aux grands textes invitant à l'Alliance et proclamant les commandements de Dieu. Conversion des *païens*, dont la raison, si elle n'est pas embrouillée par les turpitudes, est capable d'approcher l'homme de Dieu et de permettre à l'homme de découvrir ce qui est bien et ce qui est mal. Tu n'adoreras pas les faux dieux, tu ne tueras pas, tu ne commettras pas d'adultère, tu ne voleras ni ne mentiras, tu ne feras pas de faux serments, etc.

Défendre le patrimoine culturel et l'enrichir signifie ouvrir la raison à tous les niveaux de la vérité naturelle, et la raison elle-même à la vérité révélée : tout cela suppose conversion et renonciation à la débauche. Cela signifie faire passer dans les lois humaines la lumière qui brille dans la conscience, ou, si l'on préfère, réhabiliter la « loi naturelle ».

## **4. Il y a des comportements toujours mauvais**

### ***On ne compatit pas en faisant ce qui est mal***

De l'enseignement de Saint Paul sur les juifs et les païens, ainsi que sur l'universalité du péché, il ressort qu'il y a des comportements humains qui sont toujours mauvais, qui sont toujours objectivement péchés. Pour le païen autant que pour le juif, il y a des comportements radicalement mauvais, *quelles que*

<sup>91</sup> Voir Jn 14, 6 ; cf. 10, 9.

<sup>92</sup> Cf. Ps 78, 2 ; Mt 13, 35.

*soient les circonstances.* La transgression n'est jamais « justifiable ». Il y a des comportements qui, parce qu'ils sont irrémédiablement mauvais, ne peuvent jamais être permis, même s'ils sont présentés comme un moyen par où passer pour faire le bien. Répandre volontairement le sang innocent est toujours un mal ; c'est toujours une offense à Dieu, un acte déraisonnable, une folie. Adorer les faux dieux, exploiter la veuve et l'orphelin, faire chuter l'aveugle, spolier le peuple, abuser du pouvoir, répandre de fausses doctrines, mentir, c'est toujours un mal ; c'est toujours faire œuvre du diable. Répudier un époux ou une épouse, c'est toujours un mal. Quelles que soient les circonstances, quelle que soit l'intention, avorter est toujours un mal. Quoi que porte la loi positive, euthanasier est toujours un mal. Le blasphème est toujours un mal ; le vol est toujours un mal ; l'adultère est toujours un mal ; le mensonge est toujours un mal. Aucun de ces actes n'est *justifié* ni *justifiant*. De tels actes, de telles folies exposent inévitablement ceux qui les font à la colère de Dieu. *Il n'y a nulle place pour la vraie compassion là où l'on fait le mal dans un but bon.* L'avortement de compassion n'existe pas. Que des hommes fabriquent des lois légalisant de tels actes ne fait que mettre en lumière leur péché : orgueil d'abord, mensonge et violence ensuite<sup>93</sup>.

### ***Vrais et faux prophètes***

L'Écriture Sainte regorge de pages où est touchée la question de la fausse compassion.

L'histoire de *Jérémie* est racontée en Jr 7, 1-15 et 26, 1-15. Au lieu d'aligner son discours sur celui des faux prophètes, qui veulent plaire au peuple, Jérémie dénonce l'idolâtrie, le sang répandu, le discours des docteurs corrompus, les crimes de toute sorte contre la veuve et l'orphelin. Il est donc attaqué par les pontes de l'establishment, y compris par des prêtres trop portés à la fausse compassion. Cependant, le peuple ne se laisse pas dévoyer par ces discours impies. Il prend la défense de Jérémie et donne le motif de cette défense: Jérémie dit la vérité<sup>94</sup>.

Au lieu de dire à Hérode qu'il n'avait pas le droit de prendre la femme de son frère Philippe<sup>95</sup>, *Jean-Baptiste* aurait pu calmer les scrupules de ce roi, qui respectait Jean, et faire preuve d'une

---

<sup>93</sup> Cf. Jn 6, 44.

<sup>94</sup> Cf. Jr 16, 16.

<sup>95</sup> Cf. Mt 14, 1-11.

indulgente compréhension pour sa conduite adultère. Jean n'en fait rien et, face à une brochette de satrapes égrillards, il donne le témoignage suprême de son attachement inconditionnel à la vérité.

### ***Jésus et le retour au commencement***

De nombreux passages des Évangiles nous disent combien *Jésus* a été compatissant au point d'être ému face au spectacle des souffrances humaines<sup>96</sup>. Face à ces souffrances, le Seigneur multiplie les pains, opère des guérisons, ressuscite des morts. Cette compassion vraie de Jésus trouve une des ses expressions les plus dramatiques dans le chapitre 23 de l'Évangile selon Saint Matthieu, où Jésus montre sa compassion pour les pécheurs. Il ne s'agit pas là d'une série d'anathèmes ou de condamnations, mais de l'expression d'un regret, d'une invitation pressante à se mettre en question, à cesser de se comporter en sépulcres blanchis<sup>97</sup>.

Jésus a eu sous les yeux le spectacle des prêtres, lévites, pharisiens et autres scribes, qui prenaient leurs aises avec l'esprit de la Loi<sup>98</sup>. Avant la passion qu'il subira injustement, il lui sera reproché de guérir le jour du sabbat<sup>99</sup>. La Loi est invoquée par les pharisiens pour dégager leur responsabilité face au malade. Ils prétextent de la Loi pour se dédouaner: au nom de cette Loi, ils justifient leur omission de soins au malade. Ils font un usage étrange de la Loi : celle-ci, qui aurait dû pousser à la compassion est invoquée pour en bloquer l'élan.

Jésus est plein de commisération pour la foule, abandonnée par ceux qui auraient dû la guider<sup>100</sup>. Les disciples reçoivent de Jésus la mission de porter la compassion du Seigneur auprès des foules larguées par de faux pasteurs<sup>101</sup>, par des mercenaires. A la foule, influençable certes, mais disposée à écouter Jésus, les disciples devront annoncer que le Seigneur est plein de compassion pour elle, plein de miséricorde.

De nombreux autres textes du Nouveau Testament dénoncent les faux docteurs et leur fausse compassion. En dehors des textes de Saint Paul et des Évangiles, nombreux sont

---

<sup>96</sup> Cf. par exemple Mt 15, 2-37.

<sup>97</sup> Cf. Mt 23, 27.

<sup>98</sup> Cf. Jn 6 ; 8, 32.40.43.46 ; 9 ; 18, 38 ; Ga 1, 7 ; 6, 12 s.

<sup>99</sup> Cf. Mt 12, 12 ; Lc 13, 14-16 ; 14, 3 ; Jn 9, 16.

<sup>100</sup> Cf. Mc 6, 34.

<sup>101</sup> Cf. Mt 10, 36.

les passages qui font écho à l'enseignement exposé par Saint Paul. C'est le cas, par exemple, de l'*épître de Saint Jacques*<sup>102</sup>. C'est aussi le cas de la *deuxième épître de Saint Pierre*, où l'auteur écrit notamment: « Beaucoup suivront les faux prophètes dans leurs débauches: à cause d'eux le chemin de la vérité sera l'objet de blasphèmes ; et dans leur cupidité, ils vous exploiteront par des discours truqués ; pour eux depuis longtemps déjà, le jugement ne chôme pas et leur perdition ne dort pas. »<sup>103</sup> L'auteur de l'épître enchaîne aussitôt et, dans un langage d'une force et d'une crudité inouïes, il dénonce les comportements obscènes, les appétits désordonnés, l'entêtement dans l'erreur, l'esclavage travesti en liberté, les fausses doctrines. Tout ce second chapitre, ainsi que le troisième sur le jour du Seigneur, fait écho à l'enseignement de Paul.

Même enseignement sans concession dans l'*épître de Jude*. Les méfaits des faux docteurs sont énumérés avec la même virulence que chez Saint Paul ou chez Saint Jacques. En fait, ils sont déjà jugés. Et Jude, avec des accents qui rappellent l'épître aux Romains, aux chapitres 1 et 2, invite les chrétiens à construire sur la foi, à prier l'Esprit-Saint, à nous maintenir dans l'amour de Dieu, à placer nos attentes dans la miséricorde de Notre Seigneur Jésus-Christ pour la vie éternelle<sup>104</sup>.

En résumé, la dureté du cœur conduit tout droit à une perte, par l'homme, de sa capacité de connaître la vérité sur lui-même. Il s'ensuit une occlusion à autrui. Cette dureté conduit au *relativisme moral* intégral : dans son être et dans son agir l'homme est relatif à lui-même, fermé à Dieu et fermé aux autres. Aussi, la dureté du cœur conduit-elle à des lois dépravées et accommodées au péché de l'homme.

## 5. L'Église au secours de la raison

A cause de son discours sur ces questions de fond, l'Église a souvent été accusée d'obscurantisme, d'opposée à la liberté de pensée, etc. Voilà qu'elle apparaît actuellement, de plus en plus, comme défenseur de la raison humaine, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent au niveau des personnes et de la

---

<sup>102</sup> Cf. Jc 2, 8-13.

<sup>103</sup> Cf. Jc 2, 2-4.

<sup>104</sup> Cf. Jude 17-23.

société. Lorsqu'il affirme qu'il y a des actes en soi mauvais, l'enseignement de Saint Paul assigne à la morale un fondement à la fois révélé et raisonnable. Or le message adressé par Saint Paul aux Romains trouve son actualisation et son prolongement dans l'enseignement proposé aujourd'hui par l'Église.

Dans la plupart des encycliques récentes, les Papes ont montré les méfaits de la méconnaissance de Dieu dans la vie des hommes. L'encyclique de Benoît XVI *Caritas in veritate* (2009) va cependant plus loin encore en montrant les méfaits de la méconnaissance de Dieu dans la vie des sociétés. De tout temps, il y a eu des hommes qui n'attendaient rien de Dieu. Aujourd'hui il y a des sociétés entières qui n'attendent rien de Dieu et qui se livrent alors à toutes sortes de comportements honteux en raison même de leur rejet méthodique de Dieu. Ces païens d'hier et d'aujourd'hui sont exposés, comme dit Saint Paul, à la colère de Dieu<sup>105</sup> car par leur conduite, ils subjuguent *légalement* la vérité et sidèrent la capacité d'aimer. Aujourd'hui comme dans le passé, il y a des hommes qui se vantent de transgresser la loi de Dieu et des chrétiens empressés de signer un nouveau type de « concordats », des « concordats » qui pactisent avec les forces du mal.

Dans *Caritas in veritate*, comme dans la célèbre conférence de Ratisbonne<sup>106</sup> et comme dans d'autres documents, Benoît XVI veut sauver la raison humaine et la réconcilier avec la Parole révélée. Le Pape reconnaît, avec le Concile Vatican I (1869-1870), que Dieu est connaissable par la raison humaine et décelable dans la création. Il invite tous les hommes d'aujourd'hui – juifs, païens, chrétiens – à ne pas sombrer dans les idolâtries déraisonnables contemporaines : celle, par exemple, où le monde ambiant n'est plus reconnu comme don offert par Dieu à la connaissance et à l'action responsable des hommes<sup>107</sup> ; celle – autre exemple – où l'être humain est sacrifié parce qu'il n'est plus reconnu comme frère ni comme image de Dieu. Pour Benoît XVI, une société qui avorte ses enfants est une société qui avorte son avenir.

Benoît XVI invite les *juifs* à se souvenir que la Loi n'a été donnée à Moïse que pour qu'ils se convertissent et qu'ils accueillent, dans un cœur purifié, le Verbe fait chair annoncé par

---

<sup>105</sup> Rm 1, 17 et tout ce passage ; voir aussi le ch. 3 et le ch. 8, 1 s.

<sup>106</sup> Le texte de la célèbre *Conférence de Ratisbonne* prononcée le 12 septembre 2006, se trouve dans la *Documentation catholique*, numéro 2366, du 15 octobre 2006, pp. 924-929.

<sup>107</sup> Cf. Rm 8, 19-23.



les Prophètes et désigné par Saint Jean Baptiste. Le Pape invite les *païens* à constater qu'en étant jaloux de Dieu, ou en l'ignorant théoriquement ou pratiquement, ils sont happés par les idoles de la modernité et du plaisir, et se laissent ensorceler par la mort.

A la lumière de l'épître aux Romains, nous mesurons où peut conduire une utilisation perverse de la raison. La « compassion » que l'on invoque est une *compassion mensongère*. Prétendre tuer un être innocent au motif qu'on doit avoir compassion de lui, (« il sera malformé ; il souffrira de tares héréditaires, sera abandonné par ses parents, deviendra dealer, délinquant, criminel », etc.), ce n'est pas de la compassion, c'est de la *dureté de cœur*. Cette invocation mensongère de la compassion consiste à trafiquer le langage, à barbouiller les sens des mots pour couvrir un acte criminel. Mensonge et violence se conjuguent pour travestir en « juste » un acte qui sera toujours mauvais. Juifs et païens sont ici concernés, car les premiers portent dans leur chair le signe rappelant que Dieu leur a parlé ; et les seconds ne sont jamais privés de la lumière intérieure disposant leur raison à la vérité. Sans vérité, la porte s'ouvre toute grande à la violence. Sans vérité, point d'assise pour la charité<sup>108</sup>. On constate ainsi que si quelqu'un n'est pas dans la vérité il ne peut comprendre ce qu'est la charité.

Mais cette constatation vaut aussi pour la *société*. Si une société rejette toute possibilité de révélation, si la raison humaine y est muselée au nom du droit au plaisir, du profit ou de l'utilité, alors cette société devient l'arène où la violence ne se heurte plus à aucun rempart. Le droit, alors, ayant lui aussi chassé tout souci de vérité, n'a plus de fondement que volontariste ; il est prêt à légaliser n'importe quoi, même des actes irrémédiablement mauvais. C'est le triomphe du positivisme juridique<sup>109</sup>. C'est le triomphe du consensus, des concordats camouflés, sans aucune référence à quelque balise, chrétienne ou non.

---

<sup>108</sup> Cf. Eph. 4, 15.

<sup>109</sup> Nous étudions ce problème dans différents ouvrages, et notamment dans *La face cachée de l'ONU* ; voir surtout pp. 133-172.

## Chapitre XII

### **La compassion aujourd'hui**

A la lumière de l'enseignement scripturaire, et spécialement paulinien, sur la foi et la raison, nous pouvons discerner la vraie et la fausse compassion dans des faits ou prises de position observables dans le monde d'aujourd'hui<sup>110</sup>. Ainsi apparaîtront les ravages que la fausse compassion est en train d'exercer tant au niveau des personnes qu'au niveau des sociétés humaines. Passons donc en revue quelques exemples.

1) En 1962, la Cour d'Assises de *Liège* (Belgique) a été amenée à juger une mère qui, « par compassion », avait tué son enfant. Pendant sa grossesse, cette mère avait pris du Softenon, connu aujourd'hui sous le nom de Thalidomide. L'enfant était né porteur de malformations graves. La mère a décidé de mettre fin à la vie de son enfant ; ce qu'elle fit en effet. Au terme d'un procès très « médiatisé », la femme fut acquittée. Elle sortit libre du tribunal, sous les applaudissements nourris du public.

2) Les animaux bénéficient de plus en plus de la « compassion » des hommes. Dans un film « documentaire » d'Al Gore, *Une vérité qui dérange*, consacré au réchauffement climatique, on voit une animation montrant un ours polaire exténué en train de chercher désespérément un appui sûr pour se sauver la vie. Le message est clair: si la calotte polaire se réchauffe et fond, la raison doit en être cherchée dans le nombre

---

<sup>110</sup> Nous n'avons pas l'intention d'amorcer ici une analyse des racines historiques de la fausse compassion. Signalons simplement que celle-ci s'apparente étroitement à la conception que Rousseau se fait de la *pitié*. Rousseau considère en effet que la pitié a sa source dans l'amour de soi. C'est « de cette seule qualité que découlent toutes les vertus sociales ». Voir le *Discours sur l'origine des inégalités*, Première Partie, Paris, Éd. Larousse, 1972 ; cf. pp. 56-59.

excessif des hommes qui polluent la terre<sup>111</sup>. Il faut donc *contrôler* la croissance démographique de l'humanité, dont on assure qu'elle est la cause de la dégradation du milieu ambiant. En outre, la « compassion » envers les animaux, la protection de la faune, de la flore et des espèces en voie de disparition, requièrent le respect de quotas fixant le nombre, voire la « qualité » d'hommes autorisés à se reproduire. Dans une de ses variantes, cette position recommande aux hommes d'avoir de la « compassion » pour Gaïa, la Terre Mère, qui se dégrade – avance-t-on – en raison de l'action dévastatrice de l'homme. L'homme doit être sacrifié à l'environnement<sup>112</sup>.

3) Au cours des dernières années ont surgi plusieurs affaires retentissantes de *pédophilie*. Aux USA, au Mexique, en Irlande et dans d'autres pays, des membres du bas ou du haut clergé ont été impliqués dans plusieurs procédures judiciaires. Dans la plupart de ces cas, il a été reproché aux autorités ecclésiastiques d'avoir essayé d'étouffer ces affaires. Aussi longtemps qu'elles l'ont pu, ces autorités ont fait semblant que rien, ou si peu, ne s'était passé. Le motif le plus souvent invoqué est celui de la « compassion » pour les auteurs des actes pédophiliques. On invoque la compassion pour les pauvres clercs, qui souffrent déjà tant de leurs pulsions, et que leurs supérieurs ne peuvent accabler publiquement ni moins encore exposer à la condamnation infamante par des instances judiciaires compétentes. S'il faut protéger les avorteurs, pourquoi ne faudrait-il pas protéger les pédophiles ?

Cette attitude rappelle *l'Affaire de Recife*, que nous avons analysée en détail dans la première partie de cet ouvrage. Dans les deux cas, les cas de pédophilie et celui de Recife, plutôt que de manifester de la compassion pour les petites victimes innocentes, on invoque la « compassion » pour ceux qui leur ont fait un tort immense, médecins à Recife, clercs ailleurs.

4) Le 16 novembre 2009, la presse annonçait une initiative de Ségolène Royal. Toujours très médiatisée, la présidente de la

---

<sup>111</sup> *Le Monde* du 19 novembre 2009 titrait en manchettes et à la première page : « Le poids de la natalité menacerait le climat ». La suite de cet article dû à Grégoire ALLIX, apparaît en p. 4 sous le titre « Limiter les naissances, un remède au péril climatique ? Les Nations Unies appellent à la prise en compte de la question démographique lors du sommet de Copenhague. »

<sup>112</sup> Cf. à ce sujet notre ouvrage *La face cachée de l'ONU*, pp. 61-70 ; ce chapitre est intitulé : « La Charte de la terre et l'impératif écologique ». Voir ce qu'écrivait Saint Paul à ce sujet, Rm 8, 18-22.

région Poitou-Charente (France) annonçait la distribution de « colis contraceptifs »<sup>113</sup>. Ces *kits contraceptifs* contiennent notamment des préservatifs et des « chèques contraception ». L'objectif de Ségolène Royal, c'est de « venir au secours de la détresse des élèves », de réduire la détresse sociale que représentent les « grossesses précoces ». Après avoir incité à la consommation sexuelle par l'adjonction de préservatifs dans le kit contraceptif, Ségolène Royal rappelle l'existence d'une « circulaire prévoyant déjà la contraception du lendemain ». Ici encore, des adolescentes et des enfants non nés risquent de faire les frais de la pseudo-compassion.

5) On assiste aujourd'hui à une mise en question radicale du *mariage et de la famille*. Des chrétiens demandent à l'Église d'autoriser le divorce ou de permettre le « remariage » de divorcés. Certains vont plus loin puisqu'ils demandent que l'Église reconnaisse les unions homosexuelles, avec ou sans adoption d'enfants. Ces revendications se font toutes au nom de la « compassion ». L'Église aurait tort de se montrer intransigente sur ces questions ; elle serait sans pitié pour les époux injustement plaqués par leur conjoint et pour les enfants du couple divorcé. Elle ignorerait la tendance homosexuelle inscrite dans la constitution de certains hommes ou de certaines femmes. Ici encore il est fait appel à la « compassion ». Mais quelle compassion ?

Interpellé sur la question du mariage et du divorce, Jésus réaffirme avec force le dessein de Dieu depuis les origines: le mariage voulu par Dieu est monogame, fidèle, indissoluble<sup>114</sup>. Jésus restaure le mariage tel qu'il était selon le cœur de Dieu au moment de la création<sup>115</sup>. Il ne fait aucune concession concernant le mariage tel que Dieu l'avait voulu. Les apôtres s'étonnent même de cette rigueur de Jésus<sup>116</sup>. Comme certains le font aujourd'hui, ils attendaient de Jésus une compassion au rabais, une tolérance en quelque sorte, vis-à-vis de la Loi, vis-à-vis de la volonté clairement énoncée par le créateur dès les origines. La justification, la sanctification apparaissent ici comme un retour au commencement, une *recréation* passant par la conversion du cœur. Ce que Jésus met en lumière, c'est l'égale dignité de

<sup>113</sup> Voir à ce sujet *La Libre Belgique* du 14 novembre 2009 et *Le Monde* du 16 novembre 2009.

<sup>114</sup> Cf. Mt 19, 1-9 ; Mc 10, 1-12 ; Lc 16, 18.

<sup>115</sup> Cf. en particulier Gn. 1, 28 ; 2, 18-24 ; cf. Jn 1, 1.

<sup>116</sup> Cf. Mt 19, 10.

l'homme et de la femme. L'homme ne saurait revendiquer un « droit » quelconque à répudier sa femme. Ce que révèle Jésus, c'est la force de Dieu à l'œuvre dans le mariage. C'est Dieu qui unit. La compassion ne saurait s'exprimer dans le rejet de la force divine toujours à l'œuvre dans le mariage. En revanche, la *compassion de Dieu* s'exprime dans le pardon que Jésus propose à ceux et celles qui ont commis l'adultère, se sont prostitués ou qui ont pratiqué l'homosexualité<sup>117</sup>. La compassion de Jésus n'est nullement une approbation du péché ; c'est une invitation à accueillir le pardon et à revenir sur le droit chemin. La compassion de Jésus, c'est la miséricorde<sup>118</sup>.

6) Binding (1841-1920), juriste, et Hoche (1865-1943), médecin, ont publié en 1920 un ouvrage très peu connu et qui a cependant été l'un des plus influents au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. Les auteurs expliquent qu'il faut « libéraliser la destruction d'une vie qui ne mérite pas d'être vécue »<sup>119</sup>. C'est le titre de cet ouvrage, où se trouve formulé et justifié le *programme d'euthanasie* qui sera mis en œuvre quelques années plus tard par Hitler. Comme d'habitude, l'argumentation donne l'impression d'être imprégnée de compassion. Il y a, assure-t-on, des catégories d'individus dont la vie ne mérite pas la protection pénale. Leur vie est sans valeur. L'euthanasie leur épargnera de vivre une vie qui n'est pas digne d'être vécue. Ces individus, il faut les euthanasier dans leur propre intérêt. Mais il faut aussi les euthanasier par intérêt pour la société: ces êtres sont non seulement sans valeur, mais ils sont un fardeau pour tous ceux qui sont utiles à la société. La « compassion » vis-à-vis de la société doit être invoquée autant que la « compassion » vis-à-vis de ces êtres qui doivent être libérés de leur manque total de valeur et d'utilité. Or derrière ces considérations apparemment attendrissantes se cachent des considérations pseudo-scientifiques à fortes connotations eugéniques et racistes. La compassion est ici manipulée au profit d'un programme politique qui est la négation même de la compassion.

7) Dans l'*Affaire de Recife*<sup>120</sup>, nous avons pu observer un cas flagrant de compassion mensongère. En résumé, il fallait faire

<sup>117</sup> Cf. Gn 19, 1-29 ; Rm 1.

<sup>118</sup> Cf. Lc 7, 36-50, où la scène se passe chez un pharisien ; 15, 3-32 ; 19, 1-10 ; 23, 40-43.

<sup>119</sup> En collaboration avec Klaudia SCHANK, nous avons traduit et présenté cet ouvrage. Cf. *Euthanasie : Le dossier Binding et Hoche*, Paris, Éd. Le Sarmant, 2002.

<sup>120</sup> Étudiée à la Première Partie de cet ouvrage.

preuve de compassion vis-à-vis des médecins qui avaient pratiqué un double avortement direct. Il fallait étouffer cette affaire comme on en étouffe d'autres<sup>121</sup>. Or la littérature médicale rapporte des situations semblables à celle vécue par « Carmen », la petite fille de Recife, mais où la vraie compassion s'est exprimée vis-à-vis de très jeunes mères et de leur enfant. La presse médicale faisait déjà état, en 1959, de l'existence d'une trentaine de cas connus de grossesses très précoces, souvent avant l'âge de 12 ans. Le cas le plus connu est celui d'une petite péruvienne, Lina Medina, née en 1933, qui a eu ses premières règles à l'âge de 8 mois (*sic*) et qui est tombée enceinte à l'âge de 5 ans (*resic*). A l'âge de 5 ans et 8 mois, elle a donné naissance à un garçon, Geraldo, qui, en 1954, avait 15 ans alors que la maman en avait 20. Les médecins avaient diagnostiqué, chez la maman, une puberté précoce constitutionnelle, non pathologique.

Ce qui est remarquable dans l'histoire de Lina Medina, c'est précisément que ce sont les médecins qui ont constaté que la grossesse de la fillette n'avait rien de pathologique<sup>122</sup>. L'éventualité d'un avortement n'a jamais été envisagée. Les médecins ont au contraire fait preuve de compassion vraie vis-à-vis de la mère et de son enfant. Notons qu'aux dernières nouvelles, la mère vit dans la périphérie de Lima, au Pérou. Jusqu'à présent, la mère n'a jamais révélé le nom du père de son enfant. Celui-ci était né par césarienne et est décédé en 1979 à l'âge de 40 ans.

L'article publié par *La Presse médicale*, dans son édition du 13 mai 1939, précise que l'accouchement, par opération césarienne, a été réalisé par le Dr Geraldo Lozada. Le bref article du 13 mai souligne que

« La petite Lina est entourée de soins minutieux. Un Comité de Dames s'est constitué pour assurer pour maintenant et pour l'avenir les soins et les conditions matérielles de la vie de la petite maman et du futur bébé. »

<sup>121</sup> Voir ci-dessus, au n° 3, les affaires de pédophilie.

<sup>122</sup> Voir à ce sujet « La plus jeune mère du monde », bref article dans *La Presse médicale*, (Paris), 13 mai 1939, p. 744 ; voir aussi la lettre du Dr Edmundo ESCOBEL (Lima), « La plus jeune mère du monde », dans *La Presse médicale*, (Paris), 31 mai 1939, p. 875. Ce cas est aussi relaté dans l'ouvrage de Rodolfo PASQUALINI, *Endocrinología*, Buenos Aires, Editions El Ateneo, 1959. Voir spécialement les pp. 684-686. Pasqualini cite l'article d'Escobel à la p. 686. Plus d'informations au sujet de ces cas en tapant Lina Medina dans *Google*. Un autre cas a été révélé à Shanghai en janvier 2010.

L'article du 31 mai 1939, dû aussi au Dr Escobel, en appelle lui aussi à la compassion :

« On espère que l'État, et le Foyer de la Mère, vont protéger cette malheureuse enfant, qui a créé dans tous les cœurs un mouvement de sympathie et de pitié, d'autant plus que son petit est né le jour même où la nation péruvienne célébrait la 'Fête de la Mère'. »

8) En raison de sa gravité, le *sida* est aussi une maladie qui incite à la compassion. Des établissements publics ou privés se sont spécialisés dans la prévention et/ou le traitement de cette maladie. Des centres d'accueil et de soins ont été fondés pour accueillir, soigner et accompagner jusqu'au bout les personnes atteintes par ce mal. Des congrégations religieuses, spécialisées dans les soins de santé, ont adapté leurs programmes aux situations nouvelles créées par l'expansion de cette pandémie. L'exemple de la Bienheureuse Mère Teresa de Calcutta a fait école. Tous ne sont pourtant pas inspirés de la compassion exemplaire de Mère Teresa.

En mars 2009, dans l'avion qui le conduisait en Afrique, le Pape Benoît XVI s'est fait harponner par des journalistes parce qu'il avait osé déclarer que le préservatif n'était pas vraiment la solution au problème. Toujours prompt à enrichir le recueil des « histoires belges », la Chambre des Représentants, y compris divers mandataires « chrétiens », a condamné les propos « irresponsables » et « inacceptables » du Pape. C'est à peine si les honorables députés n'ont pas demandé une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité de l'ONU ! Dieu merci, le Sénat belge n'a pas suivi la Chambre des Représentants dans son délire antichrétien.

Mais cette même Chambre aurait cependant pu revendiquer la caution de quelques éminents ecclésiastiques. Parmi eux, des cardinaux très médiatisés, dont les noms sont bien connus, ont curieusement recommandé l'usage du préservatif en présentant celui-ci comme un moindre mal, le mal plus grand à éviter étant le danger de contagion mortelle en cas de non recours à cette précaution. Le motif invoqué est donc la compassion.

L'argumentation se développe habituellement comme suit : la pulsion sexuelle étant irrésistible et incontrôlable, l'usage du préservatif est le seul moyen efficace d'éviter le sida. Il s'en faut de peu pour que certains « moralistes » aillent jusqu'à invoquer le V<sup>ème</sup> commandement de Dieu, « Tu ne tueras pas ! », pour présenter le port du préservatif comme une obligation morale !

D'autres moralistes ou pasteurs développent une variante de cette argumentation : ils enseignent à pécher sans risque.

Dans le cas du sida, la compassion est donc invoquée à deux titres différents. Bien sûr, la compassion s'adresse d'abord aux malades atteints par cette terrible maladie. Comme pour tous ceux qui souffrent de maladies très graves, il faut veiller à ce que leurs souffrances soient soulagées, à ce qu'ils reçoivent les soins d'hygiène dont ils ont besoin ; il faut leur dire des mots de tendresse : leur dire la tendresse des hommes, mais aussi la tendresse de Dieu. Mais dans le cas qui nous occupe, la compassion est aussi invoquée de façon mensongère : le préservatif s'impose – insinue-t-on – en raison de l'incontrôlabilité de la passion des hommes, de leur absence de liberté face aux pulsions qui les assaillent.

Ce n'est pas notre intention de reprendre ici les discussions sur le sida, ses causes, son traitement, etc. Deux constats devraient cependant faire réfléchir les zéloteurs de la fausse compassion. Rappelons d'abord qu'il suffit de consulter les magazines de consommateurs pour apprendre que les préservatifs ne sont pas fiables à 100%. S'il n'est pas sûr à 100% pour la contraception, pourquoi le serait-il pour empêcher la transmission du Sida ?

Mais il y a un autre aspect du problème, largement méconnu par beaucoup d'éminents pasteurs-théologiens. C'est ce que les économistes appellent l'*effet de rebond*. L'image de la balle qui rebondit est en effet suggestive : au terme d'une première parabole, elle touche le sol, mais c'est pour repartir aussitôt, vers le haut et plus loin. Deux exemples familiers feront comprendre ce dont il s'agit. L'arrivée des lampes économiques a été saluée avec enthousiasme : une lampe économique de 11 watts donne autant de lumière qu'une lampe classique de 60 watts. On pourrait s'exclamer : « Quelle économie ! ». En fait, on observe qu'en raison même de la basse consommation de ces lampes, les gens tendent à mieux éclairer leurs maisons en multipliant les lampes et en augmentant le nombre d'heures d'éclairage. Les lampes économiques compensent ainsi les économies qu'elles étaient censées provoquer ; elles peuvent même amener une augmentation de la consommation.

Autre exemple : certaines voitures, naguère équipées d'un moteur gourmand, sont aujourd'hui équipées de moteurs particulièrement sobres. Ici aussi, les gens se disent : « Quelle économie ! ». Mais comme la voiture consomme, disons, 5 litres



de gasoil au lieu des 8 litres de la voiture précédente, les gens trouveront que rouler est devenu moins cher et ils rouleront plus qu'ils ne le faisaient avec leur vieille voiture. On roule plus avec une voiture qui consomme moins. Il en résulte que l'économie réalisée par le moteur de nouvelle génération est compensée par une augmentation du nombre de kilomètres roulés et souvent par l'augmentation de la vitesse à laquelle on avait l'habitude de conduire.

Un troisième exemple du rebond est signalé par Jacques Suaudeau<sup>123</sup>. Lorsque le port de la ceinture de sécurité est devenu obligatoire en Angleterre, on a constaté avec surprise que le nombre d'accidents et de victimes avait augmenté. Une étude attentive a révélé que les automobilistes croyaient trouver une plus grande sécurité dans le port de la ceinture. Mais ils prenaient plus de risques, roulaient plus vite qu'avant. Le bénéfice qu'on attendait du port de la ceinture a été compensé par des prises de risque accrues.

Le phénomène du rebond s'observe aussi dans l'utilisation du préservatif et dans l'incidence de cette utilisation sur l'extension de la maladie. Les éminents moralistes devraient tenir compte de ce phénomène. Le matraquage médiatique incitant à recourir au préservatif pour limiter l'expansion du sida a un effet pervers : le préservatif donne un sentiment faux de sécurité. En y recourant, les utilisateurs tendent à *compenser le risque* amoindri par le préservatif en multipliant les rapports hasardeux plus qu'ils ne le faisaient habituellement, en changeant de partenaires, en variant les rapports et en ayant les premières relations sexuelles de plus en plus tôt.

Remarquons que c'est ce qu'a expliqué le Dr Edward C. Green le 19 mars 2009, après le lynchage médiatique dont le Pape a été l'objet lors de son voyage en Afrique.

« Nos meilleures études [...] mettent en évidence une association constante entre une plus grande disponibilité et un plus grand usage de condoms et un taux plus élevé (non pas plus bas) de taux d'infection par HIV. Cela peut être dû en partie à un phénomène connu comme *compensation du risque* (Nous soulignons, MS), ce qui signifie que quand on utilise une 'technologie' qui réduit le risque, telle que les condoms, on perd souvent le bénéfice (la réduction du risque)

---

<sup>123</sup> Voir Jacques SUAUDEAU, article « Sexualité sans risques », pp. 905-926 du *Lexique des termes ambigus et controversés*, du Conseil Pontifical pour la Famille.

en 'compensant' ou en prenant de plus grands risques que ceux que l'on prendrait sans la technologie qui réduit le risque. »<sup>124</sup>

Voilà encore, à propos du sida, un exemple remarquable de « compassion » mensongère et violente. Mensongère parce que reposant sur des assertions dont quelqu'un d'un peu informé peut démasquer la fausseté. Violente, parce qu'au nom de prémisses fausses on pousse objectivement à prendre le risque de mourir et de donner la mort.

9) Peut-on donner la communion à des parlementaires qui se déclarent publiquement en faveur de l'avortement? A cette question, certains pasteurs ont donné pratiquement ou théoriquement une réponse affirmative. Il faudrait, dit-on, avoir de la compassion pour ces parlementaires, déchirés intérieurement. Comme chrétiens, disent-ils, ils sont certes opposés à l'avortement ; mais lors du débat parlementaire, ils votent pour sa légalisation. Ces représentants, dit-on, vivent un drame de conscience et il ne faudrait pas les renvoyer s'ils se présentent pour recevoir la Sainte Communion. Des situations analogues se présentent, par exemple, pour des médecins avorteurs notoires, pour des magistrats, des responsables politiques, etc. Tous auraient besoin de confort spirituel et devraient pouvoir s'approcher de la Sainte Table.

Quelques prises de position récentes montrent que l'Église ne peut approuver cette pseudo-compassion. Épinglons-en deux.

a. En novembre 2009, Juan Antonio Martínez Camino, jésuite, évêque auxiliaire de Madrid et Secrétaire général de la Conférence épiscopale espagnole, rappelle qu'en approuvant et en votant une loi en faveur de l'avortement, les baptisés se mettent objectivement en état de péché mortel<sup>125</sup>. Ceux qui promeuvent de telles lois pèchent publiquement et ne peuvent être admis à la Sainte Table. Pour être sûr d'avoir été bien entendu, l'évêque auxiliaire de Madrid ajoute que celui qui affirme qu'il est légitime d'ôter la

---

<sup>124</sup> Edward C. GREEN est directeur du AIDS Prevention Project at the Harvard Center for Population and Development Studies. Le texte que nous citons se trouve au <www.LiveSiteNews.com> du 19 mars 2009. On trouve à cet endroit d'autres informations.

<sup>125</sup> Source : Site < <http://www.elmundo.es/> >, dépêche du 12 novembre 2009. Voir aussi < <http://www.sectorcatolico.com/> >, dépêche du 30 décembre 2009.

vie à un être humain innocent tombe dans l'hérésie et encourt l'excommunication *latae sententiae*<sup>126</sup>.

Le 27 novembre 2009, l'Assemblée plénière de la Conférence Épiscopale Espagnole publiait une déclaration selon laquelle les politiciens qui votent une proposition de loi libéralisant l'avortement en Espagne se placent eux-mêmes dans "un état de péché objectif, et si cette situation se prolonge, ils ne peuvent être admis à la Sainte Communion."<sup>127</sup>

b. Le dimanche 22 novembre 2009<sup>128</sup>, Patrick Kennedy, membre démocrate de la Chambre des Représentants des USA, annonce que l'évêque de Providence, Thomas J. Tobin, l'a prié de s'abstenir de recevoir la Sainte Communion et a invité les prêtres de son diocèse de ne pas la lui donner. Il faut rappeler que quelque temps avant cette interdiction, le Congressman Patrick Kennedy avait déclaré publiquement son opposition à l'enseignement de l'Église sur le respect de la vie.

10) Les pièges de la compassion que nous avons passé en revue ont fait l'objet de plusieurs déclarations de la plus haute importance de la part de Son Excellence Mgr Raymond L. Burke, Préfet du Tribunal Suprême de la Signature Apostolique et Archevêque Émélite de Saint Louis MO, aux USA. Nous nous limiterons à présenter trois de ces documents.

a. Le vendredi 3 mai 2009, l'Archevêque Burke prononçait le discours principal du « Déjeuner et Prière » réunissant des catholiques priant pour la nation américaine. Ce discours a pour titre *Les enseignements de l'Église catholique*<sup>129</sup>. Le Préfet y analyse les pratiques hostiles à la vie, au mariage et à la famille.

<sup>126</sup> Cf. Code de Droit canonique, 751 ; 1364, § 1 ; 1398.

<sup>127</sup> Cf. < <http://www.lifesitenews.com> >, 27 novembre 2009. La position exempte d'ambiguïté réaffirmée par la Conférence Épiscopale Espagnole (CEE) par son Secrétaire général S. Exc. Mgr MARTÍNEZ CAMINO, a encore été réaffirmée par Isidoro CATELA MARCOS, Directeur du Bureau d'Information de la CEE. Voir le site ACI Prensa < <http://www.aciprensa.com> >, dépêche du 4 janvier 2010, qui renvoie elle-même à < <http://www.conferenciaepiscopal.es> >

<sup>128</sup> Voir le site de *The Providence Journal* < <http://www.projo.com> > du 23 novembre 2009, l'article de John MULLIGAN, « Kennedy : Barred from Communion », et les liens mentionnés.

<sup>129</sup> Le texte complet se trouve sur < <http://www.lifesitenews.com> > du 8 mai 2009. Les numéros entre parenthèses renvoient au texte de l'Archevêque Raymond L. BURKE.

Dénonçant la fausse compassion dans l'action des pouvoirs publics, l'Archevêque souligne que les attaques contre la vie, le mariage et la famille ruinent les fondements sur lesquels est bâtie la nation américaine (8 s.) et les nations attachées à ces mêmes fondements. Il alerte les catholiques – qu'ils soient médecins, hommes politiques, hommes d'affaires, etc. – à respecter la loi naturelle et la loi divine, qui sont au cœur de l'enseignement de l'Église (10). L'Archevêque invite à la prière, au jeûne, à la confession, à la Sainte Communion pour que le Seigneur éclaire les leaders (15). Une attention spéciale doit être réservée, dans les universités et les institutions d'éducation catholique, à la jeunesse. Celle-ci doit être préparée à reconnaître que là où Dieu est rejeté, la sécularisation et le relativisme ouvrent la voie à des lois et à des programmes politiques immoraux (18). Au contraire, il faut presser les législateurs et les électeurs de corriger les lois gravement injustes (23 s.).

Enfin, « qu'un doctorat *honoris causa* ait été conféré par Notre-Dame University à un Président promouvant agressivement un agenda anti-vie et anti-famille est source du plus grand scandale. » (19)<sup>130</sup>.

b. Le 18 septembre 2009, l'Archevêque Burke prenait la parole au XIV<sup>e</sup> Dîner annuel de Partenariat organisé par *InsideCatholic*<sup>131</sup>. Ce discours a été publié sous forme d'article dans *Crisis Magazine*, en date du 26 septembre 2009. Il a pour titre « Reflections on the Struggle to Advance the Culture of Life. »

L'Archevêque nous offre ici un discours d'une force exceptionnelle. Voici, citées librement, quelques idées force de ce discours.

Il est impossible d'être catholique pratiquant si, dans sa conduite, quelqu'un soutient le droit à l'avortement ou le droit au mariage de personnes de même sexe (p. 5). Nous devons reconnaître le scandale donné par des chrétiens omettant de

---

<sup>130</sup> Avant la collation du doctorat *honoris causa* au Président des USA par l'Université Notre-Dame, l'Université Georgetown, à Washington, avait accueilli fastueusement le conférencier Obama le 14 avril 2009. Celui-ci avait demandé à ce que fussent masqués les symboles religieux dans les locaux qu'il allait fréquenter.

<sup>131</sup> Le texte a été publié sur le site internet < <http://insidecatholic.com> > et est daté du 26 septembre 2009. Nous indiquons entre parenthèses les pages imprimées auxquelles on peut se reporter.

faire respecter la loi morale naturelle dans la vie publique. Cette omission engendre la confusion et induit en erreur tous les citoyens (p. 6). Par nos actions et nos omissions, nous pouvons conduire des hommes et des femmes à faire le mal et à pécher, ainsi qu'à nuire gravement aux frères, aux sœurs, à la nation. Notre-Seigneur a été inéquivoque dans sa condamnation de ceux qui, par leurs actions, provoqueraient un vrai scandale, c'est-à-dire qui plongeraient les autres dans la confusion ou les conduiraient à pécher<sup>132</sup>. C'est pourquoi la discipline de l'Église interdit de donner la Sainte Communion et d'accorder des funérailles religieuses à ceux qui persistent, après avoir été admonestés, à violer gravement la loi divine<sup>133</sup>. Certes, l'Église confie chaque âme à la miséricorde de Dieu [...], mais cela ne la dispense pas de proclamer la vérité de la loi divine. Lorsque quelqu'un a publiquement adhéré et coopéré à des actes coupables, [...] sa repentance de telles actions doit elle aussi être publique (p. 7).

Appelant les choses par leur nom, l'Archevêque Burke n'hésite pas à aller au fond du problème :

« On voit la main du Père du Mensonge à l'œuvre dans le peu d'attention portée à la situation de scandale, ou dans le fait que sont ridiculisés ou même censurés ceux qui ressentent le scandale. » (p. 8).

c. Le 29 septembre 2009, l'Archevêque Burke intervenait pour prendre la défense des militants pro-life qui protestaient contre le scandale des funérailles grandioses et très médiatisées célébrées pour le Sénateur Ted Kennedy<sup>134</sup>. Ce sénateur « catholique » s'était souvent distingué par ses positions inacceptables en matière de respect de la vie et de la famille. Certains catholiques, pris de compassion pour le Sénateur, s'en étaient pris vivement aux militants pro-vie et pro-famille, les accusant entre autres de briser l'unité de l'Église. La mise au point de l'Archevêque ne devait pas se faire attendre :

---

<sup>132</sup> Cf. Lc 17, 1-2.

<sup>133</sup> Code de Droit Canonique, 915 ; 1184, § 1, 3°.

<sup>134</sup> Cf. l'article de John-Henry WESTEN, « A Vatican Archbishop: Kennedy Funeral Critics Not Hurting Unity but Helping Church », sur < <http://www.lifesitenews.com> >, 29 septembre 2009. Les citations proviennent de cet article.

« Une des ironies de la situation présente c'est que quelqu'un qui éprouve le scandale face à des actions publiques gravement coupables d'un autre catholique est accusé de manquer de charité et de causer une division dans l'unité de l'Église.

Dans une société dont la pensée est gouvernée par la 'tyrannie du relativisme', et dans laquelle le politiquement correct et le respect humain sont les ultimes critères de ce qu'on doit faire ou de ce qu'on doit éviter, l'idée d'induire quelqu'un en erreur morale a peu de sens. [...] Ce qui cause émerveillement dans une telle société, c'est le fait qu'il en est qui omettent d'observer le politiquement correct, et qui, par là-même, semblent perturber la soi-disant paix de la société. Cependant, mentir ou omettre de dire la vérité n'est jamais un signe de charité. »

## Une question incontournable

La pseudo-compassion, souvent invoquée en faveur d'auteurs d'actes en soi mauvais, tel l'avortement, conduit donc au scandale ; elle invite les autres à pécher gravement. Le scandale, c'est la première chose à éviter<sup>135</sup>. La pseudo-compassion conduit aussi à l'hérésie, à la déchirure dans l'Église, car elle incite les fidèles à s'écarter d'un point non négociable de la doctrine de l'Église: le devoir de respecter la vie innocente.

La pseudo-compassion renforce la dérive vers la « tyrannie du relativisme », que l'on observe chez certains pasteurs et/ou théologiens. À terme, la pseudo-compassion pourrait conduire à une situation dans laquelle la morale naturelle et la doctrine de l'Église résulteraient d'une procédure consensuelle et se formuleraient dans des compromis. Certains, abusés par la pseudo-compassion vis-à-vis de ceux qui pèchent publiquement contre la vie, estiment que l'Église est, sur ces questions, fort sévère. L'Église, en effet, ne mâche pas ses mots : « Les excommuniés et les interdits [...] et ceux qui persistent avec obstination dans un péché grave et manifeste, ne seront pas admis à la sainte communion. »<sup>136</sup> Or si l'on se souvient du caractère mensonger et violent de la pseudo-compassion, on observera aussitôt que cette sévérité n'est qu'apparente, qu'elle

---

<sup>135</sup> Lc 17, 1 s.

<sup>136</sup> Cf. Canon 915.

est même une haute expression de la charité. Elle est un appel urgent au changement de vie. Le refus de donner la communion pour les raisons que nous avons rappelées n'est que l'expression de l'amour de l'Église pour les plus faibles, et l'invitation à la repentance adressée à ceux qui risquent de rester enchaînés dans leurs péchés, et d'y enchaîner les autres.

Reste une question délicate mais incontournable. Puisque, dans les conditions rappelées, la Sainte Communion doit être refusée à un *laïc*, le code de droit canonique prévoit-il des mesures de suspension, au double motif du scandale et de l'hérésie, pour les *clercs* manifestant publiquement leur pseudo-compassion pour les avorteurs?

## Table des matières

Les documents insérés dans cet ouvrage sont indiqués ici en italiques.

Du même auteur .....	2
----------------------	---

<b>I. Présentation .....</b>	<b>5</b>
------------------------------	----------

### Première partie : L'affaire de Recife

<b>II. Retour aux faits .....</b>	<b>8</b>
-----------------------------------	----------

<b>III. L'article de Mgr Fisichella.....</b>	<b>11</b>
--	-----------

<i>Du côté de la fillette brésilienne .....</i>	<i>11</i>
---	-----------

<b>IV. Éclaircissements brésiliens .....</b>	<b>14</b>
--	-----------

<i>Éclaircissements de l'Archevêché d'Olinda et Recife .....</i>	<i>15</i>
--	-----------

<i>Première demande de droit de réponse.....</i>	<i>19</i>
--	-----------

<i>Interview donnée par Dom Cardoso à Jeanne Smits .....</i>	<i>20</i>
--	-----------

<i>Deuxième demande de droit de réponse.....</i>	<i>27</i>
--	-----------

<b>V. Analyse doctrinale de l'affaire de Recife .....</b>	<b>28</b>
---	-----------

1. Commentaire de l'article de Mgr Fisichella.....	28
--	----

2. Des divisions dans l'Église .....	32
--------------------------------------	----

3. Impact sur la vie politique .....	35
--------------------------------------	----

<i>L'analyse de Frances Kissling .....</i>	<i>36</i>
--	-----------

4. Des questions qui appellent des réponses claires.....	39
--	----



5. La dérive du relativisme.....	40
<b>VI. La Clarification de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi</b> .....	43
<i>Clarification</i> .....	44
Les limites d'une clarification .....	47
 <b>Deuxième partie. La récupération idéologique du droit et de la religion</b>	
<b>VII. Les droits de l'homme revisités</b> .....	50
1. Les droits de l'homme et la tradition illuministe .....	50
2. Les droits de l'homme et la tradition réaliste.....	51
<b>VIII. Les droits de l'homme à l'épreuve des relations internationales</b> .....	54
1. Barack Obama et le messianisme réinterprété .....	54
2. Vers le vieillissement des USA .....	56
<b>IX. Refaire les religions ? Refaire le christianisme ?</b> .....	58
1. Tony Blair et les grandes religions .....	58
2. Le retour de l'aigle .....	62
3. Vers un terrorisme politico-juridique ? .....	63
4. Les Anciens .....	64
5. La médaille de la Notre-Dame University .....	66
<i>Lettre de Mary Ann Glendon au R. P. John Jenkins, CSC</i> .....	68
<b>X. D'une affaire à l'autre : De Washington (1968) à Recife (2009)</b> .....	70
1. Le Cardinal O'Boyle et l'affaire de Washington .....	71
<i>Memorandum sur l'affaire du Cardinal O'Boyle</i> .....	71
2. La raison d'État .....	72
3. Jusqu'à l'admiration obséquieuse .....	73
4. Des réformes faciles à identifier .....	74

## **Troisième partie. Visages et masques de la compassion**

<b>XI. La compassion. L'enseignement de Saint Paul aux Romains .....</b>	<b>77</b>
1. Un terme ambigu.....	77
2. Les voies de la justification et du salut .....	78
Le chemin « montant » et celui de la grâce.....	79
Les juifs, peuple élu .....	79
Les païens et la raison .....	81
Juifs et païens : le salut par la foi .....	82
3. La vérité captive de l'injustice .....	83
Le relativisme moral.....	83
Universalité du péché, universalité de l'appel au salut.....	84
4. Il y a des comportements toujours mauvais .....	84
On ne compatit pas en faisant ce qui est mal.....	84
Vrais et faux prophètes .....	85
Jésus et le retour au commencement.....	86
5. L'Église au secours de la raison .....	87
 <b>XII. La compassion aujourd'hui .....</b>	 <b>90</b>
Une question incontournable.....	102